



**Conseil Economique  
et Social**

RECEVU  
LE 12 JUILLET 1989  
A 14 H 00  
BUREAU E/5107

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1989/8  
12 juillet 1989

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Sous-Commission de la lutte contre les mesures  
discriminatoires et de la protection des minorités  
Quarante et unième session  
Point 5a de l'ordre du jour provisoire

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE : MESURES A PRENDRE  
POUR LUTTER CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE  
ET ROLE DE LA SOUS-COMMISSION

Etude sur les résultats obtenus et les obstacles rencontrés  
pendant la première Décennie de la lutte contre le racisme  
et la discrimination raciale

Rapport établi par M. A. Eide, Rapporteur spécial

# TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction .....	1
<u>Chapitre</u>	
I. LES ORIGINES DE LA DECENNIE ET LES OBJECTIFS ET MESURES RECOMMANDES .....	2
A. L'action à l'égard des régimes racistes .....	3
B. Elimination de la discrimination raciale et du racisme dans d'autres parties du monde .....	4
C. Principales recommandations formulées pour et pendant la Décennie .....	5
II. ETUDE DES ACTIVITES ENTREPRISES POUR ATTEINDRE LES BUTS ET OBJECTIFS DES DECENNIES .....	10
A. Mise en oeuvre : coordination du Programme d'action .....	10
B. Mesures prises à l'encontre des régimes racistes .	11
C. Mesures visant à éliminer la discrimination raciale dans d'autres régions du monde .....	32
D. Protection des droits de groupes particuliers : travaux en cours .....	43
III. EVALUATION .....	48
1. Approche et méthodologie .....	48
2. La désintégration des mythes racistes .....	50
3. Le démantèlement du système d'apartheid .....	55
4. Les populations autochtones .....	69
5. Les situations procédant de l'esclavage .....	71
6. Les travailleurs migrants et les autres étrangers	73
7. La discrimination ethnique et la protection des minorités .....	76
8. Le système général d'élimination de la discrimination .....	83

## INTRODUCTION

1. Sur la base d'une recommandation faite par la Sous-Commission (résolution 1983/10 du 5 septembre 1983) et approuvée par la Commission des droits de l'homme (résolution 1984/8 du 28 février 1984), le Conseil économique et social a approuvé la nomination de M. Asbjørn Eide au poste de rapporteur spécial chargé d'établir une analyse comparative des résultats obtenus et des obstacles rencontrés pendant la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, ainsi que de la première phase de l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie.
2. Un rapport intérimaire a été présenté en 1985 (E/CN.4/Sub.2/1985/7). Il exposait les origines de la Décennie et les objectifs et mesures recommandés et examinait les activités menées pour atteindre les buts et objectifs de la première Décennie.
3. Le présent rapport final remplace le rapport de 1985. Il en reprend les principaux éléments et donne des renseignements sur les activités entreprises durant la deuxième Décennie jusqu'en 1989, mais il vise avant tout à établir un bilan.
4. Il se compose actuellement de trois chapitres. Le chapitre premier retrace l'historique des Décennies dans le contexte des précédentes activités de l'ONU et évoque les principales préoccupations de ces Décennies telles qu'elles sont formulées dans les programmes d'action. Une distinction y est faite entre les mesures visant les régimes racistes (notamment le système sud-africain de l'apartheid) et celles visant à éliminer la discrimination raciale ailleurs dans le monde. Le chapitre II décrit et passe en revue les mesures adoptées par les organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées, par les organisations régionales, par les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Il traite de la coordination du Programme et distingue aussi entre les mesures prises contre les régimes racistes et celles visant à éliminer la discrimination dans les autres régions du monde. Le chapitre III est une réflexion : il tente d'évaluer les choix faits durant les Décennies pour lutter contre de nombreux aspects du racisme dans le monde moderne.
5. On entend souvent dire que le concept des droits de l'homme a son origine en Europe. Si c'est exact, force est de reconnaître également que le racisme, au sens strict du terme, est né en Occident, à peu près à la même époque, c'est-à-dire il y a 250 ans. Dans ces conditions, l'Occident doit s'efforcer tout particulièrement d'éliminer toutes les conséquences actuelles de la discrimination passée. Cela ne veut pas dire que la discrimination de groupe au sens large soit une notion ou une pratique occidentale. On la trouve dans toutes les régions du monde et elle a souvent des conséquences cruelles pour ceux qui en sont victimes. L'étude traite donc aussi des formes de discrimination qui, sans constituer du racisme au sens étroit du terme, entrent toutefois dans la définition large donnée de ce phénomène à l'article premier de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
6. Des conclusions et recommandations feront l'objet d'un chapitre IV, qui sera publié séparément dans un additif au présent document. En outre, on trouvera dans une annexe à l'additif les programmes d'action tels qu'ils ont été adoptés aux diverses étapes des Décennies.

### Chapitre premier

#### LES ORIGINES DE LA DECENNIE ET LES OBJECTIFS ET MESURES RECOMMANDES

7. L'année 1993 marquera la fin de la deuxième Décennie et celle de vingt ans d'histoire consacrés à la campagne pour l'abolition du racisme. Cet effort aura été profondément influencé par les changements survenus entretemps dans les relations internationales.

8. Le nombre beaucoup plus grand d'Etats de toutes les régions du monde qui constituent à présent la société internationale et l'existence d'un organisme quasi universel comme l'est l'Organisation des Nations Unies permettent d'examiner à présent les problèmes mondiaux dans une perspective globale plutôt que dans la perspective étroite d'un pays ou d'une culture, comme cela a souvent été fait par le passé.

9. L'un de ces problèmes est le racisme. Dans les sociétés internationales fragmentées des siècles passés, les affirmations ethnocentriques sur la supériorité et l'infériorité n'étaient pas rares.

10. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour instituer un nouvel ordre juridique international, fondé non seulement sur l'égalité souveraine de toutes les nations, grandes ou petites, mais aussi sur l'égalité et la dignité de chaque être humain. L'élimination de la discrimination est désormais la préoccupation de tous. Les Décennies ont pour principale fonction de faire concourir les ressources conjointes de la société internationale à la réalisation de cet objectif.

11. La proclamation de la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale a coïncidé avec le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme 1/. Le quarantième anniversaire de cette Déclaration a été célébré à son tour et le problème est toujours d'actualité.

12. En proclamant la première Décennie, l'Assemblée générale en a défini les fins comme consistant à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous, sans distinction d'aucune sorte fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, en particulier en éliminant les préjugés raciaux, le racisme et la discrimination raciale.

13. Les articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies, qui énoncent les buts et principes de l'Organisation, mentionnent l'obligation d'encourager le respect des droits de l'homme et soulignent la nécessité de lutter contre la discrimination. Ces principes ont été ultérieurement renforcés par la création d'organes spéciaux et par l'adoption d'instruments spéciaux visant à prévenir la discrimination.

14. L'une des quatre tâches initialement assignées à la Commission des droits de l'homme en 1946 consistait à éliminer la discrimination. Un organe d'experts avait été établi à cette fin en 1947 - la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Grâce aux travaux de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission et aux activités des institutions spécialisées (en particulier

de l'UNESCO et de l'Organisation internationale du Travail), les efforts visant à éliminer la discrimination avaient, dès 1973, pris beaucoup d'ampleur.

15. Il est apparu, à partir de 1948, qu'il fallait traiter de deux situations assez différentes sous le titre plus large de discrimination raciale. Cette année-là a été marquée par l'instauration en Afrique du Sud du système d'apartheid, qui était en opposition directe et flagrante avec les principes des Nations Unies. Ce régime, dont la base politique reposait sur une minorité qui tirait sa richesse et son pouvoir d'une discrimination contre la majorité, devait constituer le défi le plus obstiné et le plus insolent qu'un Etat ait jamais lancé à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à ses buts et ses principes. Face à un tel régime, il n'était pas question d'user de persuasion; il fallait par des pressions concertées et soutenues provoquer un changement politique de manière à instaurer un système démocratique sans exclusion.

16. En ce qui concernait la plupart des autres Etats du monde, la tâche était différente : les gouvernements de ces Etats n'admettaient pas la discrimination raciale en tant que politique officielle, et on pouvait donc espérer les persuader de prendre des mesures pour éliminer la discrimination qui pouvait encore subsister dans leurs sociétés. De ce fait, les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la lutte contre les mesures discriminatoires ont été de deux ordres : il y a eu, d'une part, l'action contre les régimes racistes et, d'autre part, les mesures prises pour encourager et pour aider les Etats à éliminer la discrimination dans leurs sociétés. Cette distinction sera également utilisée dans le présent rapport.

#### A. L'action à l'égard des régimes racistes

17. Pratiquement tous les organes de l'Organisation des Nations Unies ont participé, d'une manière ou d'une autre, aux efforts faits pour mettre fin à l'apartheid et aux politiques racistes analogues. Ce sont l'Assemblée générale et, à certains égards, le Conseil de sécurité qui ont joué le principal rôle, mais les autres organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées ont aussi contribué à cet effort.

18. La question du conflit racial en Afrique du Sud provoqué par la politique d'apartheid a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale en 1952. L'objection du Gouvernement sud-africain, selon lequel il s'agissait là d'une ingérence dans ses affaires intérieures, a été rejetée et l'Assemblée a nommé 2/ une commission pour étudier la situation raciale en Afrique du Sud à la lumière des buts et principes de la Charte. Depuis, l'Assemblée générale et bon nombre d'organes ordinaires de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de nombreux organes ad hoc, ont cherché à amener un changement en Afrique du Sud.

19. En 1962, l'Assemblée a établi le Comité spécial de l'apartheid 3/ et, en 1965, elle a créé le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud afin d'aider les victimes de l'apartheid 4/. Un groupe spécial de l'apartheid a été créé au Secrétariat de l'ONU.

20. Le Conseil de sécurité s'est occupé de l'apartheid du point de vue de la paix internationale et a lancé un appel à tous les Etats pour qu'ils cessent de vendre et d'expédier des armes, des munitions de tous types et des véhicules militaires à l'Afrique du Sud.

21. La Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission ont été saisies, depuis 1967, de la question des mauvais traitements infligés aux détenus et aux prisonniers sous le régime d'apartheid. Un Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe composé d'éminents juristes et de fonctionnaires de l'administration pénitentiaire a été chargé de faire une enquête, en procédant notamment à l'audition de témoins, sur le traitement des prisonniers et des détenus, le recours à la peine capitale et les conditions de vie dans les "camps de transit" et les "réserves indigènes".

22. Le Groupe spécial d'experts a notamment fait une étude sur la question de l'apartheid envisagée du point de vue du droit pénal international. Cette étude a contribué à encourager la rédaction d'un document international sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Certains Etats membres ont présenté à l'Assemblée générale un projet de convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, qui a été étudié plus à fond par la Commission des droits de l'homme en 1973 et présenté à l'Assemblée générale pour adoption cette même année. Par sa résolution 3068 (XXVIII), de 1973, l'Assemblée générale a adopté la Convention et l'a ouverte à la signature et à la ratification.

23. L'article IX de la Convention dispose que le Président de la Commission des droits de l'homme désignera un groupe composé de trois membres de ladite commission, qui seront en même temps des représentants d'Etats parties à la Convention, aux fins d'examiner les rapports présentés par les Etats parties sur les mesures législatives, judiciaires, administratives ou autres qu'ils auront prises pour donner effet aux dispositions de la Convention. Le Groupe a tenu sa douzième session à Genève, du 23 au 27 janvier 1989.

24. Par sa résolution 2248 (S-V) de 1967, l'Assemblée générale a décidé de créer un Conseil des Nations Unies pour la Namibie chargé d'administrer le territoire jusqu'à l'indépendance, de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet et de transférer tous les pouvoirs au peuple du territoire lors de la proclamation de l'indépendance. Le programme de travail du Conseil a été revu et actualisé dans diverses résolutions. Le programme confie au Conseil la représentation politique internationale du territoire. Il prévoit que le Conseil mobilise l'appui international en vue de faire pression pour que l'administration illégale de l'Afrique du Sud se retire rapidement de la Namibie, suive l'évolution de la lutte pour la libération et veille au respect par les Etats Membres des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies sur la question de la Namibie. Il prévoit en outre que le Conseil examine les activités des intérêts économiques étrangers en Namibie et prenne toutes les mesures pour que soient respectées les dispositions du décret No 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie.

B. Elimination de la discrimination raciale et du racisme  
dans d'autres parties du monde

25. Sur la base des travaux effectués par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et par la Commission des droits de l'homme, l'Assemblée générale a adopté, le 20 novembre 1963, dans sa résolution 1904 (XVIII), la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

26. Deux ans plus tard, elle a adopté 5/ la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui est entrée en vigueur en 1969. Aux termes de cette Convention, les Etats sont notamment tenus (article 4) de "déclarer délit punissable par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, toute incitation à la discrimination raciale, ainsi que tous actes de violence, ou provocation à de tels actes, dirigés contre toute race ou tout groupe de personne d'une autre couleur ou d'une autre origine ethnique ...". Les Etats s'engagent également à interdire et à éliminer la discrimination raciale sous toutes ses formes et à garantir le droit de chacun à l'égalité devant la loi sans distinction de race, de couleur ou d'origine nationale ou ethnique (article 5).

27. En 1969, après l'entrée en vigueur de la Convention, les Etats parties se sont réunis pour élire les membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, l'organe envisagé dans la Convention pour superviser l'application de celle-ci.

28. L'UNESCO a adopté plusieurs instruments importants pour l'élimination de la discrimination raciale. Les principaux sont la Convention et la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adoptées l'une et l'autre le 14 décembre 1960.

29. L'Organisation internationale du travail a adopté, elle aussi, plusieurs conventions importantes visant à empêcher la discrimination (raciale). Ce sont notamment la Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (No 111), 1958; la Convention concernant les travailleurs migrants (No 97), 1949; la Convention sur les migrations dans des conditions abusives et sur la promotion de l'égalité des chances et de traitement des travailleurs migrants (dispositions complémentaires) (No 143), 1975; la Convention concernant l'égalité de traitement des nationaux et des non-nationaux en matière de sécurité sociale (No 118), 1962; et la Convention sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, (No 157), 1982. Il y a des recommandations correspondant à toutes ces conventions.

#### C. Principales recommandations formulées pour et pendant la Décennie

30. On trouvera dans les paragraphes qui suivent un résumé des recommandations formulées par l'Assemblée générale en 1973 (6) et par les conférences mondiales de 1978 et 1983 en vue d'atteindre les buts et objectifs de la Décennie. Les mesures prises pendant la Décennie seront étudiées au chapitre II.

31. Mesures à l'encontre des régimes racistes. Un nombre important de recommandations faites en 1973, 1978 et 1983 visaient à lutter contre les régimes racistes. En 1973, l'Assemblée générale a affirmé qu'il fallait refuser de fournir aux régimes racistes un appui qui leur permette de perpétuer les politiques ou les pratiques racistes, notamment les politiques visant à priver les populations autochtones de leurs droits inaliénables 7/. La nécessité d'assurer l'isolement international et régional des régimes racistes était également soulignée 8/ et a été réaffirmée en 1978; de plus il a été demandé à tous les Etats de s'abstenir de toute relation avec les autorités des bantoustans et d'empêcher toute collaboration avec ces autorités 9/. Cette demande a été réaffirmée en termes encore plus forts

en 1983, les Etats étant instamment priés d'assurer la cessation de toute collaboration économique et financière avec le régime raciste d'Afrique du Sud 10/.

32. En 1973, l'Assemblée générale a demandé l'adoption de nouveaux instruments internationaux concernant l'élimination de la discrimination raciale sous toutes ses formes et la répression du crime d'apartheid 11/. La Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid a été adoptée cette même année 12/ et, en 1978 de même qu'en 1983, la Conférence mondiale a donc demandé à tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier cette Convention ou d'y adhérer.

33. En 1973, l'Assemblée générale a demandé également la fourniture, sur une base bilatérale, d'une assistance aux peuples victimes de la discrimination raciale 13/, l'octroi de bourses d'études aux jeunes des territoires où existait la discrimination raciale 14/, et la création d'un fonds international de contributions volontaires pour aider les peuples qui luttent contre la discrimination raciale et l'apartheid 15/. Ces recommandations ont été renouvelées de façon plus détaillée dans le programme d'action de 1978 16/ et en termes plus généraux en 1983 17/.

34. En 1973, les campagnes d'information n'avaient guère retenu l'attention. Dans le Programme d'action de 1978, en revanche, une attention considérable était accordée au lancement et à l'appui de campagnes visant à mobiliser l'opinion publique nationale contre les fléaux du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid, grâce à des programmes appropriés dans les divers médias, des publications et des séminaires de recherche 18/. Cette disposition a encore été renforcée en 1983, lorsque l'Assemblée générale a demandé aussi aux moyens d'information de prendre en considération la Déclaration de l'UNESCO sur la race et les préjugés raciaux 19/.

35. Le Programme d'action pour la deuxième Décennie prévoyait l'adoption, contre les régimes racistes, de mesures visant essentiellement deux objectifs. Il fallait accroître l'appui moral, politique et matériel aux victimes de l'apartheid et à toutes les parties engagées dans la lutte contre le Gouvernement sud-africain et multiplier les manifestations de solidarité à leur égard. Pour éliminer rapidement l'apartheid en Afrique du Sud et faire accéder la Namibie à l'indépendance, la communauté internationale était invitée à isoler le régime de Pretoria en cessant toute collaboration nucléaire et militaire, en mettant fin aux investissements et aux prêts financiers, en décrétant un embargo sur les produits stratégiques et les ressources naturelles et en interrompant les relations commerciales de tout autre ordre 20/.

36. Elimination de la discrimination raciale en général. En 1973, les Etats ont été priés d'appliquer des mesures d'ordre économique, social, culturel et politique propres à assurer l'égalité de tous les peuples et de tous les individus 21/. En 1978 22/ et en 1983, l'accent a été mis en particulier sur l'adoption de mesures législatives, judiciaires et autres pour interdire toute manifestation de racisme. En 1983, il a été affirmé de nouveau que les mesures juridiques devaient s'accompagner d'une action énergique visant à assurer l'égalité dans les domaines économique, social et culturel 23/.



37. L'objectif principal était toutefois d'exhorter les Etats à ratifier et à mettre en oeuvre les instruments internationaux concernant la discrimination raciale. En 1973, il n'était fait référence qu'à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, alors qu'en 1978 et en 1983, un certain nombre d'autres instruments étaient cités. Il s'agissait notamment de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948), de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (1973), des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (1966) et de la Convention de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession) 1958. Dans les recommandations du Programme d'action de 1983, d'autres instruments étaient cités, comme la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

38. L'enseignement a été jugé essentiel sur deux plans : il fallait a) éliminer toute forme de discrimination dans l'enseignement et b) établir des programmes d'enseignement pour les enfants et les adolescents sur le thème des droits de l'homme, en mettant particulièrement l'accent sur l'égalité des êtres humains et sur les méfaits de la discrimination raciale. Des recommandations plus détaillées sur ces sujets ont été formulées en 1983 24/, notamment la recommandation de veiller à ce que la composition du corps enseignant corresponde, autant que possible, à la composition raciale et ethnique de la communauté et la recommandation de prendre des mesures correctives lorsque certains groupes avaient dans le passé été désavantagés en matière d'enseignement.

39. Les activités dans le domaine de l'information ont été traitées dans le détail en 1978 25/ et surtout en 1983 26/. Deux séries de recommandations ont été faites : a) l'adoption de mesures législatives et autres contre toute diffusion, dans des publications ou par les médias, d'informations ou d'idées fondées sur la supériorité raciale ou ethnique ou sur la haine nationale; b) le lancement de campagnes d'information sur les méfaits de la discrimination raciale.

40. En 1978, des recommandations spécifiques ont été formulées en vue de l'organisation de séminaires régionaux sur les procédures de recours dont disposent, à l'échelon national ou local, les personnes qui sont victimes de racisme et de discrimination raciale 27/. En 1983, l'accent a été mis sur la nécessité d'organiser, sur le plan international et régional, des séminaires et des études consacrés à une gamme étendue de sujets relatifs à la discrimination raciale 28/.

41. Minorités. A l'origine, le problème des minorités n'a guère retenu l'attention. En 1978, en revanche, on s'est davantage intéressé à cette question. La Conférence a demandé instamment à tous les Etats d'abolir et d'interdire toute discrimination pratiquée entre leurs citoyens pour des raisons d'origine ethnique ou nationale et de protéger et de promouvoir les droits de l'homme des personnes appartenant à des minorités, de leur permettre de développer leur propre culture et de faciliter leur plein épanouissement, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'emploi. Elle a demandé en outre à la Commission des droits de l'homme de poursuivre ses efforts en vue d'élaborer un instrument international pour la protection des droits des personnes appartenant à des minorités 29/.

42. La question des minorités a été traitée plus à fond dans les recommandations de 1983, où d'une part la Conférence soulignait la nécessité d'éliminer toute forme de discrimination à l'encontre des personnes appartenant à des minorités et d'autre part priait les gouvernements de créer les conditions favorables et de prendre des mesures appropriées pour permettre aux personnes appartenant à des minorités d'exprimer librement leurs particularités, de développer leur éducation, leur culture, leur langue, leurs traditions et leurs coutumes, et d'établir les contacts nécessaires dans leur pays et hors de leur pays 30/.

43. Les populations autochtones, n'ont guère retenu l'attention en 1973 31/. Une disposition semblerait leur être applicable mais elle visait principalement la situation au Moyen-Orient : les Etats devraient adopter des mesures propres à empêcher les activités de personnes et de groupes qui provoquent des passions sectaires et raciales incitant les hommes à quitter leur terre et à s'installer sur des terres appartenant à autrui en vertu de politiques visant à consolider un colonialisme de peuplement ou à parquer les autochtones dans des réserves, les vouant ainsi à une vie misérable.

44. En 1978, la Conférence mondiale s'est considérablement intéressée à la question des populations autochtones et a adopté un ensemble de recommandations destinées aux Etats, reconnaissant toute une série de droits aux peuples autochtones, notamment le droit d'être désigné sous le nom qui est le leur et d'exprimer librement leurs caractéristiques ethniques, culturelles et autres, d'avoir un statut officiel et de constituer leurs propres organisations représentatives, d'agir dans les régions où elles sont installées, selon leurs structures économiques et leur mode d'existence traditionnels, de conserver et d'utiliser leur propre langue, de recevoir une éducation et des informations dans leur propre langue, et d'établir des relations culturelles et sociales avec les peuples de même ethnie. Enfin, la Conférence priait instamment les Etats de faciliter et d'appuyer la création d'organisations internationales représentatives pour les populations autochtones 32/.

45. Ces recommandations ont été réitérées en 1983 33/. L'Assemblée générale a recommandé en outre que les populations autochtones jouissent de la liberté de religion ou de croyance, aient accès à la terre et aux ressources naturelles, compte tenu en particulier de l'importance fondamentale que présentent les droits à la terre et aux ressources naturelles dans leurs traditions et leurs aspirations; elle a recommandé de surcroît que les populations autochtones soient libres de gérer leurs propres affaires, autant qu'il se pouvait 34/.

46. Les travailleurs migrants n'ont été que très brièvement mentionnés en 1973, mais une plus grande attention leur a été consacrée en 1978. La première Conférence mondiale a recommandé que les travailleurs migrants reçoivent un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui dont bénéficieraient les propres ressortissants des Etats, en ce qui concernait la formation professionnelle, les types d'emplois qu'ils pouvaient occuper, les types de contrats de travail, le droit de résider dans n'importe quelle partie du pays, les conditions de travail, les activités syndicales et l'accès aux tribunaux en cas de plaintes pour discrimination 35/. En 1983, la deuxième Conférence mondiale a réaffirmé ces notions sans toutefois aller au-delà 36/.

47. En 1978, la Conférence a aussi recommandé aux Etats de ratifier les instruments internationaux relatifs à la protection des migrants contre les mesures discriminatoires, en particulier les Conventions de l'Organisation internationale du Travail, et d'envisager la possibilité d'adopter une convention internationale sur les droits des travailleurs migrants 37/.

48. En 1983, la Conférence a recommandé à l'Assemblée générale d'achever le plus tôt possible l'élaboration d'une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles 38/.

49. En 1978, la première Conférence mondiale avait également formulé un certain nombre de recommandations plus précises concernant les travailleurs migrants : assurer l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale, remédier à la sous-utilisation des services sanitaires par les travailleurs migrants, en les tenant au courant de leurs droits, garantir aux travailleurs migrants l'exercice du droit de réunion et le droit de fonder leurs propres organisations pour la défense de leurs intérêts, reconnaître le droit à la réunification des familles, etc. 39/. La plupart de ces recommandations, mais non la totalité, ont été réitérées en 1983 par la deuxième Conférence mondiale.

## Chapitre II

### ETUDE DES ACTIVITES ENTREPRISES POUR ATTEINDRE LES BUTS ET OBJECTIFS DES DECENNIES

#### A. Mise en oeuvre : coordination du Programme d'action

50. On a passé en revue, dans le chapitre premier, les objectifs des Décennies et les mesures recommandées. Le présent chapitre indique les initiatives prises pour mettre en oeuvre ces mesures. Il a été nécessaire de renforcer la coordination compte tenu de l'ampleur croissante des activités et du grand nombre d'organes des Nations Unies concernés.

51. Dans sa résolution 38/14, l'Assemblée générale a approuvé le Programme d'action pour la deuxième Décennie, invité tous les Etats à coopérer à sa mise en oeuvre et prié le Secrétaire général de présenter un plan d'activités pour la période 1985-1989 en vue d'appliquer le Programme d'action et d'atteindre les objectifs de la Décennie.

52. Par sa résolution 39/16, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général à procéder à la mise en oeuvre des activités envisagées dans son plan pour la période 1985-1989 40/. Par sa résolution 42/47, l'Assemblée a également approuvé le plan d'activité proposé pour la période 1990/1993 41/ et invité le Secrétaire général à procéder à la mise en oeuvre des activités qu'il prévoit.

53. Par ailleurs, dans sa résolution 38/14, l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social de se charger, avec le concours du Secrétaire général, de la coordination de l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie et de l'évaluation des activités entreprises pendant celle-ci. A ce propos, l'Assemblée générale, dans sa résolution 39/16, a prié le Conseil économique et social de lui présenter annuellement, pendant la durée de la Décennie, un rapport contenant notamment :

a) une liste des activités entreprises ou envisagées pour réaliser les objectifs de la deuxième Décennie, notamment les activités des gouvernements, des organes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organisations internationales et régionales, ainsi que des organisations non gouvernementales,

b) un examen et une évaluation de ces activités,

c) ses suggestions et recommandations.

Le Conseil s'est conformé à cette demande.

54. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont réaffirmé la nécessité de coordonner l'ensemble des programmes, liés aux objectifs de la deuxième Décennie, qui sont actuellement exécutés par le système des Nations Unies. Ils ont souligné l'importance d'un mécanisme institutionnel fonctionnel, viable et efficace à cet effet 42/. Cette préoccupation a été partagée par le Secrétaire général, qui a chargé M. Jan Martenson, Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme et Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, de coordonner les activités et les programmes liés aux objectifs de la Décennie qui sont exécutés par le système des Nations Unies.

55. Dans l'exécution de ce mandat, le Coordonnateur a développé les contacts au plus haut niveau au sein des différents organes de l'ONU, notamment du Centre contre l'apartheid. Il a également abordé la question de la mise en oeuvre du Programme d'action pour la Décennie avec les chefs de secrétariat des institutions spécialisées au Comité administratif de coordination. Le Coordonnateur a également tenu périodiquement des réunions avec des organisations non gouvernementales et des membres des médias, afin de mobiliser l'opinion en faveur des objectifs de la Décennie et de mieux faire connaître le rôle des Nations Unies dans ce domaine.

#### B. Mesures prises à l'encontre des régimes racistes

56. Dans une note du Secrétaire général sur le programme à long terme pour une campagne internationale de lutte contre le racisme, l'apartheid et la discrimination raciale, et conformément aux directives établies par la Commission des droits de l'homme 43/, les organes des Nations Unies étaient priés de mettre en oeuvre les résolutions de l'Organisation des Nations Unies concernant le racisme, l'apartheid et la discrimination raciale. De plus, l'accent était mis sur une meilleure coordination et une action commune de tous les organes des Nations Unies qui travaillent dans ces domaines et plus particulièrement de ceux qui s'occupent de l'Afrique du Sud. Pour obtenir une meilleure coordination, il faudrait tenir compte de la composition et du mandat différents des organes des Nations Unies qui prennent des mesures contre les régimes racistes : l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil de tutelle, le Conseil économique et social, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le Comité spécial contre l'apartheid, le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Commission des droits de l'homme, son Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

57. Par sa résolution 1588 (L), en date du 21 mai 1971 déjà, le Conseil économique et social avait invité l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à présenter à la Commission des droits de l'homme des rapports sur la nature et les effets de toute discrimination raciale, spécialement en Afrique australe. Par la suite, l'Assemblée générale a fait sienne la proposition, demandant que ces rapports soient présentés tous les ans 44/.

58. Dans le cadre du Programme d'action pour la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le Conseil économique et social a présenté à l'Assemblée générale des rapports annuels sur les activités entreprises par les gouvernements, les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et autres institutions internationales pour atteindre les objectifs de la Décennie 45/.

59. De plus, le Secrétaire général était prié de présenter au Conseil économique et social un rapport annuel contenant des renseignements concernant les activités qui se dégagent des délibérations des divers organes de l'Organisation et organismes des Nations Unies, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et des institutions spécialisées, ainsi qu'un rapport sur les activités de l'Institut des Nations Unies pour la formation

et la recherche (UNITAR) et du Département de l'information, qui publie la brochure "Objectif : Justice" consacrée à l'élimination de l'apartheid et de la discrimination raciale 46/.

60. La deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève en août 1983, a recommandé dans son Programme d'action pour la deuxième Décennie, de poursuivre les études sur les moyens d'assurer l'application des résolutions des Nations Unies sur l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale 47/.

61. Dans le cadre du programme révisé pour la deuxième Décennie, l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social de lui présenter annuellement des rapports analogues à ceux qui étaient demandés dans le programme pour la première Décennie 48/.

62. Au moment de la rédaction du présent rapport (juin 1989), la Namibie est sur la voie de l'indépendance. Le cadre de la transition vers l'indépendance a été fixé par la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, qui était l'aboutissement des efforts du Groupe de contact (Canada, Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni). En annexe à une lettre des membres du Groupe de contact (S/15287), en date du 12 juillet 1982, les principes convenus pour l'Assemblée constituante et la constitution d'une Namibie indépendante ont été définis. La Namibie sera un Etat unitaire, souverain et démocratique, où l'autorité sera répartie entre un pouvoir exécutif élu, un pouvoir législatif élu et un pouvoir judiciaire responsable de l'interprétation de la Constitution et gardien de la primauté et du respect de la loi. Une déclaration des droits fondamentaux conforme à la Déclaration universelle des droits de l'homme, sera promulguée et garantira donc, notamment, la non-discrimination fondée sur la race ou sur d'autres motifs.

63. A l'issue d'une période de 10 ans, la transition est désormais engagée. Dans sa résolution 632 (1989), adoptée le 16 février 1989, le Conseil de sécurité a décidé d'appliquer la résolution 435 (1978) sous sa forme originale et définitive "afin de garantir en Namibie les conditions voulues pour permettre au peuple namibien de participer librement et sans intimidation au processus électoral [...] en vue de l'accession rapide du Territoire à l'indépendance" (par. 2). La transition sera supervisée par le Groupe d'assistance des Nations Unies à la Namibie pour la période de transition (GANUPT). Toutes les lois racistes seront révoquées suffisamment longtemps avant les élections.

64. Un processus de réduction des forces sud-africaines qui seront ramenées au chiffre de 1 500 d'ici le 1er juillet 1989, et la libération de tous les prisonniers et détenus politiques avant le début de juin 1989 entrent dans le cadre de ces arrangements. La campagne électorale commencera le 1er juillet et d'ici le début d'octobre, la plupart des personnes chargées de surveiller le scrutin seront arrivées et en place. Les élections à l'Assemblée constitutionnelle doivent se tenir du 1er au 8 novembre et d'ici la mi-novembre 1989, les 1 500 derniers membres des troupes sud-africaines auront été retirés et l'Assemblée constitutionnelle aura été convoquée. Durant la période de transition, l'Organisation des Nations Unies poursuivra une politique d'impartialité vis-à-vis des différents partis engagés dans le processus électoral démocratique.

L'Assemblée générale

65. L'Assemblée générale a toujours considéré les Décennies comme hautement prioritaires. Elle a invité les organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies, notamment le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, la Commission des droits de l'homme et sa Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, ainsi que les institutions spécialisées compétentes, à continuer de faire preuve de vigilance pour identifier les situations existantes ou naissantes de racisme ou de discrimination raciale, à appeler l'attention sur celles qui seront décelées et à suggérer les remèdes appropriés 49/.

66. Au cours des débats sur le plan d'activités pour la première moitié de la deuxième Décennie, on a exprimé l'avis qu'il fallait accorder une plus haute priorité à la question de l'apartheid. En particulier, les mesures ci-après ont été suggérées :

a) la cessation de toute collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire;

b) l'interdiction de toute assistance ou collaboration technique en ce qui concerne la fabrication d'armes en Afrique australe et la fourniture de matériel militaire à l'Afrique du Sud;

c) la cessation des investissements étrangers en Afrique du Sud et les prêts financiers à ce pays;

d) un embargo sur les livraisons de pétrole, de produits pétroliers et d'autres produits stratégiques qui permettraient à l'Afrique du Sud de continuer à appliquer sa politique d'apartheid;

e) l'interruption des relations commerciales avec l'Afrique du Sud 50/.

67. En 1983, l'Assemblée générale a décidé d'examiner, sur une base annuelle et à titre hautement prioritaire, une question intitulée "Application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale" 51/.

68. L'Assemblée a fait valoir à maintes reprises que toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, notamment les formes institutionnalisées telles que l'apartheid, ou celles qui découlent de doctrines officielles de supériorité ou d'exclusivité raciale, comptaient parmi les violations les plus graves des droits de l'homme dans le monde contemporain et devaient être combattues par tous les moyens 52/. Dans cette optique, l'Assemblée a prié plusieurs fois le Secrétaire général d'accorder la priorité la plus élevée, dans l'exécution du plan d'activités en vue de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Décennie, aux mesures visant à lutter contre l'apartheid. L'Assemblée a également décidé que la communauté internationale devait accorder aide et secours aux victimes du racisme et de l'apartheid, notamment en Afrique du Sud et en Namibie ainsi que dans les territoires occupés et les territoires se trouvant sous la domination étrangère, et lui a adressé un appel en ce sens 53/.

69. L'Assemblée générale a également examiné les mesures à prendre contre les régimes racistes dans le cadre d'autres points en rapport avec la Décennie et elle a adopté plusieurs résolutions à ce sujet. L'Assemblée a examiné notamment la question de la Namibie 54/, les politiques d'apartheid du Gouvernement sud-africain 55/, la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 56/, la coopération entre le système des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe 57/, ainsi que l'assistance spéciale aux Etats de première ligne 58/.

70. Dans ce contexte, l'Assemblée générale a pris un certain nombre de mesures qui réaffirment le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance. Elle a également réaffirmé la légitimité de la lutte du peuple namibien par tous les moyens dont il dispose, y compris la lutte armée, et préconisé une plus large diffusion de l'information et une plus grande mobilisation de l'opinion internationale en faveur de l'indépendance immédiate.

71. L'Assemblée a également réaffirmé la solidarité internationale avec la lutte de libération en Afrique du Sud et condamné le régime de Pretoria pour son occupation illégale de la Namibie et pour l'oppression des Noirs en Afrique du Sud elle-même.

72. L'Assemblée générale a demandé instamment au Conseil de sécurité d'imposer des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud et a prié le système des Nations Unies de s'abstenir de fournir toute assistance à ce pays. Elle a également demandé à tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait de prendre des mesures contre l'Afrique du Sud et a condamné toute collaboration des gouvernements ou des sociétés transnationales avec le gouvernement de ce pays, surtout dans le domaine militaire et en ce qui concerne l'exploitation des ressources minérales de la Namibie.

73. L'Assemblée générale a engagé aussi la communauté internationale à accroître son assistance technique et financière à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe et a prié le Secrétaire général de mobiliser les organes et organismes des Nations Unies tout en lançant un appel aux Etats, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils appuient et aident les Etats de première ligne.

#### Le Conseil économique et social

74. En 1984, le Conseil économique et social a décidé d'examiner tous les ans une question intitulée "Application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale" 59/.

75. Le Conseil a décidé d'accorder en priorité une attention particulière aux activités concrètes prévues dans le Programme d'action pour la deuxième Décennie qui visent à éliminer l'apartheid, en raison de la situation explosive qui règne actuellement en Afrique australe. Le Conseil a invité le Secrétaire général à prendre les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre des activités prévues pour la période 1990-1993 et l'a prié d'accorder la plus haute priorité aux mesures de lutte contre l'apartheid 60/.



76. Pour prendre des mesures contre les régimes racistes, le Conseil économique et social a organisé un séminaire sur l'assistance et l'aide internationales aux peuples et aux mouvements qui luttent contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid, qui s'est tenu à Yaoundé (Cameroun) du 28 avril au 9 mai 1986 61/.

77. Le Conseil économique et social a également examiné la question des régimes racistes au titre de différents points de son ordre du jour. Dans ce contexte, il a adopté une résolution sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie 62/ dans laquelle il a condamné le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud pour son système d'apartheid et son occupation illégale de la Namibie, condamné les sociétés transnationales qui contournent systématiquement les lois et les mesures imposées par les gouvernements de leur pays d'origine afin de maintenir des relations économiques lucratives avec l'Afrique du Sud et prié instamment les gouvernements des pays d'origine des sociétés transnationales qui ne l'ont pas encore fait d'adopter des mesures en vue d'empêcher ces sociétés de continuer à perpétuer la politique d'apartheid et l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Dans d'autres résolutions 63/, le Conseil a condamné la répression par le Gouvernement sud-africain du mouvement syndical noir indépendant et a exigé qu'il soit mis fin à la persécution des syndicalistes et à la répression du mouvement syndical noir indépendant.

#### La Commission des droits de l'homme

78. La Commission des droits de l'homme a accordé une grande attention à la mise en oeuvre des Décennies. Sur sa proposition, l'Assemblée générale a, en 1979, prié celle-ci et la Commission des sociétés transnationales d'effectuer une étude sur les mesures spécifiques à prendre en vue de mettre fin à toute forme d'aide commerciale, financière et technologique à l'économie de l'Afrique du Sud, en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 64/. L'une des conclusions importantes de l'étude a été que ces efforts étaient voués à l'échec si les Etats Membres des Nations Unies eux-mêmes ne faisaient pas preuve de la volonté politique de mettre fin à la collaboration avec le régime sud-africain 65/.

79. En 1985, la Commission a adopté une résolution par laquelle elle a décidé de procéder chaque année à l'examen thématique d'un sujet choisi dans le plan d'activités pour 1985-1989. Elle a décidé que le sujet pour 1987 serait "L'assistance et l'aide internationales aux peuples et aux mouvements qui luttent contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid". Elle a recommandé que le Conseil économique et social organise un séminaire international en Afrique en 1986 sur le sujet (voir plus haut).

80. La Commission a accueilli avec satisfaction la décision du Conseil économique et social d'organiser un séminaire sur l'assistance et l'aide internationales aux peuples et aux mouvements qui luttent contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid 66/.

81. La Commission a recommandé des mesures contre les régimes racistes lors de l'examen d'autres points de son ordre du jour et de l'adoption de résolutions les concernant. Il s'agit notamment des points suivants : la situation en Afrique australe 67/, la situation des droits de l'homme en Afrique du Sud 68/, la situation des droits de l'homme en Namibie 69/, les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes coloniaux et racistes d'Afrique du Sud et d'Afrique australe 70/ et l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid 71/.

82. Par ces résolutions, la Commission a réaffirmé le droit inaliénable du peuple de la Namibie à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale, ainsi que la légitimité de la lutte du peuple d'Afrique du Sud par tous les moyens disponibles. Elle a également condamné le maintien du régime minoritaire raciste en Afrique du Sud et déclaré que toutes les prétendues lois et proclamations promulguées par le régime d'occupation en Namibie étaient illégales, nulles et non avenues.

83. Eu égard à ce qui précède, la Commission a condamné l'aide fournie par certains Etats et certaines organisations au Gouvernement sud-africain, a demandé au Conseil de sécurité d'imposer des sanctions obligatoires au Gouvernement sud-africain et a approuvé une liste de mesures à prendre par la communauté internationale jusqu'à l'imposition de ces sanctions. A ce propos, la Commission a demandé à M. Khalifa de continuer à mettre à jour son rapport sur l'aide fournie au régime de Pretoria et à lui assurer la plus vaste diffusion possible. Elle a également demandé aux Etats et aux organisations qui avaient pris des mesures contre le régime minoritaire raciste de redoubler d'efforts.

84. La Commission a, en outre, prié instamment les Etats d'apporter une aide morale et matérielle aux peuples opprimés d'Afrique du Sud et de Namibie; elle a prié le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe de lui faire rapport sur les politiques et pratiques qui violent les droits de l'homme et de faire les recommandations appropriées; elle a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle accroisse ses activités de sensibilisation de l'opinion publique en dénonçant les crimes commis par le régime raciste de Pretoria, et elle a recommandé, pour rendre l'opinion publique et en particulier la jeunesse, pleinement consciente des réalités de l'apartheid, de proclamer une "Année contre l'apartheid".

#### La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

85. La Sous-Commission s'est particulièrement préoccupée des conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud.

86. Par sa résolution 2 (XXVII), en date du 16 août 1974, la Sous-Commission a nommé M. Khalifa rapporteur spécial, chargé d'entreprendre une étude sur ce sujet. Le Rapporteur spécial ayant présenté son étude initiale 72/, la Sous-Commission lui a demandé d'établir la liste des banques, sociétés et autres organismes qui fournissent une aide à l'Afrique du Sud 73/. Pour établir cette liste, le Rapporteur spécial a utilisé les renseignements

fournis par le Comité spécial contre l'apartheid, ainsi que les rapports soumis par la Commission des sociétés transnationales du Conseil économique et social et par le Centre sur les sociétés transnationales.

87. La Sous-Commission a adopté en 1988 une résolution 74/ recommandant par l'entremise de la Commission des droits de l'homme, l'adoption par le Conseil économique et social, d'un projet de résolution dans lequel elle condamnait toute collaboration avec le Gouvernement sud-africain, priait M. Khalifa de continuer à mettre à jour son rapport sur l'aide fournie au régime de Pretoria et demandait qu'une publicité aussi large que possible soit faite à ce rapport. Ce projet condamnait également les activités par lesquelles le régime minoritaire raciste opprimait les citoyens sud-africains et ceux des pays voisins.

88. La Sous-Commission a également adopté une résolution 75/ sur la situation en Afrique du Sud dans laquelle elle a réaffirmé que l'apartheid est un crime contre l'humanité, condamné toute collaboration militaire et économique avec le Gouvernement sud-africain et demandé instamment à tous les Etats d'apporter une assistance morale et matérielle aux peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie. Dans une résolution 76/ que la Sous-Commission a adoptée sur la situation en Namibie, elle a fait appel à la communauté internationale pour qu'elle appuie les parties intéressées dans leurs efforts pour obtenir l'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

89. Le Groupe de travail sur l'esclavage créé par la Sous-Commission a notamment étudié la question des pratiques esclavagistes de l'apartheid. La Sous-Commission elle-même a étudié les politiques de l'apartheid dans tous les pays, en particulier dans les pays coloniaux et dépendants. Elle a examiné en outre les effets négatifs sur la paix dans le monde du déni d'autodétermination qu'entraînent l'apartheid et les autres formes de racisme.

Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le Centre pour les droits de l'homme

90. Pour donner suite à la résolution 14 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme, en date du 26 février 1980, un séminaire a été organisé, du 29 juin au 3 juillet 1981, à l'Office des Nations Unies à Genève sur les "Moyens propres à empêcher les sociétés transnationales et d'autres intérêts établis de collaborer avec le régime raciste d'Afrique du Sud". Le séminaire a étudié la nature et l'ampleur de la collaboration entre les sociétés transnationales et l'Afrique du Sud. Il a également passé en revue les mesures propres à empêcher cette collaboration 77/.

91. Conformément à la résolution 1985/11 de la Commission des droits de l'homme, à la décision 1985/141 du Conseil économique et social et à la résolution 40/22 de l'Assemblée générale, le Centre pour les droits de l'homme a organisé, en collaboration avec le Gouvernement camerounais, un séminaire sur l'assistance et l'aide internationales aux peuples et aux mouvements qui luttent contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid 78/. Le séminaire a eu lieu à Yaoundé (Cameroun), du 28 avril au 9 mai 1986. Ses travaux ont porté sur l'assistance actuelle, les rapports de cette assistance avec le droit international, les besoins nouveaux en matière d'assistance et l'action future concernant ladite assistance. Des conclusions et des recommandations ont également été formulées.

Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

92. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a adopté, le 4 avril 1975, une décision concernant sa participation au programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il s'est déclaré résolu à intensifier ses efforts pour s'acquitter de ses responsabilités en vertu de la Convention, en comptant sur la coopération continue des Etats parties, contribuant ainsi à atteindre les buts et objectifs de la Décennie. Le 7 avril, le Comité a adopté une décision sur les relations avec les régimes racistes 79/. Au sujet des paragraphes 8 et 13 e) du Programme d'action pour la première Décennie, il a demandé aux Etats parties intéressés de réexaminer dès que possible, dans le courant de la Décennie, les relations qu'ils pourraient entretenir avec les régimes racistes, compte tenu des engagements qu'ils ont eux-mêmes pris à l'égard de la cause de l'élimination de la discrimination raciale, et il a invité tous les Etats parties à communiquer, dans les rapports qu'ils doivent établir conformément au paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention, des renseignements sur l'état de leurs relations avec le(s) régime(s) raciste(s) d'Afrique australe.

93. A sa trentième session, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a décidé d'inscrire à son ordre du jour un point spécial relatif à la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et de le garder à l'étude jusqu'à la fin de la Décennie. Il a examiné les moyens possibles de contribuer à la réalisation des buts et objectifs de la seconde Décennie, et a décidé de nommer deux rapporteurs spéciaux, choisis parmi les membres du Comité, qui seraient chargés d'établir deux études sur la mise en oeuvre des articles 4 et 7 de la Convention 80/. Il a décidé aussi de recommander à l'Assemblée générale, en 1984, de publier ces études en tant que publications des Nations Unies 81/. L'Assemblée générale a entériné cette proposition 82/. Le Comité a adopté une résolution sur la question de l'apartheid conformément à l'article 3 de la Convention 83/.

Le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe

94. Depuis sa création en 1967, le Groupe spécial d'experts a suivi attentivement les politiques et les pratiques d'apartheid. Récemment, il s'est préoccupé en particulier des effets de l'apartheid sur les femmes et les enfants noirs 84/ et a conclu que les effets criminels de l'apartheid équivalent à une politique "proche du génocide". Dans son rapport annuel pour 1985 à la Commission des droits de l'homme 85/, le Groupe spécial a exprimé sa profonde indignation devant le fait que le régime d'apartheid reste institutionnalisé. Il a également dénoncé la politique de bantoustanisisation, les déplacements forcés de population noire et la déchéance de la nationalité, et a déclaré nuls et nonavenus les prétendus arrangements constitutionnels en Afrique du Sud, qui servent à perpétuer la politique d'apartheid et d'autres formes d'intolérance et de discrimination raciale. Le Groupe spécial d'experts a continué de présenter chaque année un rapport à la Commission des droits de l'homme 86/.

95. Le Groupe d'experts a signalé qu'en Afrique du Sud la volonté de plus en plus ferme de la majorité de la population de résister à l'oppression du régime minoritaire raciste avait conduit à de violents affrontements, à des désordres qui se généralisaient et à la proclamation, à diverses reprises,

de l'état d'urgence. En 1985, le Groupe d'experts a fait part au Président de la Commission des droits de l'homme des préoccupations que lui inspirait la gravité de la situation, sur laquelle il a rédigé un rapport spécial 87/. Le Groupe d'experts a reproché au Gouvernement sud-africain de n'entreprendre que des réformes de façade. Par exemple, si l'Afrique du Sud a bien abrogé l'Influx Control Act et supprimé le système des laissez-passer ("pass system"), elle n'en mène pas moins une politique d'"urbanisation ordonnée", qui consiste à limiter sévèrement l'accès des Noirs aux zones urbaines et la liberté de circulation de ces derniers. Figuraient également parmi les principaux sujets de préoccupation du Groupe d'experts les conséquences qu'auraient sur les écoliers noirs la médiocrité des équipements scolaires et les interruptions répétées de l'enseignement.

96. Le Groupe d'experts s'est joint à la communauté internationale pour reprocher au régime de Pretoria d'avoir imposé un gouvernement provisoire à la Namibie. Le Groupe a également blâmé le Gouvernement sud-africain d'avoir étendu sa législation à la Namibie et d'utiliser à des fins militaires des ressources qui devraient être consacrées à la satisfaction des besoins socio-économiques de ce pays. Le Groupe a en outre fait grief au Gouvernement d'Afrique du Sud de ses attaques persistantes contre les Etats voisins.

97. A la suite des derniers événements, le Groupe spécial d'experts a indiqué que la conclusion, le 22 décembre 1988, de l'Accord tripartite sur la Namibie donne l'espoir que la Namibie sera libérée de l'occupation étrangère. Le Groupe a cependant tenu à souligner d'une part que l'accord ne contient pas de dispositions précises relatives aux droits de l'homme et d'autre part que le Gouvernement sud-africain n'avait suivi aucune des recommandations qu'il lui avait faites depuis 1967.

98. Le Groupe a signalé qu'en dépit des déclarations officielles faisant état de l'abolition de l'apartheid, dans les faits cette politique demeure toujours applicable en Namibie. Il a conclu que la situation des droits de l'homme en Namibie est caractérisée, sur l'ensemble du territoire, par le comportement brutal de la police et autres forces de sécurité. Il a également relevé plusieurs violations précises des droits de l'homme.

99. Le Groupe spécial d'experts a donc recommandé à la Commission des droits de l'homme de prier instamment les Nations Unies de maintenir leur position en ce qui concerne le plan arrêté pour l'indépendance de la Namibie, conformément à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité et de rester vigilante pour qu'il soit mis fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Le Groupe de travail a également formulé plusieurs autres recommandations visant à faciliter la transition du pouvoir en Namibie 88/.

100. Dans le même esprit, le Groupe a fait plusieurs recommandations à la communauté internationale. Il a notamment recommandé qu'une plus grande publicité soit donnée aux événements qui se déroulent en Afrique australe et que l'opinion mondiale soit davantage sensibilisée à la situation dans cette région. Il a demandé que des sanctions soient prises contre le régime de Pretoria et que les mouvements de libération bénéficient d'un soutien plus grand. Il a également demandé à l'UNESCO de prêter attention à la situation particulière des élèves noirs dont l'instruction est pratiquement paralysée.

### Le Comité spécial contre l'apartheid

101. Dans ses rapports à l'Assemblée générale 89/, le Comité spécial contre l'apartheid a réaffirmé ses recommandations tendant à l'imposition de sanctions globales et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, et il a demandé instamment l'intervention des Nations Unies pour mettre fin à la collaboration de certains Etats avec le régime d'apartheid.

102. Le Comité spécial contre l'apartheid a organisé notamment les manifestations suivantes :

- a) Une conférence internationale à Arusha (Tanzanie) sur les femmes et les enfants sous le régime d'apartheid;
- b) Une conférence internationale à Paris sur le boycottage sportif de l'Afrique du Sud;
- c) Une conférence internationale sur l'embargo sur les livraisons d'armes contre l'Afrique du Sud.

103. Le Comité spécial s'est élevé contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Il a dénoncé la répression dont sont victimes les citoyens noirs de ce pays, notamment les femmes et les enfants, condamné l'agression de ce régime contre les Etats voisins et demandé la mise en liberté immédiate de tous les prisonniers politiques. Le Comité spécial a également demandé qu'une aide soit apportée aux opprimés d'Afrique du Sud et à leurs mouvements de libération. Pour susciter des réformes, le Comité spécial a pris des mesures précises contre l'apartheid dans le domaine sportif et culturel. En outre, il a fait campagne pour que le régime raciste soit isolé sur la scène internationale en ce qui concerne les relations économiques et la collaboration militaire et nucléaire.

104. Une partie importante de l'activité du Comité spécial a consisté en des déclarations faites devant des instances telles que le Conseil de sécurité ou aux médias à l'intention de l'opinion publique. Afin d'établir la nature exacte de l'apartheid, ainsi que la condition de ceux qui en souffrent, le Comité spécial a envoyé une mission d'enquête dans les Etats de première ligne. Le Président du Comité spécial s'est entretenu avec divers membres de la communauté internationale pour les informer de la situation des personnes victimes de l'apartheid et les gagner à la cause de la lutte contre le régime de Pretoria.

105. Le Comité a également organisé des conférences et des séminaires et publié des rapports spéciaux sur des questions telles que l'embargo sur le pétrole, l'imposition de sanctions globales à l'encontre de l'Afrique du Sud et la collaboration d'Israël avec le régime de Pretoria 90/.

### Le Département de l'information

106. Le Département de l'information a collaboré étroitement avec le mouvement anti-apartheid, notamment pour la diffusion d'informations sur la lutte contre l'apartheid et le racisme. Il a réalisé plusieurs programmes télévisés en anglais, français, espagnol, chinois et arabe, ainsi que des programmes radiophoniques dans cinq langues parlées en Afrique australe et de nombreux

bulletins d'informations télévisés afin d'atteindre le public le plus vaste possible. En outre, le Département a débattu de l'apartheid avec des ONG, projeté des films et traduit, imprimé et diffusé des publications en Afrique australe. Il a collaboré avec les médias en publiant des communiqués de presse et en organisant des conférences de presse.

Le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires  
du Département des affaires économiques et sociales internationales

107. Le Centre a signalé que le secrétariat de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, tenue en mars 1985, avait rédigé un rapport sur la situation des femmes et des enfants vivant dans des pays où sévissent des régimes minoritaires racistes et l'avait soumis à la Commission de la condition de la femme, l'organe chargé de préparer ladite Conférence.

Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie 91/

108. Une bonne partie des travaux du Conseil s'inscrit directement dans le cadre de la Décennie. L'une des principales fonctions du Conseil est d'influer sur les politiques adoptées par la communauté internationale à l'égard de la Namibie. C'est ainsi qu'il a participé à des réunions de l'Organisation de l'unité africaine, du Mouvement des pays non alignés, de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies. C'est dans le même but que le Conseil a organisé plusieurs conférences, séminaires et colloques au cours desquels plusieurs sujets ont été débattus, notamment l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud.

109. Le Conseil a saisi toutes les occasions qui s'offraient à lui pour dénoncer l'usage de la force par l'Afrique du Sud et l'établissement par ce pays d'un prétendu "gouvernement provisoire" en Namibie. Il a également condamné la collaboration entre l'Afrique du Sud et certains gouvernements occidentaux, collaboration qui, selon lui, permet à Pretoria de se procurer les moyens nécessaires pour continuer d'occuper illégalement la Namibie. Pour attirer l'attention sur son action, le Conseil a envoyé des missions auprès des représentants de plusieurs gouvernements et a eu des entretiens avec ces derniers.

110. Par ailleurs, le Conseil a participé activement à la diffusion d'informations sur la Namibie en fournissant des documents aux membres de la presse internationale, au Département de l'information des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales. Il a également utilisé les techniques audiovisuelles, notamment en projetant des films et exposant des photographies, pour attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation en Namibie et l'amener à soutenir le peuple namibien.

111. L'assistance apportée au peuple namibien a pris la forme d'un soutien moral, politique et matériel. Le Conseil a collaboré étroitement avec la SWAPO et a fourni un soutien matériel au peuple namibien par l'intermédiaire du Fonds des Nations Unies pour la Namibie, de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie et du Programme d'édification de la nation namibienne. Le Conseil s'emploie également à soutenir le peuple namibien notamment en représentant la Namibie aux réunions des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et aux réunions de membres de l'Organisation de l'unité africaine et de pays non alignés.

112. En raison de la transition vers l'indépendance (1989), le Conseil a suspendu ses activités publiques en application de la politique d'impartialité.

Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

113. Le Comité spécial a inscrit à son ordre du jour l'examen des activités devant permettre d'atteindre les objectifs de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et a participé à des actions menées dans le cadre de cette décennie.

114. Il convient également de noter que le Comité examine d'une part les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui empêchent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires sous domination coloniale et d'autre part les efforts faits pour éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe. Le Comité spécial a adopté des résolutions dans lesquelles il réaffirme le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et son droit de disposer de ses ressources naturelles comme il l'entend. Il a également blâmé l'Afrique du Sud d'occuper illégalement la Namibie et de piller les ressources de ce pays, demandé qu'il soit mis fin immédiatement à l'occupation illégale du territoire et que soient pleinement respectées les dispositions des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Comme il est indiqué plus haut, la transition vers l'indépendance se déroule actuellement conformément à la résolution 632 (1989) du Conseil de sécurité par laquelle il a été décidé d'appliquer la résolution 435 (1978). En outre, le Comité spécial a condamné les gouvernements occidentaux et les sociétés transnationales qui collaborent avec le Gouvernement d'Afrique du Sud et leur a demandé de mettre fin à cette collaboration.

Le Groupe des Trois, créé conformément à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid

115. Le Groupe des Trois, créé conformément à l'article IX de la Convention pour appliquer les dispositions de cet instrument, examine les rapports que les Etats lui soumettent depuis 1978. Dans le rapport qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme en 1985 22/, le Groupe a proposé que soit incluse dans l'article III de la Convention, qui traite de la responsabilité pénale sur le plan international des sociétés transnationales qui contribuent à la perpétuation du système d'apartheid en Afrique du Sud, une disposition prévoyant qu'une action en justice pourra être engagée au titre de la Convention contre les sociétés transnationales dont les activités en Afrique du Sud relèvent du crime d'apartheid. Dans ses rapports suivants à la Commission des droits de l'homme 23/, le Groupe a recommandé à la Commission de prier le Secrétaire général d'inviter les Etats parties à la Convention, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales à fournir à la Commission des renseignements pertinents sur les types d'actes constituant le crime d'apartheid, qui étaient visés à l'article II de la Convention et qui étaient commis par les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud. Il a également proposé aux Etats parties de communiquer leurs vues sur l'ampleur et la nature des activités des sociétés transnationales



en Afrique du Sud et sur l'applicabilité à cet égard de l'article III de la Convention.

116. Le Groupe a également appelé l'attention des organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales sur la nécessité d'intensifier leurs activités en vue de sensibiliser davantage l'opinion publique en dénonçant les crimes commis par le régime raciste d'Afrique du Sud et a souligné qu'il importait d'accroître l'assistance apportée aux mouvements de libération nationale en Afrique australe.

117. Le Groupe a adressé un appel aux Etats parties pour qu'ils coopèrent plus étroitement sur le plan international afin d'exécuter les décisions prises par le Conseil de sécurité et autres organes compétents de l'ONU, en vue de prévenir, d'éliminer et de réprimer le crime d'apartheid. En outre, le Groupe a réaffirmé que la mise en application de l'article V de la Convention, relatif à l'établissement d'un tribunal pénal international, était de nature à renforcer les mécanismes de lutte contre l'apartheid.

118. Le Groupe a demandé à tous les Etats dont les sociétés transnationales continuaient à faire des opérations avec l'Afrique du Sud et avec la Namibie d'envisager de prendre les mesures voulues pour mettre fin à ces opérations et a notamment demandé instamment aux pays en développement de mener une action concertée pour faire pression sur les sociétés transnationales qui opèrent sur leur territoire afin qu'elles mettent un terme à leurs activités en Afrique du Sud. Il a demandé expressément à tous les Etats d'envisager d'adopter une législation appropriée en la matière. En outre, le Groupe a réitéré sa conviction que le moyen le plus pacifique dont disposait la communauté internationale pour mettre un terme au système d'apartheid consistait à appliquer des sanctions globales et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud.

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

119. Dans le cadre des actions qu'elle mène contre la discrimination raciale, l'UNESCO a accordé une attention particulière à la question de l'apartheid. Elle a entrepris un programme spécifique de "lutte contre l'apartheid", qui comporte divers types d'actions. Elle a notamment publié des études, des analyses et des bandes dessinées, qui retracent l'histoire de l'apartheid, analysent et diffusent des informations sur ce phénomène et sur la domination politique et économique à laquelle sont soumis les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. L'UNESCO a également organisé, à l'intention des membres des mouvements de libération nationale, des programmes de formation dans le domaine des sciences sociales.

120. En collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine et avec James Currey Publishers (Londres), l'UNESCO a publié les ouvrages suivants : Race, Class and the Apartheid State par Harold Wolpe; Verrouillage ethnique en Afrique du Sud par Claude Meillassoux; Endgame in South Africa? par Robin Cohen; A History of Resistance in Namibia par Peter Katjavivi; et combattre l'apartheid : une histoire en images, élaboré en collaboration avec une organisation non gouvernementale. L'UNESCO a également produit à l'intention des écoliers un film vidéo sur l'apartheid.

121. L'UNESCO a organisé plusieurs réunions, conférences, séminaires et consultations informelles sur les problèmes de l'apartheid, auxquels ont participé des universitaires ainsi que des personnalités politiques et religieuses. Ces réunions visaient à encourager la collaboration entre les chercheurs et les universitaires. Ces activités ont débouché sur plusieurs recommandations relatives aux actions futures concernant l'apartheid.

122. Un groupe de travail sur les femmes vivant sous le régime de l'apartheid a été créé et a achevé la première étape de ses travaux. Un autre groupe de travail sera appelé à étudier son rapport et à déterminer quelles priorités devront être prises en compte dans une Afrique du Sud libérée de l'apartheid. Il a été également prévu d'organiser d'autres réunions plus générales, où seront examinées les perspectives politiques qui s'ouvriront à une Afrique du Sud démocratique. Des réunions ont également été prévues pour étudier l'économie de l'Afrique du Sud et son incidence sur la structure sociale, la situation de l'enseignement en Afrique du Sud et les rapports entre apartheid et culture. En outre, un groupe de recherche a été créé en vue de réunir des chercheurs qui examineront les conséquences de la politique de déstabilisation que mène l'Afrique du Sud à l'encontre des Etats environnants, notamment sur le plan de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information.

123. L'UNESCO réalise une bonne partie de ses travaux en collaboration avec des organisations non gouvernementales : co-édition d'études, financement par l'UNESCO de certaines activités des ONG relatives à la lutte contre l'apartheid et contribution générale d'ONG à la mise en oeuvre du programme anti-apartheid de l'UNESCO.

124. Soucieuse de constituer une documentation appropriée sur l'Afrique australe, l'UNESCO a prêté son concours à une ONG pour l'établissement d'une liste de la documentation disponible dans les principaux instituts d'Afrique australe, une liste des recherches en cours et une liste des matériels éphémères lorsqu'ils ont été conservés. En outre, une compilation des déclarations faites sur la question de l'apartheid depuis 1948 par diverses personnalités religieuses à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud a été établie. L'UNESCO a passé un contrat avec une université du Royaume-Uni en vue d'analyser d'une part l'incidence des lois récentes sur les nouvelles relatives à l'Afrique du Sud qui parviennent à l'étranger et d'autre part les effets de la censure sur l'information en Afrique du Sud et sur la liberté des journalistes.

#### Organisation mondiale de la santé (OMS)

125. Dans le cadre de la deuxième Décennie, l'OMS s'est surtout attachée à répondre aux besoins, en matière de santé, des réfugiés en Afrique, des victimes de l'apartheid et des membres des mouvements de libération.

126. L'Organisation a notamment mené des enquêtes sur les problèmes de santé physique et mentale dans la population d'Afrique australe et a collaboré avec les Etats de première ligne pour déterminer les effets néfastes de l'apartheid sur la population locale. L'Organisation a également apporté son soutien moral, technique, logistique et financier, notamment, aux Etats de première ligne, aux mouvements de libération et aux autres organismes s'occupant des réfugiés. Elle a créé une commission chargée d'examiner les problèmes sanitaires, psychologiques et sociaux en Afrique australe, s'agissant en particulier des victimes de l'apartheid. Elle a également collaboré avec

l'Organisation internationale du Travail et les Etats de première ligne à la création de centres de rééducation destinés aux personnes atteintes d'invalidités dues aux conséquences du racisme et de l'apartheid.

127. C'est en partie en ayant à l'esprit la période qui suivra celle de l'apartheid que l'OMS a augmenté le nombre des bourses qu'elle octroie en vue d'accélérer son programme de développement du personnel sanitaire. Elle a également prévu de créer un comité de soutien à la lutte contre l'apartheid dans les pays africains, de façon que les membres des mouvements de libération ne soient pas seulement invités à participer aux projets en matière de santé mais qu'ils en soient capables.

#### Le Bureau international du Travail (BIT)

128. Depuis qu'elle a adopté la Déclaration concernant la politique d'apartheid de la République sud-africaine, en 1981, la Conférence internationale du Travail examine les rapports sur l'application de ladite déclaration qui lui sont présentés et qui comportent notamment une énumération des faits nouveaux intervenus récemment en Afrique du Sud et en Namibie dans le domaine social et dans le domaine du travail et une analyse des renseignements fournis par les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs sur les mesures prises pour lutter contre l'apartheid. La Commission de l'apartheid de la Conférence a examiné une analyse de tous ces renseignements et a formulé des conclusions qui ont été adoptées par la Conférence elle-même, notamment celle tendant à ce que l'OIT et ses membres militent en faveur de l'adoption de sanctions globales à l'encontre du régime d'apartheid.

129. L'OIT a continué d'apporter son soutien, ou de participer activement, aux réunions ou conférences internationales sur l'apartheid, notamment au sein du système des Nations Unies, ainsi qu'aux réunions organisées par des syndicats et d'autres organisations non gouvernementales.

130. Le programme de coopération technique de l'OIT en Afrique australe s'est poursuivi. L'OIT a entrepris de nouveaux programmes en faveur des victimes de l'apartheid, des mouvements de libération et des travailleurs d'Afrique australe.

131. L'OIT est intervenue à maintes reprises auprès des autorités sud-africaines pour défendre les droits fondamentaux de l'homme, notamment pour leur faire part de l'inquiétude que lui inspire la violence qui sévit lors des grèves organisées par les travailleurs noirs, pour leur demander de remettre en liberté les dirigeants syndicalistes noirs arrêtés sous l'inculpation de trahison et enfin pour leur demander instamment de faire preuve de clémence à l'égard des jeunes militants de l'ANC condamnés à mort. L'OIT a également continué d'examiner les rapports du Gouvernement sud-africain relatifs aux conventions internationales du travail qu'il a ratifiées et a reproché à ce régime de ne pas appliquer lesdites conventions, en particulier dans les prétendus homelands.

132. Une Conférence tripartite sur l'action contre l'apartheid s'est tenue à Harare du 3 au 6 mai 1988, avec à son ordre du jour les deux questions suivantes : a) l'examen de tous les aspects de l'action à entreprendre contre l'apartheid et contre la poursuite de l'occupation illégale de la Namibie,

y compris les sanctions et l'assistance aux Etats de première ligne et autres Etats voisins; b) la préparation de la mise à jour de la Déclaration concernant la politique d'apartheid en Afrique du Sud. La Conférence a passé en revue les différentes mesures adoptées par la Conférence internationale du Travail, le Conseil d'administration et le BIT. Elle a également mis en évidence l'aggravation de la situation en Afrique du Sud et les nombreuses restrictions auxquelles sont soumis les travailleurs noirs et leurs syndicats. A sa soixante-quinzième session, tenue en juin 1988, la Conférence internationale du Travail a adopté la Déclaration concernant l'action contre l'apartheid mise à jour par la Conférence tripartite.

133. Cette déclaration mise à jour contient un certain nombre d'éléments nouveaux qui reflètent la volonté de l'OIT de redoubler d'efforts dans sa lutte contre l'apartheid. Cette déclaration met l'accent sur la situation en Afrique du Sud et en Namibie et invite instamment les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs et l'OIT à renforcer leur action contre l'apartheid et à aider les victimes de ce système pernicieux. La Déclaration a changé le nom de la Commission de l'apartheid de la Conférence en Commission sur l'action contre l'apartheid et l'annexe à la Déclaration devient le Programme d'action contre l'apartheid. La Déclaration mise à jour tient pleinement compte des recommandations faites par la Commission de l'apartheid de la Conférence internationale du Travail depuis 1981, date de la dernière mise à jour de la Déclaration, ainsi que des suggestions faites lors de la Conférence préparatoire tripartite tenue à Harare, et lors de la soixante-quinzième session de la Conférence internationale du Travail.

134. En 1988, l'OIT a également pris l'initiative de préparer un ensemble de propositions pour aider la Namibie après l'indépendance. Les propositions qui portent sur divers secteurs relevant des domaines de compétence de l'OIT visent à répondre aux besoins spécifiques de la Namibie et à l'aider dans ses efforts de reconstruction au lendemain de l'indépendance.

135. A sa deux cent quarante et unième session (novembre 1988), le Comité de l'OIT contre l'apartheid a examiné les événements récents qui affectent la Namibie et la série de propositions que le Bureau prépare actuellement dans son domaine de compétence (formation professionnelle, formation de cadres et d'entrepreneurs et éducation ouvrière) et qui sont autant de mesures d'aide concrètes de l'OIT aux efforts de reconstruction de la Namibie après l'indépendance. Le Comité s'est dit satisfait de l'initiative prise par le Bureau et a demandé que ces propositions soient également discutées avec les organisations d'employeurs et de travailleurs de Namibie. Des suggestions ont été faites concernant le suivi des conclusions de la Commission de l'apartheid de la Conférence. Le Comité s'est également déclaré satisfait des activités opérationnelles du Bureau et l'a prié de continuer à fournir ce type d'assistance technique.

136. Dans le domaine des normes internationales du travail, la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations a examiné les rapports du Gouvernement sud-africain sur les conventions internationales du travail ratifiées par l'Afrique du Sud avant son retrait de l'OIT. Comme les années précédentes, la Commission a de nouveau fait observer que, lorsque le Gouvernement sud-africain avait fourni des informations sur les bantoustans

(à savoir le Bophuthatswana, le Ciskei, le Transkei et le Venda), ces derniers avaient été considérés comme étant distincts du reste du pays. La Commission a donc souligné une nouvelle fois que, dans ses futurs rapports sur les conventions ratifiées, le Gouvernement sud-africain devait fournir des informations sur l'application des conventions dans toute l'Afrique du Sud, y compris les bantoustans. Elle a ajouté que ces rapports devaient inclure des informations détaillées sur toutes les autres incidences de la politique d'apartheid qui intéressent l'application de ces conventions dans les bantoustans ou les "homelands", comme dans les autres régions du pays.

#### Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

137. Dans ce domaine, la FAO s'emploie surtout à aider les populations opprimées et menacées par le régime raciste d'Afrique du Sud. Elle coopère étroitement avec les mouvements de libération, aide à la formation des réfugiés en Afrique australe afin de préparer ces derniers à l'autosuffisance alimentaire, et forme du personnel, notamment en vue de la période qui suivra l'indépendance, à l'adoption de politiques agricoles appropriées. La FAO apporte une aide aux opprimés de la région afin de pallier les pénuries alimentaires, et mène des enquêtes et des études et publie des documents sur des questions telles que les possibilités d'action dans le domaine agricole en Namibie et la situation des populations soumises à l'apartheid.

#### Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

138. L'Organisation a continué d'appliquer rigoureusement la résolution A 15-7 de l'Assemblée de l'OACI relative à la condamnation de l'apartheid et de la politique raciste de l'Afrique du Sud, ainsi que les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies concernant l'Afrique du Sud. L'OACI ne fournit aucune assistance à l'Afrique du Sud.

#### Les Communautés européennes

139. S'agissant des actions régionales visant expressément le régime raciste de l'Afrique du Sud, il convient de mentionner le Code de conduite pour les entreprises des pays de la Communauté économique européenne opérant en Afrique du Sud, adopté le 20 septembre 1977 par les ministres des affaires étrangères des pays de la Communauté économique européenne. Dans ce document, il est demandé aux entreprises de la Communauté de traiter leur personnel en Afrique du Sud sur un pied d'égalité et de respecter d'une manière générale des normes acceptables sur le plan international. Le Code tend aussi à fixer un salaire minimal que les entreprises sont priées de respecter. Il attribue aux entreprises une responsabilité particulière à cet égard étant donné qu'"un salaire basé sur le minimum absolument nécessaire pour permettre à une famille de survivre ne peut être considéré comme suffisant" 94/.

140. Il est demandé aux entreprises de tout mettre en oeuvre pour abolir les pratiques discriminatoires et de publier des rapports annuels sur les progrès réalisés dans l'application du Code. Il leur est également demandé de fournir des informations détaillées sur le nombre de Noirs qu'elles emploient. Ces rapports doivent être examinés par les Etats membres 95/.

Action des Etats contre les régimes racistes

141. Au paragraphe 18 e) du Programme pour la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, il est demandé aux gouvernements de présenter tous les deux ans un rapport sur les mesures qu'ils ont prises pour combattre le racisme et la discrimination raciale. Ce rapport est établi à partir d'un questionnaire qui porte sur la première Décennie et qui a été distribué par le Secrétaire général à tous les gouvernements le 20 juin 1975. Ce questionnaire traite de 17 aspects du problème du racisme et de la discrimination raciale. Les gouvernements ont notamment été priés de fournir des renseignements supplémentaires sur les objectifs définis dans le Programme pour la première Décennie et sur les moyens d'atteindre ces objectifs.

142. L'une des questions concerne l'aide apportée, sur une base bilatérale, aux peuples victimes de la discrimination raciale et sur le refus de soutenir les gouvernements ou les régimes qui pratiquent la discrimination raciale, en vue de les empêcher de poursuivre leur politique et leurs pratiques racistes.

143. De nombreux gouvernements ont aidé les victimes de la discrimination raciale en Afrique du Sud en versant des contributions volontaires au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud et au Fonds des Nations Unies pour la Namibie.

144. La plupart des gouvernements ont déclaré, dans leurs rapports, qu'ils se refusaient à soutenir les régimes racistes, conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, et qu'ils respectaient l'embargo sur les armes proclamé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 du 4 novembre 1977. Des gouvernements se sont déclarés disposés à apporter une aide économique aux victimes de la discrimination raciale et des politiques d'apartheid et une aide humanitaire aux mouvements de libération.

145. Certains gouvernements ont estimé que l'isolement total du régime raciste d'Afrique du Sud ne mettrait pas un terme à la politique raciste d'apartheid.

146. Des gouvernements ont signalé que davantage d'Etats devraient ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et que les rapports devraient être dûment présentés au Groupe des Trois, créé conformément à l'article IX de la Convention.

147. Dans le cadre de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et conformément aux objectifs fixés par la deuxième Conférence mondiale, il a été demandé aux gouvernements de présenter, tous les deux ans, un rapport sur les mesures prises au titre du Programme pour la deuxième Décennie. Ces rapports sont établis à partir d'un questionnaire qui a été adressé à tous les gouvernements par une note verbale datée du 28 mars 1985 96/.

148. Dans ce questionnaire, il est demandé aux gouvernements de fournir des indications sur les mesures prises, d'une part pour fournir une aide aux victimes du racisme et de la discrimination raciale en Afrique du Sud et en Namibie, et d'autre part pour mobiliser l'opinion contre les fléaux du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid.

149. De nombreux Etats ont participé activement aux réunions et conférences organisées par des organes des Nations Unies tels que le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe et le Comité spécial contre l'apartheid. Nombre d'entre eux ont soutenu activement les initiatives prises par l'Organisation des Nations Unies de créer un Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, de nommer un Commissaire des Nations Unies pour la Namibie et d'autres initiatives visant à assurer une aide humanitaire aux victimes du régime de Pretoria et aux adversaires de ce régime. Des Etats ont ratifié la Convention internationale contre l'apartheid dans les sports et la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Au 1er mars 1988, le nombre d'Etats parties à ces deux conventions était respectivement de 26 et 86.

150. En dehors du système des Nations Unies, des Etats ont pris diverses mesures, individuellement ou dans le cadre de groupes régionaux. Certains ont adopté des déclarations condamnant l'apartheid et entrepris de rompre leurs relations diplomatiques, commerciales et sportives avec l'Afrique du Sud. D'autres ont mis fin à leurs relations en matière éducative, scientifique, sociale, culturelle et autres avec le régime raciste. En outre, certains ont utilisé de leur influence pour encourager des organisations privées et autres, aux niveaux national, régional et international, à faire de même.

151. C'est ainsi que de nombreuses voix se sont élevées pour demander d'une part que le Conseil de sécurité impose des sanctions globales et obligatoires à l'Afrique du Sud, d'autre part que certains Etats respectent l'embargo sur le pétrole et les armes décrété par l'Organisation des Nations Unies à l'encontre de l'Afrique du Sud. Par ailleurs, des Etats ou des groupes régionaux ont unilatéralement imposé des sanctions globales au régime de Pretoria et un Etat recense ce que font ses ressortissants ou d'autres personnes pour lutter contre l'apartheid.

152. Dans le même esprit, certains Etats prennent des mesures pour que les passeports qu'ils délivrent n'autorisent pas leurs titulaires à voyager en Afrique du Sud ou refusent de délivrer des visas d'entrée aux titulaires de passeports sud-africains qui n'auraient pas au préalable expressément désavoué l'apartheid ou obtenu une autorisation spéciale. Des Etats ont également refusé de reconnaître les prétendus "bantoustans" et ont créé des comités nationaux contre l'apartheid.

153. De nombreux Etats ont apporté une aide morale, politique, matérielle et autre aux personnes directement atteintes par l'apartheid, à leurs mouvements de libération et aux Etats de première ligne. Des dons importants leur ont été faits directement, notamment pour allouer à des jeunes des bourses d'études sur place ou à l'étranger et pour contribuer à l'action humanitaire des mouvements de libération, en particulier aux projets agricoles, et au bien-être des réfugiés. Certains Etats ont, quant à eux, accueilli des réfugiés d'Afrique du Sud et leur ont apporté tout l'appui dont ils avaient besoin sur les plans éducatif et matériel et dans le domaine de l'emploi. D'autres Etats ont apporté une contribution indirecte en participant à des projets tels que le Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe et le Fonds Winnie Mandela.

154. De nombreux Etats ont organisé des réunions, des assemblées et diverses manifestations à l'occasion d'événements importants tels que la Journée de la libération de l'Afrique et la Journée de solidarité avec les prisonniers

politiques sud-africains, afin de témoigner leur solidarité avec les peuples d'Afrique australe et de susciter un soutien populaire en faveur de leur lutte. C'est dans le même esprit que certains Etats ont assuré la diffusion d'informations sur l'Afrique australe en distribuant des documents publiés par les mouvements de libération, en encourageant les médias à communiquer des informations sur l'apartheid et en incitant les écoles, les universités et les instituts à étudier ce phénomène.

#### Le rôle des organisations non gouvernementales

155. L'un des principaux réseaux d'organisations non gouvernementales qui s'occupent d'activités dirigées contre les régimes racistes est le Sous-Comité sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation, organe du Comité spécial des organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme, créé en 1973. Son mandat est d'organiser et de coordonner les activités des ONG qui pourraient contribuer à l'élimination du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid. Dans le cadre de la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, il a organisé en septembre 1974 la Conférence internationale des organisations non gouvernementales contre l'apartheid et le colonialisme en Afrique.

156. Les résolutions de la Conférence demandaient l'adoption de toute une série de mesures par l'Organisation des Nations Unies, ses Etats Membres et les organisations non gouvernementales, notamment l'imposition de sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud et de ceux qui violent les décisions des Nations Unies, le boycottage des livraisons de marchandises à destination et en provenance de l'Afrique du Sud et l'Organisation d'une campagne pour le retrait total de tous les investissements étrangers en Afrique du Sud.

157. Coïncidant avec la première Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève en août 1978, la Conférence internationale des organisations non gouvernementales sur l'action contre l'apartheid et le racisme a été organisée par le Sous-Comité en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid de l'ONU. Cette conférence, la cinquième d'une série organisée par le Sous-Comité dans le cadre de la Décennie, a été convoquée pendant l'Année internationale pour la lutte contre l'apartheid proclamée par les Nations Unies pour mobiliser la communauté mondiale dans une campagne visant à aider la population opprimée d'Afrique du Sud à ce stade crucial et décisif de sa lutte pour l'élimination totale de l'apartheid 97/.

158. Pour marquer la fin de la première Décennie, le Sous-Comité a organisé en juillet 1983 une conférence analogue, en coopération avec le Comité spécial contre l'apartheid. La Conférence a adopté une déclaration qui a été soumise à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève en août 1983. La Conférence y condamnait les activités de certains pays occidentaux et autres ainsi que des sociétés transnationales qui continuent à collaborer avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Elle demandait aussi des sanctions globales et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

159. Le Sous-Comité a également présenté des rapports annuels au Conseil économique et social en application du paragraphe 18 f) du Programme d'action pour la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.



160. Il faut citer trois autres organisations gouvernementales actives dans la lutte contre les régimes racistes :

a) La Commission internationale de juristes (CIJ), qui a son siège à Genève, est intervenue auprès des gouvernements des pays d'Afrique australe au sujet d'un certain nombre de questions pendant la première Décennie. Elle publie la Revue semestrielle qui contient périodiquement des articles sur les divers aspects du problème. Elle a publié en particulier des communiqués de presse condamnant les flagellations publiques en Namibie, protestant contre les arrestations de dirigeants de la SWAPO et contre les ordres d'interdiction de personnalités et condamnant la législation répressive. Pendant toute la décennie, la CIJ a parrainé un certain nombre de conférences portant sur des questions relatives au racisme et à la discrimination raciale (E/5636, par. 65 à 75 (1975); E/5760, par. 80 à 84 (1976)).

b) Dans ses rapports annuels, le Mouvement anti-apartheid a décrit en détail les activités qu'il avait entreprises dans le cadre du Programme pour la première Décennie. Le Mouvement a organisé des campagnes contre la collaboration économique avec l'Afrique du Sud. Dans ses rapports annuels, il donne des renseignements sur l'évolution de la situation en Namibie et en Afrique du Sud, sur les activités menées au niveau international et sur celles qui sont entreprises dans des domaines spécifiques par des groupes locaux, des mouvements syndicaux, des groupements religieux, des écoles et des partis politiques.

c) Amnesty International oeuvre continuellement pour obtenir la libération des prisonniers politiques, notamment des prisonniers d'opinion, qui sont emprisonnés ou détenus ou qui subissent des contraintes physiques du fait de leurs convictions politiques ou religieuses ou pour toute autre raison de conscience ou à cause de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur couleur ou de leur langue, à condition qu'ils n'aient pas usé de violence ou n'en aient pas préconisé l'usage. Elle condamne les lois et pratiques de l'apartheid qui entrent dans le cadre de son mandat.

161. Les organisations non gouvernementales ont participé activement à la première et à la deuxième Conférences mondiales de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale 98/. En vertu du Programme d'action pour la deuxième Décennie, l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social de présenter annuellement un rapport sur les activités entreprises ou envisagées pour réaliser les objectifs de la deuxième Décennie, notamment les activités des gouvernements, des organes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des autres organisations internationales et régionales ainsi que des organisations non gouvernementales 99/.

162. Le Sous-Comité sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation, qui relève du Comité spécial des organisations non gouvernementales internationales sur les droits de l'homme, et les conférences, ateliers et séminaires organisés par différentes organisations non gouvernementales ont adopté un certain nombre de résolutions et déclarations condamnant le régime d'apartheid. Ces activités ont été organisées par solidarité avec le peuple opprimé d'Afrique australe et ce soutien s'est également manifesté par des réunions qui se sont tenues dans la région. Les débats qui ont eu lieu lors de ces rencontres ont également

suscité des idées nouvelles pour les futures activités de lutte contre l'apartheid et ont abouti à l'adoption de programmes spécifiques d'action à réaliser par diverses organisations.

163. L'Organisation des Nations Unies n'étant pas en mesure de faire appliquer un programme global de sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud, des organisations non gouvernementales ont invité les gouvernements, les organisations et les particuliers à l'appliquer eux-mêmes. Le mouvement syndical international notamment, a été invité à prendre ses propres sanctions, et des campagnes en faveur d'un boycott de l'Afrique du Sud par les investisseurs et les consommateurs ont été organisées. Parmi les activités de lutte contre l'Afrique du Sud entreprises par des organisations non gouvernementales, il faut mentionner les lettres et télégrammes de protestation dénonçant le régime raciste et demandant qu'il mette fin à sa politique de répression et aux manifestations devant les ambassades d'Afrique du Sud dans le monde entier.

164. Des rapports et des études ont été élaborés et une commission d'étude a été créée pour examiner la théorie et la pratique de l'apartheid, y compris la situation de groupes sociaux déterminés au sein du système et les souffrances qu'ils doivent endurer. Des informations sur ces activités ont été largement diffusées par la presse et par des campagnes d'affichage, des publications et des conférences. Ces activités avaient pour principal objectif de révéler au monde entier la véritable nature du système d'apartheid, afin de mobiliser l'appui de la communauté mondiale pour démanteler le régime raciste. Elles constituaient également une manifestation de soutien et de solidarité avec les opprimés d'Afrique australe.

165. Les organisations non gouvernementales ont activement soutenu les Noirs d'Afrique australe. Sur le plan moral et politique, elles ont organisé des réunions et des rassemblements et ont envoyé des missions de solidarité en Afrique australe. Elles ont demandé à maintes reprises la libération des femmes, des enfants, et des syndicalistes emprisonnés en Afrique du Sud, ainsi que des prisonniers d'opinion, appuyant leur demande par la publication de listes détaillées de détenus. Sur le plan matériel, les organisations non gouvernementales ont recueilli des dons et des contributions financières pour les Noirs d'Afrique australe. Une bonne partie de cette aide a servi à assurer une assistance juridique et humanitaire aux personnes touchées par les différents états d'urgence et a permis, en particulier, d'aider financièrement les victimes de violations des droits de l'homme et leurs familles. Elle a permis aussi de financer et d'aider des projets communautaires, dont beaucoup sont destinés à secourir les réfugiés, et à offrir des bourses et certaines fournitures, comme les manuels scolaires, aux jeunes Noirs.

#### C. Mesures visant à éliminer la discrimination raciale dans d'autres régions du monde

##### L'Assemblée générale

166. L'Assemblée générale a examiné chaque année la mise en oeuvre du Programme pour la Décennie et a débattu des mesures à prendre pour combattre le racisme 100/. Elle a prié instamment tous les Etats de coopérer en prenant des initiatives et des mesures appropriées aux fins ci-après :

- a) revoir les lois et règlements internationaux;

b) veiller à lever toutes mesures discriminatoires à l'encontre des travailleurs migrants;

c) ratifier les instruments internationaux de lutte contre la discrimination raciale;

d) déclarer délit punissable par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciales et interdire les organisations qui reposent sur ces idées, y compris les organisations néo-nazies et fascistes.

167. L'Assemblée générale a, de plus, prié instamment les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations régionales et les organisations non gouvernementales de contribuer à la Décennie, l'accent étant mis sur le soutien moral et matériel à la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, sur les campagnes d'éducation et d'information et sur l'étude des origines socio-économiques et coloniales du racisme.

168. Dans des résolutions concernant la Décennie, l'Assemblée générale a invité ou autorisé le Secrétaire général à organiser des séminaires et à réaliser des études sur divers aspects de la lutte contre la discrimination raciale. En ce qui concerne les mesures directes à prendre, l'Assemblée a autorisé ou invité le Secrétaire général à rédiger un guide des procédures de recours pour les victimes de la discrimination raciale 101/, à organiser un cours de formation à l'intention des rédacteurs de textes de lois 102/ et à établir et publier un recueil de lois types dont les gouvernements pourraient s'inspirer pour promulguer des lois contre la discrimination raciale. L'Assemblée a également invité l'UNESCO à mettre au point des matériels et auxiliaires pédagogiques de lutte contre le racisme et la discrimination raciale 103/.

#### Le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme

169. Lors de leur examen annuel de la Décennie, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme ont demandé au Secrétaire général d'organiser des séminaires sur des questions ayant trait à la lutte contre le racisme. En outre, la Commission a réitéré la demande adressée par l'Assemblée générale au Secrétaire général d'établir un guide des procédures de recours pour les victimes de la discrimination raciale 104/ et a contribué aux activités de la Décennie en poursuivant son examen thématique annuel d'un sujet choisi ayant trait à la lutte contre la discrimination raciale.

170. La Commission des droits de l'homme a joué un rôle actif dans la mise en oeuvre de la Décennie. Dans ses résolutions à ce sujet, la Commission a souligné qu'il était souhaitable que les Etats adhèrent aux instruments internationaux de lutte contre la discrimination raciale, que le thème des droits de l'homme (y compris l'élimination de la discrimination raciale) soit inclus dans les programmes d'enseignement, que des programmes nationaux garantissant l'égalité d'accès à l'enseignement soient élaborés, que les moyens d'information disponibles soient utilisés pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et que des procédures de recours aux niveaux national et local soient établis 105/.

171. De plus la Commission a prié instamment tous les Etats d'envisager des mesures contre les idéologies et pratiques fondées sur l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine d'un groupe 106/.

172. La Commission s'est également intéressée à la prévention de la discrimination à l'égard de certains groupes ou populations : étrangers, travailleurs migrants 107/, populations autochtones et minorités.

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

173. Comme son nom l'indique, la Sous-Commission a consacré la plus grande partie de son temps à des questions liées, d'une manière ou d'une autre, à la discrimination, raciale ou autre. Il serait impossible dans ce bref rapport d'étudier sa contribution à la Décennie. Comme on l'a vu plus haut, elle a grandement contribué à l'effort entrepris pour combattre les régimes racistes, mais une bonne part de ses travaux a été consacrée à l'élimination de la discrimination raciale et ethnique en général. Le programme d'études mené à bien par la Sous-Commission a servi en grande partie de fondement aux instruments adoptés et aux actions menées à bonne fin par d'autres organes. Il faut citer notamment l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement 108/, l'étude sur la discrimination raciale 109/, l'étude sur l'exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite et clandestin 110/, l'étude des droits des personnes appartenant aux minorités ethniques, religieuses et linguistiques 111/, l'étude sur les dispositions internationales pour la protection des droits de l'homme des non-ressortissants 112/, l'étude sur le traitement discriminatoire à l'encontre des membres de groupes raciaux, ethniques, religieux ou linguistiques aux différents stades de l'administration de la procédure pénale 113/ et l'étude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones 114/. Plusieurs de ces études portent sur la discrimination à l'encontre de groupes particuliers, de minorités, de populations autochtones et de travailleurs migrants et seront examinées dans les paragraphes qui suivent.

174. Lors de son examen des mesures de lutte contre la discrimination raciale, la Sous-Commission a recommandé l'organisation d'une série de séminaires sur les manifestations actuelles de la discrimination raciale et sur leurs causes 115/. La Sous-Commission a également recommandé une diffusion plus large des instruments internationaux de lutte contre la discrimination raciale, ainsi que la mise au point de matériels audiovisuels appropriés à cet effet 116/.

Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

175. Le Centre pour les droits de l'homme a organisé, au titre du programme de services consultatifs et dans le contexte de la Décennie, des séminaires sur le problème du racisme et de la discrimination raciale. Plusieurs ont eu lieu avant le lancement de la Décennie : citons notamment un séminaire sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale, tenu à New Delhi en 1968 117/, un colloque sur les méfaits de la discrimination raciale, organisé au Cameroun en 1971 118/, un séminaire tenu à Nice (France) sur les risques de recrudescence de l'intolérance sous toutes ses formes et la recherche des moyens de la prévenir et de la combattre 119/, et deux séminaires sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques et autres, tenus en Yougoslavie, l'un à Ljubljana en 1965 120/ et l'autre à Ohrid en 1976 121/.

176. Plusieurs séminaires régionaux ont eu lieu de 1980 à 1982 sur les procédures de recours et autres formes de protection dont disposent les victimes de la discrimination raciale et sur les activités à entreprendre aux niveaux national et régional 122/. Ils ont grandement contribué à mieux faire comprendre les différentes formes que prend la discrimination selon les régions. Le premier séminaire, organisé à Genève du 8 au 20 juillet 1979 (ST/HR/SER.A/3), soulignait en termes généraux que les conditions d'accès aux procédures de recours devaient être aussi larges que possible, de façon que les ressortissants, les non-ressortissants et les groupes y aient accès. La nécessité d'examiner les plaintes avec diligence a été mise en relief, ainsi que la nécessité de prévoir une aide juridique et une assistance judiciaire. Il a également été souligné que les lois nationales devraient être harmonisées avec la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (par. 215).

177. Les participants au séminaire tenu à Nairobi du 19 au 30 mai 1980 (ST/HR/SER.A/7) ont recommandé notamment que les Etats africains fassent la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Ils ont également recommandé aux Etats africains d'examiner les procédures de recours ouvertes aux victimes du racisme et de la discrimination raciale, en vue de déterminer si elles étaient suffisantes et s'il fallait éventuellement les améliorer ou en instituer de nouvelles. Le Séminaire a attaché une grande importance à la question des préjugés tribaux et il a été suggéré qu'une étude soit entreprise sur les dimensions historiques et actuelles du tribalisme en Afrique (par. 154).

178. Les participants au séminaire tenu au Nicaragua (ST/HR/SER.A/11) du 14 au 21 décembre 1981 se sont attachés particulièrement à la prévention de la discrimination contre les populations autochtones. L'accent a été mis sur la prise de conscience des problèmes rencontrés par les autochtones, sur la nécessité d'encourager le développement de leurs propres organisations et de contacts entre eux ainsi que de leur faciliter l'accès aux organisations internationales (par. 112).

179. Le séminaire organisé à Bangkok (ST/HR/SER.A/13) a souligné la grande diversité des peuples, des cultures, des traditions et des religions dans la région de l'Asie et du Pacifique et a reconnu que les institutions nationales et locales de promotion et de protection des droits de l'homme devaient être adaptées aux besoins et à la situation de chaque pays. Ces facteurs devaient être pris en considération dans la prévention de la discrimination et dans la protection des minorités, des populations autochtones, des travailleurs migrants, des réfugiés et des autres groupes défavorisés. Pour atteindre cet objectif, il fallait notamment mettre en place un dispositif judiciaire, un dispositif administratif, un dispositif de conciliation, un dispositif de caractère social et un dispositif de caractère local ou autochtone. Tous ces dispositifs devaient être utilisés par les pays de la région compte tenu de leur propre situation.

180. Les procédures de recours avaient une importance toute particulière et devaient être aussi libérales que possible afin de permettre à tous d'y avoir accès. Les participants au séminaire ont suggéré que le Groupe de travail des populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités étudie les moyens

d'encourager les populations autochtones à mettre en place leurs propres organisations, les moyens qui permettraient d'assurer leur participation au gouvernement de leur pays et les formules qui leur permettraient de bénéficier d'un niveau de vie plus élevé (par. 144 à 162).

181. Dans le cadre des activités de la Décennie, le Centre pour les droits de l'homme a réalisé une étude sur le rôle de l'action des groupes privés dans la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (A/41/550) et une autre sur les effets de la discrimination raciale sur les enfants appartenant à des minorités, en particulier les enfants de travailleurs migrants, dans les domaines de l'enseignement, de la formation et de l'emploi (A/42/492). Ces deux études ont été présentées à l'Assemblée générale, qui a demandé au Secrétaire général qu'elles soient poursuivies. Le Centre a également établi une compilation mondiale des législations nationales contre la discrimination raciale qui a fait l'objet d'une note présentée à l'Assemblée générale à sa quarante-troisième session (A/43/637).

182. Le Centre a organisé à Genève, du 9 au 20 septembre 1985, un séminaire sur les commissions des relations communautaires et leurs attributions (ST/HR/SER.A/17). Les participants ont examiné les divers types de commissions des relations communautaires et raciales, leurs attributions et leur expérience, ainsi que les possibilités de créer de telles commissions lorsqu'elles n'existent pas. Ils ont également examiné la situation existant sous le régime de l'apartheid, passé en revue les possibilités d'échanges entre les différentes commissions des relations communautaires ou raciales, et formulé des recommandations et conclusions.

183. Du 3 au 6 octobre 1988, une consultation mondiale sur le racisme et la discrimination raciale s'est tenue au Centre, à Genève; ses travaux ont été axés sur la coordination des activités internationales de lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Le rapport sur cette réunion (A/C.3/43/CRP.1) a été présenté à l'Assemblée générale.

184. Le Centre a organisé, de concert avec le Département de l'information, un certain nombre de réunions publiques commémoratives concernant la lutte contre le racisme. Ces réunions avaient un double objectif : attirer l'attention sur les méfaits du racisme et de la discrimination raciale et célébrer des journées comme la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Divers aspects des activités des Nations Unies concernant la discrimination raciale ont été examinés pendant ces réunions.

#### L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

185. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a amplement participé à l'action contre le racisme et la discrimination raciale, sa participation étant fondée sur l'article premier de sa constitution qui lui impose le devoir "... d'assurer le respect universel de la justice, de la loi et ... des droits de l'homme et des libertés fondamentales ... sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ...". Son action s'est concrétisée dans des mesures normatives et des activités de recherche et d'étude. La plus importante des mesures normatives est la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux, adoptée par la Conférence générale à sa vingtième session, le 27 novembre 1978.

186. En juin 1982, l'UNESCO a également organisé à Lisbonne une réunion consultative d'experts en vue d'améliorer l'application de la Déclaration, et a élaboré un ensemble de propositions qui devraient permettre un échange de données et d'expérience entre Etats Membres, avec un concours plus actif des organisations non gouvernementales et d'experts indépendants 123/.

187. L'UNESCO a également adopté des mesures normatives en matière d'enseignement et d'éducation, dont les plus importantes sont la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et la Recommandation correspondante, adoptées le 14 décembre 1960. Il faut mentionner également la Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, adoptée le 19 novembre 1974. Cette recommandation dispose que les Etats Membres devraient faire en sorte que les principes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale soient appliqués. L'UNESCO a également entrepris ou appuyé un certain nombre d'études, d'activités de recherche et autres activités analogues relatives à la prévention de la discrimination 124/.

188. En 1981, l'UNESCO a organisé à Athènes un colloque consacré à l'examen critique des différentes théories pseudo-scientifiques invoquées pour justifier le racisme et la discrimination raciale. Les participants ont fait le point sur les conclusions des travaux les plus récents dans les disciplines les plus directement liées à la question, telles que l'anthropologie, l'ethnologie, la biologie et la psychologie. Les personnalités scientifiques participant au colloque ont dénoncé les interprétations fallacieuses de certains travaux scientifiques. Le colloque a fait l'objet d'une publication intitulée "Racisme, science et pseudo-science (UNESCO, 1982)" 125/.

189. L'UNESCO a également organisé d'autres réunions importantes pour la lutte contre le racisme, comme la Table ronde sur le rôle des moyens de communication dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'apartheid, tenue à Dakar en 1981. Cette même année, elle a également organisé au Costa Rica une réunion d'experts sur l'ethno-développement et l'ethnocide en Amérique latine, en collaboration avec la FLACSO. Les discussions ont porté sur les aspects juridiques, politiques et organisationnels de l'ethno-développement, ainsi que sur les aspects éducatifs, culturels et autres des politiques propres à favoriser le développement authentique de toutes les minorités nationales. A l'issue de la réunion, les participants ont adopté une déclaration sur l'ethnocide et sur la nécessité de permettre le développement de toutes les minorités 126/.

190. Les recherches et les publications concernant les préjugés, l'intolérance et le racisme parrainées par l'UNESCO sont d'une grande importance. Ces recherches ont tenu compte de la question de l'ethnicité et des relations entre la discrimination raciale et la discrimination fondée sur d'autres facteurs de classification sociale : sexe, religion et convictions idéologiques. A l'occasion de ces activités, l'UNESCO ne s'en est pas tenue à ses seuls efforts, mais a collaboré avec des universitaires et des organisations non gouvernementales, souvent en parrainant leurs recherches. Elle a également coordonné les recherches sur la discrimination raciale menées par d'autres centres.

191. L'UNESCO a organisé des séminaires et des conférences aussi bien indépendamment qu'avec des institutions universitaires et d'autres organisations non gouvernementales. Les participants à ces réunions ont examiné des études et des rapports, en particulier pour dégager les tendances et les questions liées à la discrimination raciale. Des conférences et des réunions ont également été organisées à l'occasion de journées comme la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

192. Les travaux de l'UNESCO dans le domaine de la discrimination raciale ont consisté pour une bonne part à créer une base théorique pour la lutte contre ce phénomène, de manière à permettre l'adoption des mesures les plus appropriées à cet effet. Parmi les mesures prises directement par l'UNESCO, il convient de citer l'élaboration de manuels et la formation d'enseignants pour combattre la discrimination raciale, ainsi que la diffusion d'informations sur la façon d'utiliser l'enseignement à cette fin.

#### Département de l'information

193. Le rôle principal du Département de l'information dans la lutte contre la discrimination raciale consiste à dévoiler la nature odieuse de ce phénomène, et à faire connaître les efforts déployés pour le combattre. Cette information s'adresse aussi bien au grand public qu'à des groupes précis, comme les médias, les ONG ou les milieux universitaires. Le Département a fourni des informations sur la discrimination raciale au Centre d'information des Nations Unies et a organisé des conférences de presse et publié des communiqués. Il a également organisé ou suivi des colloques et des conférences sur ce sujet. Il a fait paraître des brochures et des publications sur la question et a mené des campagnes audiovisuelles sur ce thème. Il a organisé aussi des émissions radiodiffusées et télévisées, des expositions de photographies et des projections de films. Il a enfin répondu à des questions générales sur ce sujet.

#### L'organisation internationale du Travail (OIT)

194. L'Organisation internationale du Travail participe depuis longtemps à l'adoption et à la mise en oeuvre d'instruments concernant la prévention de la discrimination dans l'emploi et dans les conditions de travail. Les plus importants sont la Convention (No 111) sur la discrimination (emploi et profession) 1958, qui, au 1er janvier 1989, avait fait l'objet de 110 ratifications, la Convention (No 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962, ainsi que les conventions spécifiques portant sur les travailleurs migrants et les populations autochtones et tribales 127/. L'OIT a également contribué à l'élaboration de principes directeurs conduisant à des politiques et à des pratiques non discriminatoires et équitables en matière d'emploi. A partir de 1983, elle a organisé un certain nombre de séminaires en vue de développer ces principes directeurs 128/.

195. Le Bureau international du Travail a publié un guide pratique intitulé "Procédures nationales spéciales concernant la non-discrimination dans l'emploi (notamment dans le secteur privé)" 129/. La "Revue internationale du Travail" et le "Bulletin d'informations sociales" ont également publié un certain nombre d'études et de commentaires sur la lutte contre la discrimination dans l'emploi et la profession dans diverses régions du monde 130/.



196. Le BIT a entrepris des recherches et des études sur la question de la discrimination raciale, et a fait paraître un certain nombre de publications sur ce sujet. Il a également organisé des séminaires régionaux qui ont examiné quelques-unes des nombreuses dimensions de ce phénomène. Il a en outre apporté un soutien technique au groupe de travail créé par l'Assemblée générale pour élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. Il a enfin contribué directement à l'action menée contre la discrimination raciale en élaborant et en diffusant une série de projets de directives visant à assurer l'égalité des chances et l'égalité de traitement pour tous en matière d'emploi.

#### L'Union postale universelle (UPU)

197. L'Union postale universelle a fait savoir qu'elle était prête à fournir une aide aux victimes de la discrimination raciale, par exemple sous la forme de bourses du Fonds spécial de l'UPU. L'Union a également participé à la célébration de journées comme la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

#### Le Conseil de l'Europe

198. L'article 14 de la Convention européenne dispose que la jouissance des droits et libertés reconnus dans la Convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation. La Cour et la Commission européennes des droits de l'homme ont souvent appliqué cette disposition dans plusieurs affaires dont elles étaient saisies.

199. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté en 1966 la recommandation 453 (1966) relative aux "mesures à prendre contre l'incitation à la haine raciale, nationale et religieuse". Cette recommandation invitait les gouvernements des Etats membres à élaborer une législation efficace contre de telles incitations et était accompagnée d'une loi type visant à réprimer le délit d'incitation à la haine raciale. Par la suite, l'Assemblée parlementaire et le Comité des ministres ont adopté un certain nombre de résolutions consacrées généralement à l'intolérance, à la discrimination et au racisme. En 1981, le Comité des ministres a adopté notamment une déclaration relative à l'intolérance - une menace pour la démocratie - et l'Assemblée parlementaire a adopté la résolution 743 (1980) relative à la nécessité de combattre la réapparition de la propagande fasciste et de ses aspects racistes.

200. Le Conseil de l'Europe a aussi accompli un travail considérable en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire et de la géographie ainsi que les livres scolaires qui servent de support à cet enseignement, afin de supprimer les préventions, erreurs et stéréotypes, d'améliorer la compréhension internationale en donnant une image juste et équilibrée des autres pays, cultures et religions, et de promouvoir parmi les jeunes des attitudes de tolérance et de respect des autres 131/.

201. Nombre des projets et activités en cours du Conseil de l'Europe sont directement liés à la Décennie. C'est notamment le cas des efforts qu'il déploie pour améliorer la tolérance et les relations communautaires au sein

des sociétés diversifiées contemporaines et, d'une manière générale, l'esprit communautaire et la solidarité. Le Conseil s'est efforcé, dans le cadre d'un de ses projets, de sensibiliser davantage les divers groupes aux réalités interculturelles. Enfin, il s'est employé à développer les droits des migrants et à encourager une meilleure compréhension mutuelle entre eux et les communautés d'accueil.

#### Les Communautés européennes

202. Les organes des Communautés européennes ont consacré beaucoup d'attention aux problèmes du racisme en Europe. En octobre 1984, le Parlement européen a constitué une Commission d'enquête sur la montée du fascisme et du racisme en Europe, en désignant comme Président le regretté M. Dimitrios Evrigenis, ancien membre, également, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. La Commission a présenté son rapport en décembre 1985 et les Communautés européennes cherchent, depuis, divers moyens de résoudre le problème. Certains aspects du rapport sont analysés ci-après dans la section 6 ("Travailleurs migrants et autres étrangers") du chapitre III.

#### L'Organisation des Etats américains

203. L'Organisation des Etats américains a adopté en 1948 la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, et en 1969 la Convention interaméricaine des droits de l'homme. Ces deux instruments interdisent toute discrimination fondée sur la race, la nationalité, la croyance ou le sexe. De la même manière que le Conseil de l'Europe, la Commission et la Cour interaméricaines des droits de l'homme ont pour tâche de veiller au respect du principe de la non-discrimination 132/.

#### Mesures prises au niveau national 133/

204. La plupart des gouvernements ont cherché à s'engager directement dans la lutte contre la discrimination raciale en prenant des mesures dans les domaines législatif, administratif et judiciaire, et dans ceux de l'information et de l'éducation.

205. En ce qui concerne les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, leur action s'inscrit dans le cadre de l'exécution des obligations qui découlent de ladite Convention 134/.

206. Un grand nombre de pays ont incorporé des dispositions relatives aux droits de l'homme, notamment contre la discrimination raciale, dans leur constitution et dans leurs lois ordinaires. Les constitutions promulguées après 1948 comportent en général des dispositions qui non seulement garantissent l'égalité devant la loi, mais interdisent expressément aussi la discrimination raciale, souvent dans le cadre de dispositions donnant effet aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un certain nombre d'Etats ont considéré que, pour donner corps au principe de l'égalité pour tous, notamment pour les groupes qui ont déjà été victimes de discrimination, des mesures positives pourraient se révéler nécessaires. Certains ont donc fait voter une loi qui dispose que de telles mesures ne sont pas considérées comme contrevenant aux lois contre la discrimination raciale, et d'autres ont fait

voter des lois spécifiant expressément que des mesures positives doivent être prises dans le domaine de l'emploi par exemple.

207. Nombre de pays ont pris des mesures d'ordre législatif ou autre propres à promouvoir la tolérance et l'égalité raciales et à empêcher l'apparition ou l'instauration de la discrimination raciale dans leurs sociétés, par exemple en adoptant des dispositions pénales ou en augmentant les peines. De nombreux pays ont en outre adopté des lois spéciales relatives à la discrimination dans telle ou telle situation, en matière d'emploi ou d'éducation par exemple.

208. Dans le domaine de l'information, les gouvernements ont fait des efforts pour éclairer l'opinion publique par la télévision, la radio, la presse et les établissements d'enseignement. Plusieurs gouvernements ont également diffusé des études et des rapports et fait connaître les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales dans le cadre de la Décennie. Des conférences et des colloques ont été organisés dans les universités et les écoles d'un grand nombre de pays sur le thème de la discrimination raciale. Une assistance financière et des services techniques ont été assurés pour permettre aux minorités ethniques de diffuser leurs émissions. Des mesures ont également été prises pour leur assurer l'égalité d'accès aux moyens d'information.

209. De nombreux Etats ont indiqué que leur système d'enseignement met l'accent sur l'égalité, la coopération et l'interdiction de la discrimination raciale, en encourageant la compréhension, la tolérance et l'amitié entre les pays et les groupes raciaux ou ethniques. Certains pays ont mis sur pied des institutions nationales qui ont pour mandat d'étudier les droits et la situation des groupes minoritaires et de proposer aux gouvernements les modifications législatives nécessaires ou souhaitables. Afin d'assurer l'égalité des chances à tous, tant au cours des premières étapes de la vie que par la suite, des Etats ont reconnu le principe de l'égalité d'accès pour tous à l'éducation. En application de ce principe, de nombreux Etats garantissent aux enfants des groupes minoritaires le droit de bénéficier, dans le cadre de leur apprentissage linguistique, d'un enseignement dans leur langue maternelle, et certains ont autorisé, voire financé, l'organisation d'écoles privées en vue de répondre aux besoins particuliers des groupes minoritaires.

210. De nombreux Etats ont proscrit la création d'organisations, politiques notamment, qui propagent des théories sur la supériorité raciale et cherchent à fragmenter la société sur des bases racistes.

211. Le soutien financier apporté aux organisations d'immigrants en vue de les aider à préserver leur identité et à exprimer leurs aspirations est aussi une méthode qu'adoptent les Etats pour inciter à une meilleure compréhension entre les divers groupes constitutifs de leur société et, partant, pour combattre l'apparition ou le développement de la discrimination raciale. Certains Etats ont fait à leurs citoyens de nationalités diverses un devoir de pratiquer l'amitié entre eux et de s'efforcer de cultiver cette amitié.

212. Malgré les mesures de lutte contre la discrimination raciale exposées ci-dessus, les Etats ont été amenés à prévoir des possibilités de recours pour les victimes de ce fléau.

213. Dans la plupart des pays, une victime peut, par la voie traditionnelle, s'adresser aux tribunaux ou directement à l'organisation incriminée. Toutefois, dans un nombre croissant de pays, il a été créé des institutions spéciales telles que commissions d'arbitrage ou autres procédures de plainte, dont la tâche consiste à mener des enquêtes sur les allégations de violations dont elles sont saisies. Cette évolution va dans le sens des efforts déployés par de nombreux pays pour faciliter l'accès aux voies de recours, car cette procédure est souvent moins onéreuse et plus rapide que les moyens traditionnels. Pour assurer un large accès, certains Etats ont non seulement adopté des mesures législatives tendant à la simplification des procédures, mais ils ont également institué le recours gratuit ou l'assistance juridique ainsi que la protection contre les risques de représailles.

214. Initiative particulièrement intéressante, certains Etats ont créé la fonction d'ombudsman, chargé d'informer les victimes de la discrimination raciale de leurs droits et des recours existants et de se saisir de l'affaire ou de la renvoyer à des juristes compétents. Des Etats aident les victimes de discrimination à introduire des recours au pénal par des poursuites contre le contrevenant incriminé et, s'il est jugé coupable, par l'imposition de peines. Ils offrent également des recours administratifs en réparation, annulation ou interprétation.

215. Des Etats ont accueilli des colloques et séminaires et encouragé les établissements de recherche à étudier les multiples aspects de la discrimination raciale afin d'arriver à une parfaite connaissance du phénomène et de l'éliminer par des politiques appropriées.

#### Les organisations non gouvernementales

216. Les ONG s'efforcent de lutter contre la discrimination raciale en combattant les préjugés existant au sein de la société et en s'efforçant d'influencer les politiques législatives ou autres des pouvoirs publics de façon que les besoins des groupes minoritaires soient pris en compte. A cet égard, un certain nombre d'ONG ont commandité ou entrepris des études et rédigé des rapports sur les effets de cas précis de discrimination raciale exercée à l'encontre de certains groupes de personnes. Certaines ont également organisé des ateliers ou groupes de travail pour examiner les diverses formes que revêt la discrimination raciale et chercher les moyens d'en venir à bout. Les résultats sont diffusés auprès du public ou communiqués aux divers institutions, médias, établissements d'enseignement ou organismes des Nations Unies, selon le cas.

217. La diffusion de l'information est une des activités majeures des ONG luttant contre la discrimination raciale, qui s'emploient à veiller à ce que leurs activités soient conformes aux aspirations authentiques des groupes au nom desquels elles interviennent en les consultant régulièrement et de manière détaillée. Les ONG organisent des réunions sur la discrimination raciale ou prennent part à de telles réunions, publient et diffusent la documentation pertinente et entreprennent toutes autres activités propres à leur procurer un soutien accru dans la lutte contre la discrimination raciale. Une grande partie de ces activités ayant en outre pour objet de manifester la solidarité avec les victimes de la discrimination raciale sont organisées dans le cadre de la célébration d'événements tels que la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

D. Protection des droits de groupes particuliers : travaux en cours

218. Avant et pendant la Décennie, on avait conscience que certains groupes étaient particulièrement exposés à la discrimination et à la privation de leurs droits. Les recommandations formulées pour la Décennie et au cours de celle-ci, dont les grandes lignes sont exposées au chapitre premier, montrent qu'une attention particulière a été accordée aux minorités, aux populations autochtones et aux travailleurs migrants. L'élaboration d'instruments internationaux assurant à ces groupes une meilleure protection de leurs droits est en cours.

219. Les droits des minorités sont actuellement étudiés par un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme. Par sa résolution 5 (XXX), du 31 août 1977, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a recommandé à la Commission des droits de l'homme d'envisager d'élaborer une déclaration sur les droits des membres des minorités. A la trente-quatrième session de la Commission, en 1978, un projet a été présenté par la Yougoslavie et depuis lors la Commission poursuit ses travaux sur ce projet. En première lecture le Groupe de travail a provisoirement adopté le titre, le préambule et les articles premier, 2, 3 et 4 du projet de déclaration. Il n'est pas encore parvenu à un accord sur la définition du terme "minorité".

220. Par sa résolution 1988/36, la Sous-Commission a invité un de ses membres à établir un document de travail sur les moyens que la Sous-Commission pourrait instituer afin de faciliter le règlement par des moyens pacifiques et constructifs de situations dans lesquelles sont impliquées des minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques.

Populations autochtones

221. La situation des populations autochtones a fait l'objet d'une étude très complète, rédigée pour la Sous-Commission par M. Martinez Cobo en collaboration avec Augusto Willemson Diaz. En 1982, un groupe de travail a été créé au sein de la Sous-Commission, avec l'aval du Conseil économique et social (résolution 1982/34). Il avait pour mandat de passer en revue les faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits des populations autochtones, en accordant une attention particulière à l'évolution des normes concernant les droits des populations autochtones.

222. L'Assemblée générale des Nations Unies a créé un Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones qui doit permettre à des autochtones et à des organisations représentant des populations autochtones d'être présents et de prendre part aux réunions du Groupe de travail.

223. A la sixième session du Groupe de travail, tenue en septembre 1988, le Président a présenté un avant-projet de déclaration universelle sur les droits des populations autochtones en précisant que, lors de son élaboration, il avait été tenu compte de toutes les questions de fond soulevées au sein du Groupe. Il a indiqué que le projet devait servir de base à des discussions futures du Groupe. Celui-ci a également débattu de toute une série de problèmes, de questions et de faits concernant les droits de l'homme. Le projet de déclaration a été communiqué aux gouvernements, aux populations

autochtones et aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales en vue de recueillir leurs observations. Sur la base de celles-ci, un premier texte révisé du projet de déclaration a été établi et soumis au Groupe de travail à sa septième session.

224. Par sa décision 1988/134, le Conseil économique et social a chargé un rapporteur spécial d'élaborer le plan des buts, de la portée et des sources possibles d'une étude sur l'utilité potentielle de traités, accords et autres arrangements constructifs entre les populations autochtones et les gouvernements. Le Rapporteur spécial a présenté le plan au Groupe de travail, à sa sixième session, dans le document E/CN.4/Sub.2/1988/24/Add.1.

225. Un séminaire sur les effets du racisme et de la discrimination raciale sur les relations sociales et économiques entre populations autochtones et Etats a été organisé à Genève, du 16 au 20 janvier 1989, par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Il est parvenu à une série de conclusions et de recommandations 136/.

226. L'Organisation internationale du Travail oeuvre activement, elle aussi, pour la protection des populations autochtones, par la mise en oeuvre de sa Convention (No 107) concernant la protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales dans les pays indépendants, 1957, et de la Recommandation correspondante (No 104).

La Convention No 107 et la Recommandation No 104 demeurent à ce jour les seuls instruments internationaux qui aient jamais été adoptés dans le but précis de protéger les populations autochtones et tribales, qui comptent de par le monde, 300 millions de personnes.

227. L'OIT exécute également, à l'intention des populations autochtones et tribales de nombreux pays en développement, des programmes d'assistance technique dont les détails peuvent être fournis sur demande. Si, pendant un certain temps, il n'a pas été explicitement décidé de tenir compte des caractéristiques culturelles et ethniques des groupes visés par ces projets, tout le système de coopération technique des Nations Unies a, dans une mesure croissante, repris à son compte cette politique. Parmi les activités menées récemment, il faut citer les avis fournis à plusieurs gouvernements sur les mesures législatives et administratives requises pour assurer une protection spéciale aux populations autochtones et tribales.

228. Au long des années, il est apparu qu'une révision s'imposait, notamment pour éviter l'approche intégrationniste de la Convention de 1957. Le Conseil d'administration de l'OIT a donc décidé en 1986, d'inscrire cette révision à l'ordre du jour de la soixante-quinzième session de la Conférence internationale du travail, qui s'est tenue en 1988. Des discussions ont eu lieu, avec la participation, non seulement du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et d'autres organisations intergouvernementales, mais aussi avec la participation active de représentants des populations autochtones. La Convention révisée, qui devrait être adoptée en juin 1989, va donc vraisemblablement prendre en compte le respect des cultures, religions, institutions et modes de vie des populations autochtones et continuer à prévoir la protection de celles-ci dans les cas appropriés.

229. Un certain nombre de pays ont pris des mesures, notamment en adoptant des lois et en créant des institutions nationales, en vue d'améliorer les conditions de vie des populations autochtones pour ce qui est de leur accès à l'éducation et à l'emploi et de la sécurité de l'emploi. Dans certains cas, les communautés autochtones ont été reconnues comme entités juridiques, ce qui leur permet d'intenter plus facilement des actions en justice.

#### Travailleurs migrants

230. Par sa résolution 34/172, en date du 17 décembre 1979, l'Assemblée générale a créé un Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de convention sur les droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles, qui poursuit actuellement sa seconde lecture du projet de convention. Dans son état actuel, le projet prévoit expressément l'interdiction de la discrimination raciale contre les travailleurs migrants et les membres de leurs familles et contient des dispositions visant à assurer l'égalité générale de traitement des familles des travailleurs migrants avec les ressortissants du pays hôte, s'agissant notamment de l'accès aux services sociaux.

231. L'Organisation internationale du Travail s'emploie depuis longtemps à promouvoir l'adoption de mesures pour la prévention de la discrimination à l'encontre des travailleurs migrants. Par son action normative comme par ses activités concrètes, l'OIT vise depuis toujours deux objectifs essentiels et interdépendants : l'égalité de traitement et l'égalité des chances pour les travailleurs migrants et leurs familles, d'une part et la conclusion d'accords bilatéraux et tripartites relatifs aux politiques à l'égard des travailleurs migrants d'autre part. Les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail visent essentiellement à créer un système de protection des travailleurs migrants et de maintien des droits acquis, notamment dans le domaine de la sécurité sociale : Convention concernant les travailleurs migrants (révisée), 1949 (No 97) et Recommandation concernant les travailleurs migrants (révisée), 1949 (No 86) qui l'accompagne; Recommandation concernant la protection des travailleurs migrants dans les pays et territoires insuffisamment développés, 1955 (No 100); Convention concernant l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962 (No 118); Convention concernant les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 (No 143) et Recommandation concernant les travailleurs migrants, 1975 (No 151) qui l'accompagne; enfin, Convention concernant l'établissement d'un système international de conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982 (No 157) et Recommandation concernant la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1983 (No 167) qui l'accompagne. Un fascicule sur les Droits des travailleurs migrants a été publié en 1986. L'OIT apporte un appui technique aux diverses organisations internationales et régionales, y compris le Groupe de travail créé par l'Assemblée générale mentionné plus haut. En 1980, elle a lancé, conjointement avec le PNUD, un projet régional européen portant sur les problèmes des migrants de la deuxième génération. A la suite de la décision de mener le projet à son terme en 1985, quelques projets consécutifs ont été lancés en 1986 en vue d'utiliser les capacités spéciales des jeunes travailleurs et des anciens travailleurs migrants pour la promotion d'initiatives de développement local dans les zones de forte émigration de leur pays d'origine, ou de faciliter l'assimilation des migrants de la deuxième génération dans les pays hôtes. La Communauté européenne et les Etats ont contribué à financer certains de ces projets.

Comité intergouvernemental pour les migrations (CIM)

232. Les débats du Comité intergouvernemental pour les migrations sur l'effet social de la migration dans les pays d'accueil ont été particulièrement en harmonie avec les objectifs de la Décennie. Il a été noté que si la plupart des pays d'accueil cherchent à intégrer ou à assimiler les nouveaux venus, les pays en développement n'ont pas toujours les moyens de le faire. Il a donc été recommandé que ces derniers bénéficient d'une assistance internationale à cette fin. Eu égard à ces échanges de vues, le CIM a suggéré que les pays envisagent d'adopter un certain nombre de mesures pour tenir compte des effets sociaux de la migration. Il a notamment été suggéré que les pays encouragent l'étude de la langue du pays d'accueil et qu'ils adoptent des politiques et prennent des mesures d'insertion des familles des migrants, par exemple en créant des associations pour aider les migrants dans ce processus. On a fait observer que les médias pourraient également jouer un rôle important dans ce domaine. Le CIM a de plus émis l'avis qu'il faudrait intensifier la recherche sur les effets sociaux de la migration en vue d'améliorer la compréhension internationale du phénomène migratoire afin que des politiques appropriées soient adoptées à cet égard.

233. De nombreuses suggestions du CIM ont porté sur la manière dont on pourrait aider les migrants à s'adapter à la société d'accueil. On a dit, cependant, que les migrants devraient aussi préserver une partie de leur identité ethnique, ce qui créerait une situation dans laquelle le processus d'intégration entraînerait des changements culturels, non seulement pour les groupes d'immigrants, mais aussi pour le pays d'accueil. L'ensemble du processus d'intégration s'en trouverait d'ailleurs accéléré.

234. Le CIM a admis que le processus d'intégration était porteur de conflits entre immigrants et populations autochtones, conflits qui pourraient parfois prendre la forme de xénophobie ou de discrimination. Il a donc émis l'avis que les pays d'accueil devraient adopter des mesures visant spécialement à éviter ce phénomène.

Conseil de l'Europe

235. Le Conseil de l'Europe suit de près, par l'entremise du Comité européen des migrations (CEM) les problèmes auxquels se heurtent les travailleurs migrants. Actuellement, la plus importante des activités du Comité est le projet concernant les relations communautaires qui vise à examiner sous tous leurs aspects les relations entre les communautés de migrants (ou les communautés d'immigrants récents) et la société du pays d'accueil. Pendant la période 1987-1991, le Conseil de l'Europe va exécuter un projet multidisciplinaire coordonné concernant les relations communautaires

236. Le Comité d'experts sur les relations communautaires a défini comme suit les objectifs du projet :

a) identifier et analyser les problèmes se posant en matière de relations communautaires dans les Etats membres du fait de mouvements migratoires récents;



b) évaluer l'efficacité des politiques adoptées et des mesures prises dans différents Etats membres pour s'attaquer à ce genre de problème et pour améliorer les relations communautaires, et indiquer aux gouvernements les avantages et inconvénients de ces politiques et mesures;

c) établir une communication efficace entre tous les organismes du Conseil de l'Europe, la Communauté européenne et autres organismes internationaux intéressés, de façon que leurs activités relatives aux relations communautaires soient coordonnées;

d) établir des contacts de travail entre membres d'organismes gouvernementaux ou semi-gouvernementaux s'occupant de problèmes de relations communautaires dans les Etats membres;

e) mettre en place un réseau d'information qui puisse être utilisé par les agents locaux de relations communautaires pour échanger des données d'expérience et accroître ainsi l'efficacité de leur travail;

f) encourager la lutte contre le racisme et la xénophobie et l'élimination de la discrimination;

g) encourager tous les groupes sociaux et les institutions, y compris les communautés d'immigrants, à contribuer à l'instauration de bonnes relations communautaires;

h) déterminer les travaux de recherche nécessaires et encourager la réalisation de ces travaux dans les Etats membres.

237. En 1987, le projet est entré dans sa phase opérationnelle et les activités entreprises comprennent notamment des voyages d'études; l'examen des conclusions de divers travaux de recherche effectués récemment sur les problèmes de relations communautaires dans les Etats membres; l'étude comparative des mesures législatives prises contre la discrimination et l'incitation à la haine raciale et l'évaluation de leur efficacité dans la pratique; des réunions d'experts gouvernementaux responsables de la lutte contre la discrimination; une réunion d'experts gouvernementaux responsables d'activités d'information et de relations publiques visant à promouvoir de bonnes relations communautaires; une réunion d'organismes de projets locaux concernant les relations communautaires, en vue d'améliorer la situation de l'emploi des jeunes immigrants; le colloque sur "les migrants, les médias et la diversité culturelle" et une réunion d'experts sur les migrants, les groupes ethniques et la police.

238. Les activités prévues comprennent une réunion d'experts concernant les problèmes juridiques et pratiques découlant de l'incompatibilité entre les lois et coutumes des groupes culturels ou religieux d'immigrants et les lois et pratiques des Etats membres (1989); une réunion d'experts sur le rôle de la législation nationale et des instruments internationaux dans la lutte contre la discrimination; une conférence, organisée en commun avec le Conseil de coopération culturelle du Conseil de l'Europe, sur les aspects des relations communautaires liés à l'enseignement et à la culture; une étude des relations entre les politiques socio-économiques et les relations communautaires et une étude de la contribution des migrants/groupes ethniques à la vitalité économique des zones urbaines, par la création de petites et moyennes entreprises.

### Chapitre III

#### EVALUATION

##### 1. Approche et méthodologie

239. L'objectif assigné à l'étude appelle l'évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés au cours des Décennies.

240. On aurait pu mesurer les résultats à l'aide d'indicateurs du recul du racisme. Si l'on avait disposé de données fiables et significatives, on aurait pu comparer l'ampleur qu'avait prise le racisme de par le monde en 1973, au moment où fut lancée la première Décennie, et la situation telle qu'elle se présente à l'heure actuelle (1989). On aurait alors pu analyser la différence mesurable, qui, il faut l'espérer, aurait indiqué une amélioration, pour déterminer l'impact des efforts accomplis au cours des Décennies sur les changements observés.

241. Si, à priori, l'approche est satisfaisante d'un point de vue scientifique, elle n'est pas réalisable. Il n'y a pas de données systématiques et fiables sur l'existence et l'ampleur du racisme et de la discrimination raciale à un moment donné.

242. Le racisme ne peut se mesurer à l'aide de critères objectifs. Une première raison est que, dans bien des pays, les statistiques officielles ne sont pas réparties selon la race, car ce serait risquer d'être taxé de discrimination raciale. Une autre raison est que la notion de racisme est trop ambiguë pour permettre une mesure objective.

243. On aurait également pu évaluer l'efficacité des mesures prises par les gouvernements et les organisations non gouvernementales pour éliminer la discrimination raciale. Il aurait fallu pour cela disposer de renseignements détaillés sur ces mesures et les résultats obtenus. Sous réserve de disposer de ressources suffisantes et de recueillir un large accord sur les critères à adopter pour une telle enquête, celle-ci pourrait être réalisée par exemple sous la forme d'une mise à jour de l'étude sur la discrimination raciale établie par Hernán Santa Cruz en 1971 et révisée en 1976. On pourrait puiser dans les données fournies par les Etats dans le cadre de la Convention sur l'élimination de la discrimination raciale et dans les rapports présentés par ceux-ci et par les organisations non gouvernementales au cours des Décennies, ainsi que dans d'autres sources disponibles. Toutefois, cette formule exigerait que les critères soient perfectionnés. Une grande leçon tirée des Décennies est que de nombreux phénomènes différents sont regroupés sous le vaste titre de "racisme" et que, pour les saisir, différents types de réponses s'imposent.

244. L'évaluation a donc pour principal objet de présenter une analyse méthodique des différents phénomènes et de ce qui a été fait à propos de chacun d'eux. Elle débute, dans la section 2 du présent chapitre, par un examen des mythes racistes et de leur désintégration. Elle montre la confusion intellectuelle sur laquelle ont été construites les théories raciales et comment la science moderne a réussi à démolir les hypothèses qui sous-tendent le racisme au sens étroit du terme.

245. Pris dans son acception la plus stricte, le racisme est une forme particulière d'ethnocentrisme, développée par les Européens et leurs descendants établis dans d'autres continents. Ce serait toutefois commettre une grossière erreur que de supposer que les Européens y adhèrent d'une manière générale. Dans les cultures européennes, l'antiracisme a été une force au même titre que le racisme.

246. Il importe également de reconnaître que la discrimination fondée sur l'ethnie, la religion ou la caste a été pratiquée par des populations de différentes couleurs dans toutes les régions du monde. Il faut néanmoins admettre que le racisme stricto sensu est une invention européenne qui remonte à plus de deux siècles. Il a servi pour exclure, marginaliser et soumettre autrui. Il était fait de croyances et d'attitudes fondées sur le postulat fallacieux qu'il existait des groupes d'êtres humains supérieurs et inférieurs qui pouvaient être classés en fonction de facteurs biologiques génétiquement déterminés.

247. On n'a pas toujours établi de distinction entre ethnicité et race dans le passé. Cela a donné lieu à une grossière confusion sémantique, entretenue dans les eaux troubles de préjugés séculaires. Cette confusion s'est répercutée dans les sciences naturelles, l'histoire, la philologie, la théologie, les sciences sociales et le droit, soutenue et exploitée à des fins de domination politique et d'avantages économiques.

248. Après avoir analysé, dans la section 2, la structure de la mythologie raciste et sa désintégration, on étudiera les effets contemporains des théories raciales passées, y compris les pratiques racistes contemporaines. Ces effets dépendent des formes originales qu'ont prises les pratiques, lesquelles ont légué aux temps modernes un héritage de tensions sociales et ethniques différentes.

249. En vue d'établir un meilleur cadre d'évaluation des résultats obtenus et des obstacles rencontrés, on examinera ci-après cinq contextes différents : a) les sociétés dans lesquelles les descendants de colons européens sont en minorité mais cherchent à préserver le pouvoir politique (situation qui, de nos jours, se rencontre principalement en Afrique du Sud), b) les sociétés dans lesquelles les colons descendants d'Européens forment la majorité mais où les populations autochtones subsistent dans une proportion non négligeable, c) les sociétés dans lesquelles le problème de la discrimination raciale trouve sa source dans l'esclavage et où l'inégalité raciale persiste de nos jours, d) les sociétés européennes ou les sociétés dans lesquelles les descendants de colons venus d'Europe sont en majorité, mais où des travailleurs migrants d'autres couleurs et/ou d'origines culturelles différentes sont venus s'établir, e) les problèmes liés aux groupes minoritaires qui ne sont pas traités sous a), b), c) et d).

250. Dominant toute la scène se dresse le système d'apartheid d'Afrique du Sud, dernier vestige du racisme affiché. Ce système est maintenu moins par l'étau du mythe raciste, qui disparaît progressivement, que pour les avantages économiques et politiques qu'il procure à la minorité blanche dominante. Toutefois, la situation s'améliore même là-bas, en partie grâce aux sanctions internationales qui s'intensifient, mais surtout grâce à l'opposition nationale qui se renforce. Dans la section 3 sont analysés les changements intervenus dans la législation sud-africaine relative à l'apartheid, à la fois

tiède effort de réaction face à la critique et volonté de maintenir la suprématie blanche dans le pays. Cette volonté se révélera futile avec le temps. La force du mouvement démocratique fondé sur la participation à égalité de tous les Sud-Africains a acquis un tel dynamisme qu'elle ne peut plus être ni déviée ni réprimée. Quant à savoir combien de temps cela prendra, tout dépend de l'ampleur du soutien international apporté à la démocratie en Afrique du Sud.

251. La section 4 étudie la situation des populations autochtones, qui enfin ont obtenu accès à la vie internationale et retenu l'attention au cours des Décennies, grâce notamment aux travaux de la Sous-Commission. D'importantes mesures ont été prises, mais il reste encore beaucoup à faire.

252. La section 5 traite brièvement des conséquences présentes de l'esclavage passé. Ne disposant que de peu d'information, on n'a pu donner que de brèves indications. C'est un domaine qui mériterait peut-être qu'on lui accorde plus d'attention à l'avenir sous forme de mise à jour de l'étude de Hernán Santa Cruz.

253. Dans la section 6 sont examinées les questions touchant aux étrangers et aux travailleurs migrants. Ceux-ci font souvent l'objet de discrimination, parfois sous la forme du racisme traditionnel, mais plus souvent comme manifestation xénophobe. Ce phénomène se complique lorsqu'étrangers ou travailleurs migrants tentent de préserver des aspects importants de leur propre identité culturelle tout en cherchant à se joindre, sur une base égalitaire, à la société où ils ont migré. Si l'on a, au cours des Décennies, réussi à améliorer leur condition dans le cadre du droit international, l'action dans ce domaine est encore considérablement controversée.

254. Dans la section 7, on a examiné la discrimination touchant les membres des minorités. On est ici confronté à un dilemme : leur volonté légitime de préserver leur identité, d'une part, et leur désir de se mêler sur une base égalitaire, à l'ensemble de la société, de l'autre. Si les problèmes concernant les minorités ont retenu l'attention au cours des Décennies, aucune solution générale ne se dessine encore. Il est dit dans la présente étude que l'on ne pourra vraisemblablement pas trouver de solutions générales, vu la diversité des situations et des besoins. Il faudra vraisemblablement sérier les questions pour les traiter au cas par cas plutôt que d'essayer de trouver une approche globale à l'ensemble du problème des minorités. Enfin, dans la section 8, l'accent est mis sur le système généralisé de prévention de la discrimination, quelle qu'en soit l'origine.

## 2. La désintégration des mythes racistes

255. Le succès le plus éclatant des Décennies est probablement la conclusion quasi unanime à laquelle sont parvenus les scientifiques contemporains : les théories selon lesquelles il existerait une relation hiérarchique entre les races sont sans fondement biologique. La science moderne a pu démontrer que, biologiquement, le mot "race" est pratiquement dépourvu de sens. Cette conclusion est importante, puisque le racisme a été bâti sur des thèses pseudo-scientifiques, dont on a démontré depuis qu'elles ne reposaient sur rien.

256. L'UNESCO a, à plusieurs reprises, tenté de définir le racisme. Dans la "Quatrième déclaration sur la question raciale" 136/ de l'UNESCO, le racisme a été défini comme "des croyances et des actes antisociaux qui ont pour base l'idée fallacieuse que des relations discriminatoires entre groupes sont justifiables du point de vue biologique." La réflexion menée pendant la Décennie a permis de comprendre comment les théories racistes avaient évolué et comment elles avaient "dérapé". Il peut être utile d'examiner brièvement l'évolution de ces théories, à la lumière des connaissances actuelles.

"C'est à partir de caractéristiques physiques apparentes que se sont opérées toutes les tentatives de classement de l'espèce humaine s'efforçant de donner un contenu objectif au concept de race. Le concept ne peut, en fait, être fondé que sur des caractéristiques transmissibles, c'est-à-dire, non pas sur des particularités physiques apparentes, mais sur les facteurs génétiques qui les gouvernent" 137/.

257. Si l'ethnocentrisme est un phénomène mondial remontant probablement aux premiers groupes ethniques, le racisme, lui, est une invention européenne qui a moins de trois siècles. Le racisme est apparu à l'époque où les Européens, explorant de nouveaux continents, se sont trouvés en présence de peuples dont l'apparence physique et la culture étaient différentes des leurs. Progressivement, les Européens ont échafaudé des théories sur l'existence de liens d'ordre biologique entre l'apparence extérieure et la culture. C'est là que le racisme trouve son origine.

258. Les premières conclusions ne provenaient que de spéculations scientifiques assez anodines. Les explorateurs, les géographes, les philosophes et les pionniers de la biologie cherchaient à systématiser leurs observations quant à l'existence de peuples différant par leur couleur ou leur physionomie. Nul ne prétendait, au départ, qu'il y eût une quelconque supériorité ou infériorité entre ces catégories.

259. Le géographe français François Bernier (1684) fut le premier à utiliser la notion de races humaines, lorsqu'il voulut créer un nouveau système de classification des peuples du monde 138/. Il n'établissait pas, entre ces groupes, de distinction d'ordre intellectuel ou moral. De même, Gottfried Wilhelm Leibniz (1728) divisait l'humanité en cinq "espèces" ou "races" 139/. Son langage était encore équivoque, puisqu'il insistait sur le fait que tous les êtres humains appartenaient à une seule et même race. Pas plus que Bernier, il n'établissait de distinction entre les races en fonction de leurs capacités innées.

260. Il ne faut pas perdre de vue qu'en Europe, les dogmes religieux ont précédé les théories racistes. La façon dont la Bible décrit la Création avait amené la plupart des chrétiens, du XVIIIe siècle à croire que tous les êtres humains descendaient d'Adam et Eve et appartenaient donc tous à une même race. Parallèlement, cependant, une vive ferveur religieuse voulait que l'on considère les non-chrétiens comme des "infidèles" ou des "païens". Conquêtes et persécutions trouvaient une justification dans cette croyance. Cette ferveur religieuse - ou plutôt l'exploitation politique et économique qui en a été faite - s'exprime de façon frappante dans le "Requerimiento". Ce document a été établi à la Cour d'Espagne en 1513, à la demande des Frères dominicains, qui le destinaient aux "conquistadors". La valeur légale du document était basée sur les Bulles du pape Alexandre VI, qui, en 1493, avait délégué

aux souverains espagnols l'autorité pontificale sur la majeure partie des Amériques. Non seulement les territoires, mais aussi leurs habitants, étaient ainsi censés relever de cette souveraineté de droit divin. Le requerimiento était destiné aux conquistadors qui devaient en donner lecture aux Indiens. Si les Indiens en acceptaient les termes, ils deviendraient les serfs des Espagnols; s'ils les refusaient, le document expliquait sans ambages ce qui les attendait.

"Avec l'aide de Dieu, nous pénétrerons de force sur votre territoire, nous vous ferons la guerre par tous les moyens et de toutes les manières possibles, nous vous soumettrons au joug de l'Eglise et de Leurs Altesses (le Roi et la Reine d'Espagne) et nous vous obligerons à leur obéir, nous vous capturerons, vous, vos femmes et vos enfants, et nous vous réduirons en esclavage si Leurs Altesses le demandent; nous nous emparerons de vos biens et nous vous ferons tout le mal et vous causerons tous les dommages que nous pourrons, comme on le fait lorsque des vassaux n'obéissent pas et refusent de recevoir Dieu, Lui résistent et Le contredisent" 140/.

261. Ce n'est qu'à la fin du XVIIIe siècle que la thèse de l'existence de races différentes, aux origines diverses s'imposa, thèse que vint renforcer plus tard la théorie de l'évolution énoncée par Charles Darwin et ses successeurs : celle-ci sapait les fondements de la version biblique de la création du monde et ouvrait la voie à un racisme plus explicite. Les premiers naturalistes avaient fait, bien malgré eux, les premiers pas dans cette direction.

262. Carl von Linné (Linneaus) acquit la célébrité grâce à la systématisation de tous les êtres vivants présentée dans son Systema Naturae : il y plaçait l'être humain (Homo Sapiens) au sommet de la hiérarchie du règne animal et, comme Bernier et Leibniz, subdivisait l'humanité en quatre "espèces", en fonction de leur apparence extérieure. Dans la première édition de son ouvrage (1735), il n'établissait pas de distinction quant aux qualités innées des représentants des différentes espèces. Il semble qu'à l'instar de certains de ses contemporains, il ait commencé, dans la dixième édition (1758), à faire état d'un lien entre l'apparence extérieure et les dispositions naturelles des individus, dont le tempérament.

263. Le passage d'une simple classification des apparences extérieures à la thèse (ne reposant sur aucune preuve) de l'existence de différences innées au niveau des capacités et des caractéristiques devait entraîner, plus tard, la dégénérescence dramatique de la science dans sa façon d'aborder la question des races. L'apparition de ces idées fallacieuses semble dater de la seconde moitié du XVIIIe siècle.

264. Ni Linné ni ses contemporains ne disposaient des moyens voulus pour l'étude des facteurs génétiques qui gouvernent les caractéristiques transmissibles. Or, comme l'ont relevé, deux siècles plus tard, les scientifiques réunis par l'UNESCO en 1981 à Athènes, l'étude de ces facteurs est possible aujourd'hui, grâce aux techniques de la biologie moderne. La diversité génétique qui apparaît est bien plus grande qu'on ne l'imaginait.

"Cette diversité se manifeste en général par des différences beaucoup plus grandes entre les structures génétiques de deux individus appartenant à une même population qu'entre les structures moyennes de deux populations. Cette constatation rend donc impossible toute définition objective et stable des races humaines et enlève par conséquent à ce mot une grande part de sa portée biologique" 141/.

265. Il est essentiel, pour bien comprendre le problème, de ne pas perdre de vue que les théories sur la race, auxquelles on adhérait en Europe à la fin du XVIIIe siècle et tout au long du XIXe, faisaient rarement la différence entre "groupe ethnique" et "race"; elles ne distinguaient pas, non plus, entre caractéristiques biologiques et caractéristiques culturelles. Voici ce qu'ont déclaré à ce sujet les scientifiques réunis à Athènes en 1981 :

"L'homme a développé la culture, ce qui a permis à l'espèce humaine de s'adapter aux différents milieux écologiques et de les transformer en fonction de ses besoins. La prépondérance de la culture crée la spécificité de l'espèce humaine et enlève tout sens aux explications du comportement humain basées sur la seule étude des comportements animaux. Rien ne permet d'imputer à des différences génétiques les variations des comportements collectifs" 142/.

266. Au XIXe siècle, les auteurs des théories sur les races n'étaient pas conscients de ces aspects - ou n'y prêtaient pas attention. C'est sur la base de critères européens qu'étaient évaluées les différences observées entre les cultures des peuples vivant dans diverses régions du monde. Les Européens se jugeaient supérieurs et tenaient les autres cultures pour inférieures, à différents degrés. Les concepts étaient fallacieux à un double titre : d'une part, à cause de l'évaluation eurocentriste des facteurs culturels et, d'autre part, à cause de l'incapacité de leurs auteurs à distinguer entre les caractéristiques biologiquement (génétiquement) transmissibles et les caractéristiques acquises par la culture. Voici ce que les scientifiques réunis en 1981 à Athènes ont déclaré à ce propos :

"En fait, la complexité de l'interaction entre les facteurs biologiques et les facteurs culturels enlève tout sens à la question des parts respectives de l'inné et de l'acquis".

267. Au XIXe siècle les théories sur la race sont devenues de plus en plus catégoriques. Les darwinistes sociaux se sont empressés d'exploiter la théorie de l'évolution de Charles Darwin pour renforcer les préjugés existants sur la supériorité et l'infériorité des races.

268. Les "théories" sur la race ont alors perdu tout lien avec la science proprement dite et ne se sont plus appuyées que sur des postulats vagues et théoriques. La "science" a été mise au service de visées politiques. L'un des points de repère, dans ce processus de dégradation, est constitué par l'oeuvre notoire de Joseph Arthur, comte de Gobineau, qui élaborait dans les années 1850 une théorie ambitieuse sur l'histoire de l'humanité 143/. Il fut le premier à mettre en relief le concept de la supériorité de la race dite "aryenne". Il exerça une profonde influence, notamment sur Richard Wagner qui, à son tour, influença fortement Houston Stewart Chamberlain. L'oeuvre majeure de cet auteur britannique établi en Allemagne s'intitule Die Grundlagen des 19. Jarhunderts; la première édition date de 1899, mais l'ouvrage fut réédité 27 fois, la 28ème - et dernière - édition datant de 1942. H.S. Chamberlain

marqua fortement les mythologies autrichienne et allemande dans la première moitié du XXe siècle et influença profondément Adolf Hitler dans sa jeunesse.

269. Au XIXe siècle et au début du XXe, les théories raciales ont été utilisées à des fins sociales, politiques et émotionnelles dans certaines couches de la population européenne et nord-américaine, ainsi que dans d'autres régions du monde où des Européens s'étaient établis. Ces théories ont servi à légitimer des actions qui ont entraîné des souffrances inouïes pour des millions d'êtres humains et, ce, d'une multitude de façons. Le racisme a été utilisé pour exclure, pour marginaliser et pour imposer une domination.

270. Porté à son paroxysme, le phénomène d'exclusion, a parfois pris la forme du génocide. La marginalisation a été l'oeuvre des colons blancs au fur et à mesure de leur avancée dans des territoires où vivaient différents peuples qui se sont souvent trouvés repoussés vers l'intérieur et vers des régions inhospitalières de leur pays; certains ont été forcés d'accepter de vivre dans des réserves qui, bien souvent, ne leur offraient guère de chances de mener une vie décente. La domination, portée à son comble, a pris la forme de l'esclavage, sombre chapitre de l'histoire des Amériques.

271. Il est généralement admis aujourd'hui que l'expansion coloniale a été fortement encouragée par les thèses, alors largement répandues, de la supériorité de la civilisation et de la culture européennes. Dans son étude sur la discrimination raciale, Hernán Santa Cruz décrit ainsi ces conceptions :

"Les Européens, disait-on, ont colonisé des terres en Afrique et en Asie pour sauver les peuples autochtones de la barbarie, pour les convertir au christianisme et pour leur apporter les "bienfaits" de la civilisation. On déplorait souvent que les "indigènes" fussent aussi incapables de se gouverner eux-mêmes, qu'ils fussent si loin d'être prêts pour l'indépendance et qu'ils fussent si parfaitement incapables de maîtriser la technique moderne." 144/

272. Cela, disait-on souvent, c'était le "fardeau de l'homme blanc". Largement répandues en Europe au XIXe siècle, ces conceptions, basées sur la pseudo-science et sur la confusion de pensée, furent utilisées pour légitimer moralement les conquêtes coloniales.

273. On a dit plus haut que les théories sociales inspirées de l'idée de supériorité et d'infériorité ont fait leur apparition pendant la seconde moitié du XVIIIe siècle. C'est à cette époque aussi que la traite des esclaves a commencé à devenir un commerce très profitable. Santa Cruz écrit (par. 20) :

"Le marchand d'esclaves, censément chrétien s'est mis à faire de l'infériorité, voire de la non-humanité de l'homme noir, un article de foi pour trouver une justification commode à son commerce. Comme Philip Mason l'a fait observer, il faut voir dans cette assertion de l'infériorité des Noirs le besoin de résoudre la contradiction présente dans l'éthique chrétienne occidentale qui prêche la fraternité humaine et l'égalité de tous les peuples - non seulement devant Dieu, mais aussi dans toute démocratie - alors même qu'elle contribue à l'asservissement de certains êtres humains."



274. Avant que la guerre de sécession n'éclate aux Etats-Unis, Jefferson Davies, un dirigeant d'un des Etats du Sud, avait déclaré devant le Sénat : "L'une des compensations qu'offre l'existence de l'esclavage des Noirs est de hisser tous les Blancs au même niveau général, la présence d'une race inférieure étant, pour tout homme blanc, un facteur de dignité et un stimulant".

275. En Europe, le racisme a été utilisé surtout dans le cadre de la formation des Etats-nations et la population juive en a constitué la principale cible. Gobineau et ses disciples ont implanté le mythe de la supériorité du peuple "aryen", et des auteurs comme Houston Chamberlain ont évoqué un combat entre les peuples juif et allemand pour la domination du monde. Au cours des siècles précédents, la persécution des Juifs reposait sur l'intolérance religieuse. Dès le XIXe siècle, toutefois, on y a vu de plus en plus un problème racial. Cette optique, associée aux "théories" nazies sur la race a abouti à la catastrophe que l'on nomme aujourd'hui l'Holocauste.

276. L'effondrement des mythes racistes coïncide avec la fin de la seconde guerre mondiale; il résulte en partie de la répulsion inspirée par l'usage infiniment cruel que les Nazis ont fait du racisme et en partie du fait qu'en 1945 la science moderne avait les moyens de démontrer, preuves à l'appui, la fausseté des théories racistes. Pourtant, dans les régions du monde où, dans le passé, la structure des relations sociales reposait sur le racisme, la discrimination n'a pas disparu. Les Nations Unies se sont donné la mission difficile d'obtenir qu'il disparaisse complètement. Les Décennies visaient à encourager le déploiement d'une action concertée à cette fin.

### 3. Le démantèlement du système d'apartheid

277. En contestant le principe même selon lequel tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits, l'apartheid offre le seul exemple d'un refus opposé ouvertement et directement par un gouvernement au système des droits de l'homme établi par les Nations Unies. Ce système trouve son origine dans le racisme archaïque des XVIIIe et XIXe siècles dont l'Europe, où il était né, s'est entre-temps affranchie. Si la plus grande partie des membres de la minorité blanche continuent d'y adhérer, c'est en raison des avantages d'ordre économique et politique que procure l'alliance entre les nationalistes afrikaners et les autres éléments de la population blanche qui auraient formé la classe ouvrière si la discrimination raciale n'avait pas existé et dont la situation privilégiée ne subsiste que grâce à la persistance de la discrimination.

278. Les Nations Unies disposent de deux moyens d'action contre l'apartheid : les pressions dirigées directement contre le gouvernement de la minorité blanche, d'une part, et le soutien et les encouragements apportés au mouvement anti-apartheid, d'autre part. Comme le montre la partie descriptive du présent document, l'action s'est intensifiée au cours des Décennies et parallèlement à celle des forces anti-apartheid dont l'importance ne cessait de croître, elle a contribué à la lente érosion de l'apartheid.

279. Tant que le pouvoir politique national - législatif et exécutif - continuera d'être presque entièrement contrôlé par les Blancs, on ne pourra attendre qu'une réforme démocratique majeure intervienne; il faudra pour cela soit qu'une part prépondérante de la communauté blanche se rende compte

qu'il est dans son propre intérêt d'inclure l'ensemble de la population sud-africaine dans le processus démocratique, soit que le mouvement anti-apartheid ait acquis un poids suffisant pour imposer lui-même un changement. Un affrontement armé aurait toutefois des effets désastreux, car le Gouvernement sud-africain s'apprête, depuis des dizaines d'années, à engager une épreuve de force : il a mis en place une formidable machine de guerre et a déployé la population non blanche de telle manière que celle-ci constituerait une cible facile. C'est pourquoi on s'accorde généralement à reconnaître que ce sont des moyens économiques et politiques, et non militaires, qui devront provoquer l'effondrement du système d'apartheid. Le but des sanctions internationales, associées à la lutte contre l'apartheid qui se déroule dans le pays, est donc de parvenir à une situation où les avantages que les Blancs retirent de l'apartheid seront moindres que les coûts qu'entraîne le maintien du système. Il faut par conséquent intensifier les sanctions et renforcer le soutien et les encouragements apportés à ceux qui luttent contre l'apartheid.

280. Les réformes sont le résultat d'une double pression : la volonté, sur le plan international, d'appliquer des sanctions contre la perpétuation de l'apartheid, d'une part, et, d'autre part, les efforts déployés par les mouvements anti-apartheid en Afrique du Sud même. Si les sanctions s'affaiblissent, le processus d'introduction des réformes ralentira certainement.

281. On trouvera ci-après un examen des réformes introduites, telles qu'elles ressortent des changements apportés à la législation dans sept domaines clefs : 1) la propriété foncière et la citoyenneté; 2) la classification raciste; 3) les droits politiques; 4) l'éducation; 5) la ségrégation dans les relations humaines; 6) les emplois réservés et 7) les syndicats. Une comparaison sera établie entre la législation en vigueur à l'époque où l'apartheid était en plein essor et la situation dans les années 1988-1989.

282. Les réformes entreprises aujourd'hui n'ont qu'un caractère marginal, à l'exception de l'abolition des emplois réservés et de l'acceptation - bien à regret - des syndicats mixtes ou noirs. En outre la politique de réforme est orientée de façon que la minorité blanche puisse conserver le contrôle sur les terres et les ressources qu'elle s'est appropriées. La politique des "homelands" en est le principal élément : il s'agit d'un effort pour repousser la majorité de la population africaine dans des "Etats indépendants", alors que la plus grande partie des terres et des ressources naturelles de l'Afrique du Sud sont réservées à la population blanche, qui ne les partagerait qu'avec une relativement petite fraction de la population africaine : les personnes qui sont "urbanisées" et qui ont maintenant des droits civiques dans des zones qui étaient auparavant des zones "blanches".

283. Ainsi, le gouvernement ne cède aux pressions de l'étranger que dans des domaines où les changements ne menacent pas le maintien du contrôle par les Blancs. Lorsque le gouvernement craint qu'une réforme ne vienne gravement saper le maintien de ce contrôle, il n'est pas disposé à céder, même si les pressions se font très fortes.

284. Les sanctions ont cependant amené certains membres des milieux d'affaires d'Afrique du Sud à réclamer de nouvelles réformes. Le gouvernement peut difficilement ne pas tenir compte de ce groupe d'intérêts.

285. Dans le pays même, les groupes anti-apartheid sont conscients que la pression exercée par l'étranger ne peut, à elle seule, provoquer l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud. Elle peut apporter une aide sensible, mais les vrais changements n'interviendront que lorsque les forces qui luttent contre l'apartheid se seront affermies. Il est paradoxal que les prétendues réformes aillent de pair avec une aggravation des mesures de répression, telles que l'imposition depuis 1986 de l'état d'urgence qui a entraîné la recrudescence des mesures d'interdiction, l'application rigoureuse de la censure, ainsi que des mesures visant à empêcher l'accès à l'information; de même, la primauté du droit a été sérieusement sapée.

286. La réaction à l'extérieur du pays a revêtu divers aspects, notamment l'aspect légal avec la Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la Convention contre l'apartheid dans les sports. Peu de pays ont ratifié ces instruments, mais leur retentissement a été important à l'intérieur même de l'Afrique du Sud.

287. La Convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid a constitué un gros encouragement moral pour le mouvement anti-apartheid. Elle a montré que la communauté internationale juge le régime d'apartheid tout à fait illégitime et ses actes criminels. Cette constatation a renforcé les convictions des forces qui luttent contre lui : puisqu'elles se savent en présence d'un régime tenu pour criminel sur le plan international, elles supportent mieux leurs souffrances endurées pour une cause juste.

288. La Convention contre l'apartheid dans les sports et le boycottage sportif ont également joué un rôle important. Le boycottage est de plus en plus rigoureux et il s'est institutionnalisé sur le plan international. En 1988, le Dr Danie Craven, Président du South African Rugby Board, s'est rendu à l'étranger pour s'entretenir avec le Congrès national africain (ANC) et négocier avec ce mouvement la participation de l'Afrique du Sud aux matches internationaux de rugby. Il s'agit là d'une illustration extrêmement importante du pouvoir des sanctions : elle montre dans quel sens les efforts doivent se poursuivre.

289. Il faut éviter une rupture complète des relations entre l'Afrique du Sud et le reste du monde, notamment dans les domaines du sport et de la culture; mais les conditions du maintien des relations devraient être fixées par les forces anti-apartheid d'Afrique du Sud, y compris le mouvement de libération.

290. A l'intérieur de l'Afrique du Sud, de nouvelles structures ont commencé à remplacer celles qui reposaient sur l'apartheid. On citera à titre d'exemple l'évolution de l'"éducation populaire", tentative informelle de substituer au système d'éducation fondé sur l'apartheid un système centré sur le peuple. Depuis que le gouvernement s'est rendu compte de l'efficacité de cette activité, il s'est hâté de prendre des mesures d'interdiction contre les intéressés, en invoquant l'état d'urgence. Il reste cependant, en Afrique du Sud, un certain nombre d'associations et d'institutions qui offrent des moyens d'éducation en dehors du système de l'Etat.

291. Dans le domaine culturel, on s'est attaché à encourager, indépendamment de la culture officielle, une autre culture ayant des racines autochtones et échappant aux structures des organisations culturelles contrôlées par les partisans de l'apartheid. A la suite de la sortie du célèbre album "Graceland", réalisé par Paul Simon avec des artistes sud-africains,

un consensus s'est peu à peu dégagé entre les représentants du monde culturel, dans le pays et hors du pays, sur le fait que d'autres liens culturels devraient exister entre l'Afrique du Sud et le monde extérieur.

292. Ceux qui, en Afrique du Sud, militent en ce sens sont probablement à même de s'organiser désormais de manière à pouvoir reconnaître les personnes et les associations qui représentent réellement l'autre mouvement culturel; l'étranger devrait encourager cette évolution et leur éviter le boycottage. Cette démarche devrait contribuer à isoler les personnes et les organisations sud-africaines qui travaillent à l'intérieur du système, et à renforcer et développer l'action de tous ceux qui cherchent à mettre en place en Afrique du Sud un autre système.

293. On assiste à une évolution semblable chez les intellectuels et dans les milieux universitaires. Un nombre croissant d'universitaires, blancs ou de couleur, prennent part de plus en plus activement à la mise en place de structures représentant une alternative à l'apartheid. Il faut prendre garde au fait que certains risquent de simplement "faire semblant", afin de profiter des avantages qu'offre une ouverture internationale. Cette évolution est néanmoins riche de promesses, car elle permettra d'opérer, à l'avenir, un changement d'orientation dans la lutte menée contre l'apartheid. Il convient de noter que cette lutte n'est pas dirigée contre la population d'Afrique du Sud, mais contre la domination raciale imposée par les Blancs et contre le fait qu'une large majorité est tenue à l'écart des activités politiques, culturelles et autres. C'est pourquoi, parallèlement aux sanctions qui devraient être renforcées encore, un effort accru devrait être fait, non seulement pour soutenir les victimes de l'apartheid, mais aussi pour aider et encourager tous ceux qui luttent contre ce système et coopérer davantage avec eux.

294. Les adversaires de l'apartheid ne sont pas tous d'accord entre eux, et cet état de choses risque de compliquer le développement de la coopération avec les forces anti-apartheid en Afrique du Sud même. Il semble y avoir des divergences entre ceux qui se basent sur la Charte de la liberté de l'ANC et les partisans de la "conscience noire". Il est important que le monde extérieur n'exclue ni l'une ni l'autre de ces tendances et s'efforce de trouver un mode de collaboration avec elles, les encourageant peut-être ainsi, à terme, à se rapprocher. Elles devraient être autorisées à rechercher ensemble, par des moyens formels ou informels, qui sont les représentants authentiques des structures offrant une alternative en Afrique du Sud et donc qui devrait bénéficier de la coopération et du soutien de l'étranger.

#### La propriété foncière et la citoyenneté 145/

295. Les fondements économiques et politiques de l'apartheid ont été posés plusieurs décennies avant la création du Parti nationaliste et l'instauration officielle du régime d'apartheid, en 1948.

296. C'est dans l'appropriation par les Blancs de vastes territoires, qui a eu pour effet de marginaliser la population africaine, qu'il faut rechercher l'origine économique de l'apartheid. Cet état de fait a été officialisé d'abord, en 1913, par le "Native Land Act" et, plus tard, en 1936, par le "Native Trust and Land Act". Cette législation avait pour objet de réserver à la minorité blanche 87 % du territoire de l'Afrique du Sud, prévoyant qu'à l'avenir la majorité noire, ou bien vivrait sur les 13 % restants, ou bien

travaillerait pour les Blancs dans le reste du pays. Cette tentative visant à déshériter la population africaine a encore été renforcée par la "Black Authorities Act" No 68, de 1951 instaurant la politique de création des homelands. Des autorités locales devaient être établies dans les zones marginales réservées aux Noirs, les autorités tribales étant placées à l'échelon inférieur, encadrées par des autorités régionales puis par une autorité territoriale. Dans les zones exiguës et pauvres qui leur étaient réservées, les Noirs devaient détenir l'autorité, les Blancs se bornant à donner des avis et à prêter leur concours.

297. Le but déclaré était de donner à ces territoires l'autonomie et de les faire accéder, le moment venu, à l'indépendance complète; mais l'intention évidente était de mettre les Africains à l'écart, en leur refusant la citoyenneté sud-africaine et en les envoyant tous dans les différents homelands.

298. Cette législation fut complétée par le "Promotion of Bantu Self-Government Act" No 46 de 1959, qui accélérât le transfert de l'autorité aux territoires, dans le but de promouvoir la mise en place de l'autorité territoriale. L'objectif final de cette politique est énoncé clairement dans le "Transkei Constitution Act" No 48 (1963) et dans le "Bantu Homelands Citizenship Act" No 26 (1970) en vertu desquels toute personne noire en Afrique du Sud devenait un ressortissant relevant de l'une ou l'autre des autorités territoriales. Il ou elle n'était plus un citoyen de l'Afrique du Sud. Tel devait être le stade ultime du processus de rejet de la population africaine hors des limites de la République d'Afrique du Sud. Cette évolution a été encore accentuée par la proclamation du "Bantu Homelands Constitution Act" No 21 (1971). Les bantoustans : Transkei, Bophuthatswana, Venda et Ciskei doivent devenir "indépendants" sous le régime d'apartheid, et les autres territoires autonomes sont nommés "Etats noirs".

299. C'est en cela que réside l'aspect le plus gravement antidémocratique et raciste du système d'apartheid. Or, aucun signe n'indique que le Gouvernement sud-africain s'apprête à inverser cette politique. Les lois promulguées par la suite continuent à encourager la balkanisation de l'Afrique du Sud. Le refus unanime de la communauté internationale de considérer les bantoustans comme des "Etats indépendants" n'a pas, jusqu'à présent, amené le Gouvernement blanc de l'Afrique du Sud à changer d'avis.

300. Il n'est pas surprenant que de graves problèmes relatifs aux droits de l'homme aient surgi à l'intérieur des homelands. Ils s'expliquent par le surpeuplement et par le ressentiment bien compréhensible qu'une large fraction de la population africaine éprouve à l'égard du système d'"autonomie" imposée dans les régions marginales. Une coopération très intense existe, à l'intérieur de ces homelands, entre le Gouvernement sud-africain et certaines des autorités pour réprimer la dissidence politique.

301. Le Gouvernement sud-africain actuel cherche à accentuer la marginalisation de la population africaine, et à renforcer le contrôle qu'il exerce sur les terres et les ressources naturelles hors des bantoustans, en faisant référence aux "droits des groupes" et à l'"identité ethnique". Si le public ignore l'historique de la dépossession en Afrique du Sud, cela peut masquer les objectifs véritables.

302. Pour les Nations Unies, c'est un effort de dissimulation inutile. Les prétendus droits des groupes (group rights) ne sont pas des droits que réclament les groupes, mais une classification imposée par le régime raciste et appliquée dans le but de les maintenir à l'écart. L'identité ethnique ("ethnic identity") n'est pas celle que ressentent les personnes concernées, mais une "identité" que le gouvernement voudrait créer par le biais du système politique et de l'éducation. Le rejet de ces efforts par la population non blanche est très clair et on peut espérer que personne, dans la communauté internationale, ne se laissera prendre au piège de cette conception pervertie de l'"ethnicité".

303. La situation des Africains vivant dans les zones urbaines est un peu meilleure, car ils bénéficient des changements réels qui sont intervenus. Le "Bantu (Urban Areas) Conciliation Act" No 25 (1945), complété par le "Bantu (Abolition of Passes and Co-ordination of Documents) Act" No 67 (1952) a fixé le statut des Africains vivant dans les zones blanches, ainsi que les procédures permettant de régler les cas des Noirs dits "en surnombre et indésirables".

304. En vertu de la loi de 1945, aucun Bantou ne pouvait séjourner plus de 72 heures dans une zone réservée aux Blancs à moins d'y avoir séjourné continuellement depuis sa naissance ou d'y avoir travaillé sans interruption pour le même employeur pendant au moins dix ans. La loi de 1952 obligeait tout Noir âgé de plus de 16 ans à porter sur lui un livret d'identité permettant aux autorités blanches de contrôler s'il était autorisé ou non à séjourner dans la zone. En application de ces lois, plus de 17 millions d'Africains ont été arrêtés ou poursuivis et des milliers d'autres ont dû être "rapatriés", c'est-à-dire quitter les zones déclarées "blanches" pour aller vivre dans différents homelands.

305. Il y a eu au moins une réforme importante dans ce domaine : la "Restoration of South African Citizenship Act" No 73 (1986)". Les lois de 1945 et de 1952 ont été abrogées et la citoyenneté sud-africaine a été restituée à plus de 1 750 000 personnes résidant en permanence dans la République mais ayant perdu leur citoyenneté lorsque les homelands étaient devenus "indépendants". Cela, bien sûr, ne règle pas, et de loin, l'ensemble du problème des Sud-Africains qui vivent en dehors des homelands; c'est toutefois reconnaître l'effondrement du vieux rêve des partisans de l'apartheid qui voulaient chasser de la République d'Afrique du Sud tous les citoyens noirs. Les conséquences à long terme de la fin d'un rêve raciste seront probablement importantes, mais cette perspective ne doit pas masquer le fait que toutes les personnes vivant en Afrique du Sud, y compris les habitants actuels des bantoustans, ont le droit - dont ils devront jouir à l'avenir - d'être des citoyens à part entière et de recevoir une part équitable des terres et des ressources de l'Afrique du Sud.

#### Le système raciste de classification

306. L'aspect le plus flagrant du racisme en Afrique du Sud est la classification de la population sur la base de critères raciaux. Les origines de cette classification remontent aux premiers temps de l'histoire de l'Afrique du Sud. Aucune réforme n'est encore en projet dans ce domaine.

307. La classification raciale a été utilisée dans la législation dès 1911. Le Parti nationaliste en a fait un système rigide en particulier par la "Population Registration Act" No 30 de 1959, modifiée en 1962, 1967, 1969, 1970 et 1973, que la "General Law Amendment Act" No 90 (1964) a encore renforcée.

308. Tous les Sud-Africains ont été classés dans les catégories suivantes : Noirs, Asiatiques, autochtones (plus tard, Bantous) ou Métis. Les "Métis" et les "Bantous", ou Africains, ont ensuite été subdivisés. Pour les "Métis", on a adopté les subdivisions suivantes : Métis du Cap, Malais du Cap, Griquas, Indiens, autres Asiatiques et autres Métis. Les Africains ont été répartis par le "Promotion of Bantu Self-Government Act" No 46 (1959) entre Sothos du Nord, Sothos du Sud, Tswanas, Zoulous, Swazis, Xhosas, Tsongas et Vendas.

309. L'une des absurdités de cette législation est la procédure dite de "reclassification". Dans le "Birth, Marriages and Deaths Registration Amendment Act" No 18 (1968), la catégorie raciale dans laquelle une personne est classée doit figurer sur son acte de naissance. Il incombe à toute personne qui présente une demande de reclassement d'apporter la preuve qu'elle a été reclassée.

310. Malgré les déclarations du gouvernement selon lesquelles l'apartheid serait en voie de disparition, aucune réforme importante n'est intervenue dans ce domaine. La classification raciale est à la base de l'ensemble du système législatif de l'Afrique du Sud et constitue l'infrastructure sur laquelle repose la législation régissant le droit de vote, le droit à l'éducation et le droit de résidence. La misère humaine que provoque ce système de classification, fondé sur une application rigoureuse des théories racistes héritées du XIXe siècle, a été exposée maintes et maintes fois et il est inutile d'y revenir. Ce qu'il convient de souligner, c'est l'absence de toute indication témoignant de la volonté du gouvernement de modifier cette partie de sa législation.

#### Privation des droits politiques pour des motifs raciaux

311. Le racisme s'était déjà solidement implanté lorsque l'Afrique du Sud a accédé à l'indépendance en 1910. La Constitution privait tous les citoyens non blancs des droits parlementaires tout en tolérant, dans une certaine mesure, le maintien de certains éléments constitutionnels non raciaux dans la Province du Cap et au Natal.

312. Après la victoire électorale du Parti national, en 1948, la "Black Authorities Act" No 68 (1951) et la "Separate Representation of Voters Act" No 46 (1951) ont exclu les Métis et les Indiens des listes électorales générales, créant pour eux une liste distincte, mais prévoyant que des Blancs les représenteraient au Parlement et deux au Conseil de la Province du Cap. Les électeurs métis du Natal qui avaient déjà le droit de vote l'ont conservé jusqu'à leur mort, mais aucune inscription nouvelle n'a été autorisée. En 1959, la représentation des citoyens africains par des représentants blancs, qui remontait à 1936, a été supprimée. En 1968, la "Prohibition of Political Interference Act" No 51 a interdit les partis politiques multiraciaux en Afrique du Sud.

313. Au cours des années 80, des changements ont été introduits, mais ils ont conservé un caractère raciste. La "Republic of South Africa Constitution Act" No 110 (1983) a créé trois organes parlementaires dont les membres sont élus

sur une base raciale, et non territoriale. Les trois Chambres représentent respectivement les citoyens blancs, métis et indiens.

314. Selon cette législation, chacune des trois Chambres légifère sur ses "propres affaires", mais les lois concernant les "affaires générales" doivent être votées par les trois Chambres, séparément. Cette procédure aboutit facilement à des impasses, ce qui était prévu, et la législation est transférée au Conseil présidentiel. Ce Conseil compte des représentants de tous les principaux partis siégeant dans les trois Chambres, mais le nombre de personnes que le Président y nomme permet au parti au pouvoir de conserver une majorité permanente dans la Chambre des Blancs.

315. Ces mécanismes garantissent que le parti majoritaire à la Chambre des Blancs pourra continuer de gouverner comme il l'entend, bien qu'il doive désormais compter avec quelques restrictions modestes de ses pouvoirs. La Constitution prive la majorité africaine, soit près des trois quarts de la population totale du pays, de toute participation au niveau du gouvernement central. La loi de 1983 ne constitue donc pas une quelconque réforme de l'apartheid : il s'agit plutôt d'une modernisation du système. La participation des Noirs à la vie politique reste limitée à leur inscription sur les listes électorales de leurs homelands respectifs ou, dans le cas des Noirs vivant dans les zones urbaines, à la possibilité de prendre part à l'élection des membres noirs de l'administration locale.

316. Dix millions de Noirs vivent dans les "townships" situées à proximité des zones urbaines blanches. Les seuls droits de vote qu'ils possèdent sont ceux que leur confèrent le "Community Councils Act" (1977) et le "Black Local Authorities Act" (1982). Officiellement, les autorités locales noires ont les mêmes pouvoirs que les autorités municipales blanches : en Afrique du Sud, cela ne signifie pas grand-chose, en raison de la structure fortement centralisée de l'Etat. Les autorités locales noires ont à faire face à de graves problèmes dus à l'insuffisance des ressources financières et au manque de crédibilité politique. L'insuffisance du soutien apporté par les Noirs aux structures de l'administration locale s'est clairement manifestée lors des élections municipales du mois d'octobre, lors desquelles 11 % seulement des Noirs ayant le droit de vote se sont rendus aux urnes, bien que le gouvernement ait dépensé plus de 2,5 millions de dollars pour encourager la participation électorale dans les "townships" et que des mesures sévères aient été prises pour contrecarrer les appels au boycottage des élections.

317. Il n'est intervenu de réforme importante que dans un seul domaine : le "Constitutional Affairs Amendment Act" No 104 (1985) a annulé la disposition de la Loi No 51 de 1968 qui interdisait les partis politiques multiraciaux, quoique la loi interdise toujours qu'un soutien financier extérieur soit apporté aux partis politiques. Cette réforme pourrait ouvrir la voie à une évolution plus saine de la politique en Afrique du Sud en favorisant une participation à la vie politique non limitée par les barrières raciales. Cependant, l'absence de réformes touchant les principaux problèmes constitutionnels donne, pour le moment, aux changements intervenus une portée très limitée.



Education : distincts et inégaux

318. Une des percées majeures qu'a opérées le mouvement des droits civils aux Etats-Unis a été la dénonciation de la doctrine "égaux mais distincts", finalement rejetée par la Cour suprême des Etats-Unis statuant sur l'affaire "Brown c. Commission de l'enseignement de Topeka, Kansas" (17 mai 1954).

319. En Afrique du Sud, l'éducation dispensée est non seulement distincte, elle est aussi inégale. Un des aspects fondamentaux de l'apartheid a été l'intensification de la ségrégation scolaire qui était inscrite dans la Loi No 47 de 1953 sur l'éducation bantoue, appliquée de manière implacable et cruelle jusqu'à ce qu'éclate l'agitation estudiantine à Soweto, en 1976.

320. En 1951, le Parti nationaliste a nommé une commission présidée par M. W. Eiselen lui confiant notamment le mandat suivant :

Formuler les principes et les buts de l'éducation des indigènes en tant que race indépendante, compte tenu de leur passé et de leur présent, de leurs qualités raciales inhérentes, de leurs caractéristiques et attitudes spécifiques et de leurs besoins; ...

321. Ainsi, les "qualités raciales inhérentes" - expression courante des mythes racistes du XIXe siècle - devaient guider le système éducatif ! A travers la loi de 1953 sur l'éducation bantoue, fondée sur l'étude de la commission Eiselen, l'éducation des Africains fut sérieusement sapée, et l'écart entre les dépenses publiques consacrées à un élève africain et à un élève européen se creusa considérablement. En 1969/70, le rapport était à peine de 1 à 16 en faveur de l'élève européen. Les parents africains, qui étaient les plus pauvres du pays, furent amenés à contribuer toujours davantage au financement de l'éducation de leurs enfants. Il n'est donc pas surprenant que le nombre des élèves africains réussissant leur examen de fin d'études secondaires soit allé en décroissant.

322. Un facteur particulièrement négatif du système scolaire a été la question de l'enseignement linguistique. Si, à partir de 1955, la langue maternelle devait devenir langue véhiculaire dans l'enseignement primaire, à partir de la première année du secondaire, les matières scolaires allaient être enseignées pour moitié dans chacune des deux langues officielles, l'anglais et l'afrikaans. Cette décision suscita un profond ressentiment, en partie parce que l'afrikaans était perçu comme langue de l'opresseur raciste et en partie parce que les enseignants bilingues étaient peu nombreux. En 1976, le refus opposé par le Ministre de l'éducation de modifier ce principe de la répartition égale des matières entre les deux langues fut la cause immédiate du soulèvement de Soweto la même année.

323. Le soulèvement amena la modification du principe de l'utilisation par moitié des langues officielles comme langues d'instruction, et le choix de la langue laissé aux conseils scolaires et aux commissions de l'enseignement. En 1979, une nouvelle loi remplaça la loi de 1953 sur l'éducation bantoue. Cette loi sur l'enseignement et la formation, No 90 (1979), réglemmentait le choix d'une langue officielle et énonçait l'intention du gouvernement d'introduire l'éducation gratuite et obligatoire pour les Africains.

324. En juin 1980, une commission fut créée pour rendre compte de la situation de l'enseignement tel qu'il est dispensé en Afrique du Sud et, en février 1981, elle présenta ses conclusions sur un certain nombre de principes (Rapport De Lange). Elle recommandait que l'Etat applique le principe de l'égalité des chances et encourage l'égalité des normes de l'enseignement pour tous les habitants, sans distinction de race, de couleur, de croyances et de sexe. Elle recommandait également que l'Etat assume la responsabilité du système scolaire. Dans un avant-projet de loi de 1983, le gouvernement confirmait qu'il acceptait ces principes. L'Etat acceptait aussi d'assumer la responsabilité du financement de l'éducation et de garantir l'égalité des chances et l'égalité qualitative pour tous les groupes raciaux. Cependant, on émit des réserves en invoquant les obstacles financiers. Lorsque la loi fut votée - Loi de 1984 sur la politique nationale concernant les affaires éducatives générales - la réforme se révéla plutôt insignifiante.

325. La ségrégation n'est plus imposée dans les écoles privées. Les subventions qui leur sont accordées varient entre 15 et 45 %, ce taux dépendant maintenant davantage de la qualité de l'enseignement que des quotas raciaux.

326. En 1986, le Ministre de l'éducation s'est désolidarisé d'une déclaration faite au Sénat en 1956 par le Ministre des affaires indigènes de l'époque, M. Verwoerd, qui avait exprimé la crainte que cette formule ne produise des élèves africains "formés aux idées européennes", conduisant "la déplorable création d'idéaux blancs" et suscitant une vaste désillusion chez les Africains soi-disant "instruits", qui en viendraient à se croire supérieurs à leurs congénères et donc à penser que leur patrie spirituelle, économique et politique était avec la communauté civilisée d'Afrique du Sud, c'est-à-dire avec les Européens. M. Viljoen a déclaré en 1986 que les vues de M. Verwoerd avaient été abandonnées depuis longtemps et n'avaient pas été appliquées pendant des années.

327. L'écart entre le coût des élèves blancs et celui des élèves africains, tout en s'étant amenuisé, demeure important. En 1986, on dépensait 7,1 fois plus pour un élève blanc que pour un élève africain. Le rapport maître-élèves était de 41 Africains contre 16 Blancs pour un maître.

328. En décembre 1986, la parité des salaires des enseignants de tous les groupes de population fut introduite. Dans les écoles publiques, la ségrégation raciale est maintenue, et le gouvernement a expressément fait savoir qu'il était dans son intention de faire perdurer cette situation. Il a rejeté les demandes de suppression de la ségrégation soumises par des conseils de parents de plusieurs écoles blanches, soulignant bien qu'il n'était pas envisagé de modifier la législation pour ce motif.

#### Ségrégation dans les relations humaines

329. Si la motivation profonde de l'apartheid est de maintenir les privilèges économiques et politiques, ce principe a également été implacablement appliqué au plus profond des relations humaines. Souvent qualifié d'"apartheid mesquin", malgré tout ce que cela représente de cruauté pour les personnes en cause, c'est l'aspect du régime qui a le plus facilement attiré l'attention et où la "logique" des mythes racistes a été poussée à l'extrême.

330. Cette forme de ségrégation comprend la loi No 55 de 1949 sur l'interdiction des mariages entre Européens et non-Européens, la loi No 21 de 1950 sur l'immoralité et la loi No 23 de 1957 sur l'immoralité. Les rapports sexuels entre Blancs et Africains avaient déjà été interdits en 1927, mais les lois de 1950 et de 1957 sur l'immoralité étendaient cette interdiction aux rapports sexuels entre "Européens" et "non-Européens".

331. La loi de 1949 interdisait les mariages entre Blancs et membres d'autres groupes raciaux. Aux termes de la Loi No 21 de 1968, si une personne de sexe masculin contracte hors du pays un mariage "mixte", ce mariage sera nul et non avenue en Afrique du Sud et les partenaires pourront être poursuivis en vertu de la loi No 23 de 1957.

332. Une autre série de lois relevant de "l'apartheid mesquin" est la loi No 41 de 1950 portant création de zones réservées et la loi No 58 de 1968 portant amendement de la loi sur le développement communautaire. La première assignait des zones résidentielles et commerciales précises dans les villes, agglomérations et autres lieux aux divers groupes de population. Ceux qui n'appartenaient pas au groupe exclusivement autorisé à s'installer dans une zone déterminée étaient tenus de vendre leurs biens pour aller s'installer dans la zone réservée à leur groupe racial.

333. En vertu de la loi No 58 de 1968 portant amendement de la loi sur le développement communautaire, les commerçants désireux de s'installer dans une zone d'où ils étaient exclus devaient obtenir des permis avant que leurs licences d'exploitation puissent être renouvelées.

334. La loi No 49 de 1953 sur la séparation obligatoire dans les services publics dispose que toute personne chargée de la conduite d'un véhicule public ou d'un local public (y compris la terre, le rivage, un bâtiment, un hall, une chambre, un bureau ou des toilettes) peut, si elle le juge bon, réserver ledit véhicule ou local à l'usage exclusif de personnes appartenant à une race ou à une catégorie déterminées. Qui plus est, cet acte ne peut être déclaré nul pour le motif que des dispositions n'ont pas été prises pour toutes les races ou que les installations prévues pour les diverses races n'étaient pas égales. Cette législation conduit à la ségrégation et à la discrimination dans les lieux publics tels que parcs, trains, bancs, bureaux de poste, etc.

335. En vertu de la proclamation R.26 de 1965, une personne d'une race exclue ne peut fréquenter un lieu de divertissement public, des restaurants ou des lieux de restauration ou être membre ou invitée d'un club. Cette interdiction s'est par la suite étendue aux cinémas, théâtres, concerts, hôtels et plages.

336. Ces lois, qui montraient l'ampleur de l'application de sa politique par le régime d'apartheid, ont fait l'objet de réformes profondes. L'interdiction des mariages mixtes fut abrogée en 1985, de même que les sections pertinentes de la loi sur l'immoralité, de sorte que les mariages ou rapports sexuels entre gens de couleurs ou de races différentes ne sont plus illégaux. En revanche, la loi sur les zones réservées est toujours en vigueur. Les condamnations se font cependant plus rares. Il est maintenant un peu plus facile pour les Noirs de trouver à se loger dans les zones réservées aux Blancs. L'intention a été annoncée de modifier quelque peu cette législation en ouvrant certaines zones résidentielles. Mais des conditions sont liées à cette ouverture et font que les changements prévus ont un caractère plutôt marginal.

337. Un amendement à la loi de 1984 sur les zones réservées ainsi qu'une proclamation de 1986 ont ouvert certains quartiers d'affaires centraux aux commerçants de toutes les races. Mais la propriété des biens, y compris celle des locaux commerciaux, reste entre les mains du groupe racial désigné. Il n'y a donc jusqu'à présent que des ajustements mineurs et la mise au rebut de certaines dispositions des lois sur les zones réservées et sur la séparation obligatoire dans les services publics.

338. La ségrégation dans les services gouvernementaux a cependant été éliminée et, à l'exception des chemins de fer, il n'y a plus d'entrées, de guichets et d'ascenseurs séparés dans les bâtiments gouvernementaux. La proclamation R.71 de 1986 a assuré l'intégration dans les hôtels et restaurants et les Noirs ont accès à la plupart des installations publiques de loisirs de la plupart des communautés blanches. En matière de sport et d'installations sportives, la ségrégation est presque éliminée. Dans l'administration publique, la plupart des structures et institutions de l'Etat créées pour administrer les affaires des Noirs ont été supprimées. Les tribunaux séparés pour les Noirs ont également été abolis.

#### Emplois réservés

339. L'une des formes d'exploitation les plus marquées de l'apartheid a consisté à réserver les emplois qualifiés aux Blancs. La loi No 28 de 1956 sur la conciliation dans les conflits du travail, qui, dans sa section 77, appelée "Clause de réservation d'emplois", autorisait le tribunal du travail à faire des propositions en vue de réserver des emplois, avait pour effet de maintenir la main-d'oeuvre noire dans les emplois non qualifiés les plus bas, rendant pratiquement impossible l'accès des Noirs à la formation d'ouvrier qualifié ou à l'apprentissage d'artisan. En 1977, près de 80 % des artisans en Afrique du Sud étaient blancs et 2,2 % seulement étaient africains. Chez les apprentis, on comptait 78 % de Blancs et 1,9 % d'Africains.

340. Mais il y a eu des réformes profondes, dues surtout à une grave pénurie d'artisans et d'apprentis. La Commission d'enquête Wiehahn de 1979 sur les pratiques du travail a recommandé que les apprentis noirs reçoivent une bonne formation et soient employés dans les zones blanches. A la suite de cette recommandation, le gouvernement a abrogé la section 77 de la loi de 1956 sur la conciliation dans les conflits du travail. Les emplois réservés furent peu à peu éliminés, le dernier bastion, celui des industries extractives, s'étant effondré en 1987.

341. Les emplois réservés n'ont plus de base juridique en Afrique du Sud, et cela représente une des réformes de fond les plus considérables de ces dernières années. Les syndicats blancs ont vivement réagi contre cette réforme législative, l'un d'eux qualifiant la suppression des emplois réservés de "pire acte de trahison contre les Blancs qu'ait jamais perpétré le gouvernement en Afrique du Sud" 146/. Certes, cette modification du régime d'apartheid est principalement dictée par des raisons pratiques d'ordre économique, mais elle a radicalement battu en brèche le système rigide d'apartheid du passé.

### Les syndicats

342. Le Gouvernement Malan, du parti nationaliste, qui a pris le pouvoir en 1948 et a érigé l'apartheid en politique officielle, a fait de la suppression de la participation africaine dans les syndicats un de ses objectifs majeurs. La première mesure prise dans ce sens fut la loi No 44 de 1950 relative à la répression du communisme, qui donnait à celui-ci une acception ridiculement vaste et instituait le pouvoir de proscrire les syndicats et leurs membres. Une opération de grande envergure s'ensuivit dont on peut mesurer l'effet à travers le destin du Congrès sud-africain des syndicats (SACTU), qui, constitué en 1955, comptait un nombre considérable d'adhérents jusqu'au moment où, en vertu de la loi sur la répression du communisme, le gouvernement se mit à proscrire ses dirigeants. Le SACTU, ainsi décapité, ne fut plus en mesure de défendre les intérêts des travailleurs africains.

343. La loi No 48 de 1953 sur la main-d'oeuvre autochtone (Règlement des conflits du travail) excluait tous les Africains désignés par le terme "salariés", des syndicats enregistrés. La loi interdisait également aux travailleurs africains de se mettre en grève ou d'exprimer leur sympathie à des grévistes. Des fonctionnaires de la main-d'oeuvre bantoue (tous des Blancs) seraient désignés pour représenter les intérêts des salariés africains. La loi No 28 de 1956 sur la conciliation dans les conflits du travail interdisait la création de nouveaux syndicats mixtes. Ainsi, le parti nationaliste érigeait contre les travailleurs africains un formidable mécanisme législatif, rendant très difficile la défense de leurs intérêts.

344. En 1973, néanmoins, plus de 60 000 travailleurs africains se mirent en grève à Durban. Il ne fallut pas plus de trois ans pour que la révolte de Soweto, en 1976, mît en lumière la vulnérabilité de l'Afrique du Sud. Consciente de la frustration contenue que traduisait cette révolte et de son effet paralysant sur l'économie sud-africaine, la Commission Wiehahn recommanda que les syndicats africains et les syndicats mixtes puissent être enregistrés et que les travailleurs contractuels et les "migrants journaliers" se voient accorder le droit de s'affilier à des syndicats enregistrés. Cette décision a suscité une forte opposition des travailleurs blancs, jusqu'à l'adoption de la loi No 57 de 1981 portant amendement de la loi sur les relations professionnelles, qui remplaça la précédente loi sur la conciliation dans les conflits du travail et redéfini la loi sur les relations professionnelles des Noirs. La loi de 1981 autorisait les travailleurs de toutes races à créer des syndicats, à les faire enregistrer et à prendre part à la procédure de règlement des conflits.

345. Depuis lors, le syndicalisme noir s'est considérablement développé, et compte maintenant plus de 1 700 000 adhérents. La plupart sont membres de syndicats affiliés au Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), qui est une fédération syndicale. Un changement radical s'est donc produit en matière de réservation d'emplois et de syndicalisme. Le gouvernement et les forces de sécurité cherchent par tous les moyens à freiner et à mettre en échec l'action du COSATU, lui interdisant d'entreprendre des activités politiques et d'organiser des campagnes de propagande pour faire pression sur le gouvernement. Toutefois, l'évolution des syndicats noirs et des syndicats mixtes constitue l'un des plus gros progrès accomplis dans l'Etat raciste.

Namibie : Vers l'indépendance et l'égalité ?

346. Les pressions internationales persistantes allant de pair avec le combat mené de l'intérieur pour la liberté et la démocratie en Namibie ont fini, en 1989, par porter leurs fruits. L'occupation illégale de la Namibie n'a pas été seulement une violation du droit des peuples à l'autodétermination : le Gouvernement sud-africain a importé dans ce pays presque toute sa législation raciste.

347. En vertu des plans actuels exposés au chapitre II, la Namibie doit devenir un Etat unitaire, souverain et démocratique caractérisé par la séparation des pouvoirs entre un exécutif élu, un pouvoir législatif élu et un pouvoir judiciaire indépendant responsables de l'interprétation de la Constitution, gardien de sa primauté et du respect de la loi. Une déclaration des droits fondamentaux, alignée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, garantira l'absence de toute discrimination fondée sur la race ou d'autres motifs. Le monde observe le processus pour déterminer s'il est possible d'instaurer en Namibie des conditions qui permettront au peuple namibien de participer librement et sans intimidation au processus électoral conduisant rapidement à l'indépendance.

348. Il est important de veiller à ce que le Groupe d'assistance des Nations Unies à la Namibie pour la période de transition (GANUPT) puisse assurer un contrôle effectif, notamment pour des questions telles que la libération de tous les prisonniers politiques et l'abrogation de toutes les lois racistes bien avant les élections. Il est également essentiel de veiller au retrait des forces armées sud-africaines conformément aux arrangements conclus : à savoir que leur effectif serait réduit à 1 500 hommes au 1er juillet 1989 et qu'elles se retireraient complètement à la mi-novembre 1989. Le contrôle international effectif d'élections libres commençant le 1er juillet, et la présence, à partir du début d'octobre, d'un nombre suffisant d'observateurs électoraux ayant une entière liberté de mouvement sont parmi les aspects qu'il faut suivre de près.

349. Au cours de la période de transition, l'Organisation des Nations Unies adoptera une politique d'impartialité à l'égard des parties en présence engagées dans le processus des élections démocratiques, mais il est, bien entendu, de son devoir de veiller à ce que la transition ne soit pas dévoyée par le non-respect par l'Afrique du Sud des engagements qu'elle a pris d'assurer la transition. Ainsi, les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme doivent surveiller le processus, et notamment vérifier que l'abrogation de la législation raciste et la révocation de l'administration raciste ont effectivement lieu.

350. Si l'opération est menée à bien, le processus d'élimination du racisme aura obtenu un résultat majeur. Il faut savoir cependant que les efforts de déstabilisation peuvent se poursuivre après les élections et la déclaration de l'indépendance de la Namibie. L'Organisation des Nations Unies doit être prête à assurer une présence appropriée, si les nouvelles autorités namibiennes le désirent, en vue de consolider le processus démocratique et les conquêtes en matière de droits de l'homme pendant la période qui suivra immédiatement l'indépendance où la situation politique risque d'être tendue.

#### 4. Les populations autochtones

351. L'attention accordée à la discrimination contre les populations autochtones s'est considérablement accrue, grâce notamment aux efforts de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et aux organisations représentant les populations autochtones, qui sont de plus en plus actives. Il est cependant moins sûr que la réalité telle que la vivent les membres des populations autochtones se soit améliorée en conséquence.

352. Les manifestations actuelles de discrimination raciale à l'encontre des autochtones, à titre collectif ou individuel, sont le résultat d'un long processus historique de conquête, de pénétration et de marginalisation. Ce processus a revêtu une double forme : destruction progressive des conditions matérielles nécessaires au maintien du mode de vie et à la préservation de la langue et de la culture des populations autochtones; simultanément, attitudes et comportements d'exclusion et de différenciation négative de la part de membres du groupe dominant à l'égard des membres des populations autochtones qui cherchent à prendre part aux activités économiques et sociales de la société dominante.

353. Les bouleversements auxquels les populations autochtones ont été soumises ont commencé avec la conquête et les pressions exercées pour l'obtention des terres et des ressources (y compris l'or). En Amérique du Sud surtout, la conquête s'est donné pour justification le zèle missionnaire religieux, mais elle a pris par la suite un caractère plus racial. Plus tard encore, la société dominante s'est abritée derrière la prétendue supériorité de sa culture sur celle des populations autochtones considérée comme "traditionnelle" et inférieure. Chaque membre de ces populations autochtones est tenu pour porteur de cette culture inférieure. L'ironie profondément tragique est que c'est précisément l'appauvrissement dû à la conquête opérée par la société dominante qui a sapé les possibilités qu'auraient eues les populations autochtones de préserver et de développer leur culture et leur mode de vie.

354. Au cours des décennies, on a de plus en plus pris conscience de ce type de discrimination et de la nécessité d'y porter remède. Dans le système des Nations Unies, le premier effort novateur a été l'étude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones, établie pour la Sous-Commission par José Martínez Cobo en coopération avec Augusto Willemson Díaz. Achievée en 1984, l'étude a été accueillie par la Sous-Commission comme contribuant "de manière extrêmement utile à éclaircir les problèmes fondamentaux de caractère juridique, social et culturel se rapportant aux populations autochtones" (résolution 1984/35 de la Sous-Commission). Elle représente la documentation la plus complète qui existe jusqu'à présent sur la situation des populations autochtones et la discrimination exercée à leur encontre. Sur le plan géographique, elle englobe l'Europe, l'Asie et l'Extrême-Orient, l'Amérique du Nord et du Sud et les Caraïbes, mais elle n'a pas pu jusqu'ici s'étendre à l'Afrique. Quant aux sujets traités, ils comprennent la santé, le logement, l'enseignement, la langue, la culture, l'emploi, la terre, les droits politiques, les droits et pratiques en matière de religion et l'égalité dans l'administration de la justice.

355. Parallèlement, la Sous-Commission a créé le Groupe de travail sur les populations autochtones, qui a commencé ses travaux en 1982 et mis sur pied une tribune internationale ouverte aux représentants des populations autochtones et renforcée par la création d'un fonds de contributions volontaires destiné à faciliter leur participation aux travaux du Groupe par une assistance financière au titre des frais de voyage et de subsistance. Parmi les experts invités à un séminaire sur les effets du racisme et de la discrimination raciale sur les relations sociales et économiques entre populations autochtones et Etats, que le Centre pour les droits de l'homme a convoqué à Genève en janvier 1989, on comptait un bon nombre d'autochtones. L'un d'eux fut élu rapporteur de la réunion. Cela traduit la conscience croissante du fait que les autochtones ont leurs propres compétences et leurs propres approches du développement et montre que l'Organisation des Nations Unies en tient dûment compte. Il a été précisé pendant le séminaire, que la diversité des situations des populations autochtones devait être prise en considération dans l'élimination de la discrimination.

356. A partir de l'analyse présentée par un des experts participant au séminaire, il est possible d'indiquer au moins les divers cadres dans lesquels se trouvent actuellement les populations autochtones :

- a) l'arrière-pays, où elles mènent une existence traditionnelle, dans laquelle la société dominante n'intervient guère directement;
- b) les "enclaves" ou réserves, souvent surpeuplées et où, dans une certaine mesure, elles sont assistées, l'organisation de cette assistance portant, en pratique, préjudice à leur dignité et à leur épanouissement;
- c) les sociétés agricoles, où elles cultivent la terre, mais disposent de si petites parcelles qu'elles parviennent difficilement à en tirer par leurs propres efforts un revenu suffisant;
- d) enfin, les zones urbaines où elles vivent maintenant en grand nombre, beaucoup dans une situation marginale, victimes de discrimination et sans instruction, ce qui rend difficile leur participation à la société dominante. Seule une infime minorité a réussi à s'y intégrer totalement au prix, pour bon nombre d'entre eux, d'une perte ou d'un dédoublement de leur identité, ce qui peut être dévastateur sur le plan psychologique et social.

357. C'est donc un vaste programme qu'il convient de mettre sur pied en vue d'éliminer les effets de la discrimination passée et présente. A la suite de l'étude Cobo et dans le cadre du Groupe de travail sur les populations autochtones, l'Organisation des Nations Unies a commencé à en tracer les grandes lignes, et un certain nombre de gouvernements lui prêtent leur concours. Pour les populations vivant dans l'arrière-pays et au sein de sociétés agricoles, le problème clé est celui du contrôle des terres qu'historiquement elles ont occupées. Il est donc capital que leurs propres régimes fonciers soient reconnus et protégés. Lorsque leurs terres leur ont été prises sans qu'elles aient donné en connaissance de cause leur libre consentement, ces terres doivent leur être restituées ou faire l'objet d'indemnisations appropriées. De même, les ressources minières et celles du sous-sol des régions occupées par les populations autochtones ne doivent être exploitées qu'avec leur libre consentement et moyennant une indemnisation adéquate. Ces éléments ont également été incorporés dans le projet de déclaration sur les droits des populations autochtones, rédigé par Erica Daes, présidente du Groupe de travail (E/CN.4/Sub.2/1988/25, troisième partie).



358. Comme ces mesures ne peuvent résoudre les problèmes des populations autochtones vivant dans les réserves et en milieu urbain, d'autres dispositions seront nécessaires pour leur assurer un développement durable qui réponde bien à leurs besoins matériels. Elles doivent avoir toute latitude pour promouvoir une économie plus globale et plus vaste et pour l'administrer, selon les priorités qu'elles définiront. Elles doivent avoir la faculté de mettre en place des institutions locales autonomes, sans dispositifs de contrôle ou de tutelle extérieurs, lesquels tendent à revêtir un caractère paternaliste et suscitent donc la résistance des populations autochtones.

359. L'Organisation internationale du Travail a, elle aussi, ces dernières années, adopté une orientation semblable, s'employant à mettre à jour sa Convention No 107 concernant la protection et l'intégration des populations autochtones et autres populations tribales et semi-tribales (1957) qui, à bien des égards, ne correspondait plus aux besoins des populations autochtones. Grâce à ces initiatives de la Sous-Commission et de l'OITT, les Etats ont de plus en plus pris conscience des obligations qui leur incombent à l'égard des populations autochtones dans le cadre du système contemporain des droits de l'homme. Ces obligations sont de trois ordres :

a) obligation de respecter les droits des autochtones, c'est-à-dire de s'abstenir d'entraver leur liberté de gérer et de maîtriser leurs propres ressources;

b) obligation de protéger les autochtones contre les membres de la société dominante qui s'imposent et prennent le contrôle de ressources dont il est établi qu'elles appartiennent aux autochtones;

c) obligation d'aider ceux que l'on a privé des ressources dont ils pouvaient tirer leurs moyens d'existence. Il ne s'agit pas de distribuer gratuitement l'argent du contribuable aux autochtones : il s'agit de mettre sur pied un système d'indemnisation, par lequel la société contemporaine remboursera d'une manière ou d'une autre aux autochtones, sous forme d'argent ou d'autres ressources, les terres qui leur ont été confisquées. Cette indemnisation devra être gérée par des organisations représentant les populations autochtones elles-mêmes.

360. Lorsque les efforts normatifs des deux organisations aboutiront, les ONG, les gouvernements et la communauté internationale disposeront d'un meilleur cadre dans lequel se définir les progrès à réaliser dans ces domaines longtemps négligés.

## 5. Les situations procédant de l'esclavage

361. L'esclavage est à l'origine du racisme qui s'est répandu au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des groupes nombreux d'Américains, du nord et du sud du continent, sont les descendants d'Africains libres pris au piège, détenus et transportés de force vers les Amériques où ils furent traités comme de simples objets, souvent avec une grande cruauté. Aux Etats-Unis, le treizième amendement mit définitivement un terme à ce phénomène en 1865; dans la plupart des Etats, mais non pas dans tous, il prit fin plutôt.

362. Vint ensuite une période où ceux qui étaient redevenus des hommes libres et leurs descendants bénéficièrent théoriquement des mêmes droits et de la même protection que les Blancs. Privée de possibilités concrètes d'éducation,

n'ayant reçu qu'une formation professionnelle minimale et ayant en fait été exclue des institutions politiques et sociales, une bonne partie de la population noire était encore victime de la ségrégation. Dans l'affaire *Plessi c. Ferguson* (1896), la Cour suprême des Etats-Unis soutint la doctrine des "égaux mais distincts" à propos des services publics offerts.

363. Un changement majeur intervint avec l'introduction des engagements pris par l'Etat-providence au cours de la période du New Deal de Franklin Roosevelt. L'intégration raciale fut également encouragée dans l'armée américaine pendant et après la seconde guerre mondiale et le Mouvement des droits civils gagna du terrain dans les années 1950.

364. La grande percée que constitua l'arrêt rendu par la Cour suprême dans l'affaire déterminante "*Brown c. Commission de l'enseignement de Topeka, Kansas*" (17 mai 1954), qui déclara les services éducatifs distincts fondamentalement inégaux et donc inconstitutionnels, eut un gros impact. Il en fut de même de la loi de 1964 sur les droits civils, dont l'initiative revient au Président Kennedy, mais qui fut finalement votée à l'instigation pressante de son successeur, le Président Lyndon Johnson. La constitutionnalité de la loi fut contestée, mais la Cour suprême confirma sa décision dans l'affaire "*Heart of Atlanta Motel c. Etats-Unis*" (1964).

365. Des améliorations sensibles se produisirent, grâce à cette législation notamment, mais l'opposition à des programmes d'action palliative en a rendu la mise en oeuvre difficile. Des procès invoquant la "discrimination à rebours" ont été gagnés par des personnes qui n'avaient pas pu se faire admettre dans des écoles ayant fixé des quotas dans le cadre des programmes d'action palliative.

366. Si les droits politiques ont été largement concédés aux Noirs, on est encore bien loin de l'égalité dans les domaines économique et social. Les statistiques montrent d'une part que si, par rapport aux Blancs, les Noirs ont rapidement progressé en matière de parité salariale et d'emploi entre 1940 et 1960, le progrès s'est ralenti dans les années 60 et une régression s'est amorcée entre le milieu des années 70, et l'année 1983. Le progrès a été influencé positivement par l'amélioration de l'accès à l'éducation et la déségrégation des écoles. L'expansion rapide de l'économie d'après-guerre aux Etats-Unis a facilité celle du volume de l'emploi des Noirs et l'évolution vers la parité salariale. D'autre part, si la parité salariale continue de progresser, le volume de l'emploi des Noirs du sexe masculin a non seulement marqué le pas, mais aurait même un peu régressé depuis 1970. La discrimination en matière d'emploi pose donc actuellement le plus gros problème, aggravé par le ralentissement manifeste des mesures palliatives.

367. Dans toutes les sociétés, la discrimination sociale influe sur la protection juridique. Le phénomène s'applique également aux situations procédant de l'esclavage. Les personnes conscientes d'être victimes de la discrimination, qui souvent n'ont pas une bien haute idée d'elles-mêmes à cause du comportement de leur entourage et dont les perspectives de participation à la vie de société dans des conditions d'égalité sont relativement minces, risquent de se heurter à plus de difficultés avec la police et les tribunaux également.

368. Pour la présente étude il n'y a pas eu de collecte d'information, mais il y a tout lieu de croire que le pourcentage de la population des institutions carcérales et psychiatriques par rapport au nombre total des victimes de la discrimination sociale est élevé. Peut-être serait-il donc souhaitable de mener une enquête plus systématique sur la composition par couleur ou par ethnie de la population détenue dans les institutions carcérales ou psychiatriques.

369. De même, on pourrait faire une étude sur le recours abusif à la force par les institutions chargées de l'application de la loi à l'égard des divers groupes raciaux, ainsi qu'un bilan des mesures prises pour prévenir cet état de choses.

#### 6. Les travailleurs migrants et les autres étrangers

370. Pour expliquer les problèmes relatifs aux étrangers et aux travailleurs migrants, on dit parfois qu'ils sont liés à la race. Ici, comme dans bien d'autres situations, la notion de "race" est utilisée de façon vague et imprécise. Les étrangers, y compris les travailleurs migrants, sont bien souvent différents de la population du pays où ils résident, sur le plan culturel et parfois par la couleur. Plus ces différences sont marquées, plus les étrangers risquent d'être en butte aux sentiments et aux attitudes xénophobes de certains groupes de la population. La xénophobie s'accroît en période de récession économique et lorsque les étrangers entrent en concurrence avec les ressortissants pour l'obtention d'un travail ou d'autres ressources rares. Il arrive aussi que des politiciens utilisent la xénophobie pour élargir leur base politique.

371. Certains problèmes sont apparus à la suite de la décolonisation. Pendant la période coloniale en effet, l'administration encourageait les étrangers à s'établir dans les colonies pour travailler dans les plantations ou exercer d'autres métiers, si bien qu'après l'indépendance la situation s'est tendue et des conflits, comparables à d'autres conflits ethniques, ont éclaté à certains endroits à propos des terres et des ressources. Le fait que certaines personnes n'avaient pas acquis la nationalité des pays qui venaient d'accéder à l'indépendance, a incité les gouvernements de certains de ces pays à expulser ces "étrangers", dont les familles étaient parfois établies dans le pays depuis plusieurs générations.

372. La Sous-Commission et la Commission ont donc examiné les droits des personnes qui ne possèdent pas la nationalité du pays dans lequel elles vivent. Un membre de la Sous-Commission, la baronne Elles, a achevé, en 1976, une étude sur cette question 147/. Cette étude a donné lieu à des débats qui ont débouché sur l'adoption de la Déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne possèdent pas la nationalité du pays dans lequel elles vivent (résolution 40/144 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1985). La Déclaration rappelle les principaux droits de l'homme universellement reconnus, interdit expressément l'expulsion collective de personnes se trouvant légalement sur le territoire d'un Etat et dispose qu'un étranger ne peut être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi. En vertu de l'article 7, l'expulsion, individuelle ou collective, pour des motifs "de race, de couleur, de religion, de culture, d'ascendance ou d'origine nationale ou ethnique", d'étrangers se trouvant légalement sur le territoire d'un Etat est interdite. Cette nouvelle règle est très importante; elle ne protège toutefois pas les personnes dont la présence est jugée illégale par les autorités du pays où elles se trouvent.

373. Une deuxième série de problèmes est due aux efforts faits par les immigrés clandestins pour trouver du travail ou une source de revenu. Ils sont souvent entraînés dans cette voie et exploités par des individus et des associations qui tirent profit de leur situation. Au début des années 70, la Commission a demandé à la Sous-Commission d'étudier le problème de l'exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite et clandestin. Cette tâche a été confiée à Mme Halima Embarak Warzazi, qui a présenté ses travaux à la Sous-Commission en 1975 (E/CN.4/Sub.2/L.629).

374. Lors des débats qui ont suivi, deux questions ont été soulevées : celle du trafic illicite, et celle, plus vaste, de la protection des droits de l'homme des travailleurs immigrés, qu'ils soient ou non en situation régulière.

375. La seconde question a été examinée par l'Assemblée générale qui, par sa résolution 34/172 du 17 décembre 1979, a créé un groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles. Ce groupe se réunit deux fois par an depuis 1980 et est sur le point de terminer la seconde lecture du projet de convention.

376. De bons résultats ont été obtenus. C'est ainsi qu'aux termes du projet d'article 7, adopté en seconde lecture, les Etats parties à la Convention s'engagent à respecter et à garantir à tous les travailleurs migrants et aux membres de leurs familles... "les droits consacrés dans la présente Convention sans distinction aucune fondée sur, ..., la race, la couleur, ..., l'origine nationale, ethnique ou sociale...".

377. Les travailleurs migrants qui se trouvent légalement sur le territoire d'un Etat ont droit, au même titre que les ressortissants dudit Etat, au respect et à la protection de leurs droits civils. S'ils jouissent de la plupart des droits civils dont jouissent les ressortissants, leurs droits économiques et sociaux sont en revanche un peu plus limités. Quant aux droits politiques, la Convention ne leur en confère aucun, si ce n'est la liberté de réunion et d'organisation.

378. Les Etats se sont réservé le droit de déterminer les critères régissant l'admission des travailleurs migrants et des membres de leurs familles. La Convention ne contiendra donc aucune disposition relative à cette question cruciale et, de ce fait, n'empêchera pas que des considérations ethniques ou raciales puissent figurer, directement ou indirectement, parmi les critères d'admissibilité.

379. Les Etats parties à la Convention coopéreront pour prévenir les mouvements et l'emploi illégaux ou clandestins de travailleurs migrants. Les sanctions prévues par la Convention ne visent pas essentiellement les travailleurs migrants mais plutôt ceux qui se livrent au trafic illicite et à l'exploitation de ces personnes.

380. En ce qui concerne les travailleurs migrants en "situation irrégulière", les Etats peuvent soit régulariser leur situation en légalisant leur présence, soit veiller à leur retour organisé dans leur pays d'origine. Dans bien des cas, il est plus humain d'opter pour la première solution. Ces dernières années, d'importants groupes de travailleurs migrants ont d'ailleurs bénéficié de cette procédure.

381. En Europe, plusieurs indices témoignent de la résurgence du racisme. Une commission d'enquête désignée par le Parlement européen 148/ a signalé, en décembre 1985, que de petits groupes professaient toujours de telles idéologies :

Quarante ans après la victoire sur les régimes nazi et fascistes, dans la Communauté et les autres pays de l'Europe de l'Ouest, des groupes et des individus se réclament encore des idéologies propres à ces régimes, ou de certains de leurs aspects, notamment dans leurs composantes racistes et anti-démocratiques. (par. 345)

La taille de ces groupes reste en général réduite. La multiplicité de leurs structures, dont les causes résident dans leurs dissensions idéologiques, leurs perpétuelles querelles personnelles et les interdictions dont ils peuvent faire l'objet, cache mal la faiblesse de leurs effectifs et la modicité de leur logistique. On peut affirmer que ces groupes sont d'autant plus marginalisés que leur idéologie et leur comportement sont plus radicaux. (par. 346)

382. La Commission d'enquête a estimé que ces groupes, comme ils sont très restreints et n'ont guère de crédit auprès du public, ne constituent pas une menace sérieuse. Par contre d'autres phénomènes, qui concernent avant tout les travailleurs migrants, les réfugiés et les nouvelles minorités ethniques en Europe, ont été jugés potentiellement beaucoup plus dangereux.

Plus inquiétantes sont apparues la montée de sentiments plus ou moins diffus de xénophobie et l'augmentation des tensions entre les différentes communautés. Les communautés immigrées sont durement touchées par ces phénomènes : signes quotidiens de méfiance et d'hostilité, discrimination continue, malgré les efforts législatifs entrepris, dans la recherche d'un logement, d'un travail, et dans la délivrance des services et, en maintes occasions, des violences d'origine raciale qui peuvent aller jusqu'au meurtre. Les effets de ces phénomènes sont encore renforcés par le fait que les minorités touchées n'éprouvent souvent, à tort ou à raison, qu'une confiance réduite dans les institutions auxquelles elles peuvent avoir à s'adresser pour faire valoir leurs droits ou assurer leur protection. (par. 354)

Le développement de ce climat est à rapporter à un malaise social global, dont les éléments sont difficiles à séparer et à évaluer et dont la composition peut varier d'une situation à l'autre. Aux sentiments traditionnels de méfiance à l'égard de l'Etranger, s'ajoutent la crainte de l'avenir et un réflexe de sécurité qui provoquent souvent un repli sur soi, les préjudices que peut provoquer le traitement de l'information, tant nationale qu'internationale, et parfois une spirale de la violence où agression et protection s'enchaînent de manière presque inéluctable. L'ensemble de ces composantes se retrouve essentiellement dans les centres urbains en crise où les conditions urbanistiques, économiques et sociales altèrent gravement les possibilités de dialogue et de tolérance. (par. 355).

383. On accorde trop peu d'attention à ces phénomènes et à leurs conséquences futures :

"De nombreux Européens ont du mal à se faire à l'idée que leur pays est désormais une société mixte, composée de personnes d'origines diverses, européenne et non européenne, et que cette situation est irréversible." 149/

384. Dans un sens, le monde est devenu plus ouvert. Les transactions qui se font par-delà les frontières se multiplient. Les capitaux circulent librement aux quatre coins du monde. Les échanges scientifiques et technologiques augmentent. Comment s'étonner, dans ces conditions, que les flux migratoires entre pays augmentent également ? La conséquence est que des personnes, qui avaient pris l'habitude de vivre dans une société homogène, doivent désormais cohabiter avec des voisins dont la couleur, la langue et la culture, sont différentes des leurs.

385. Pour les anxieux, c'est une cause supplémentaire d'anxiété. Gagnés par la panique, ils tentent alors d'endiguer le flot des étrangers qui frappent à leur porte. Certains des Européens dont les ancêtres ont émigré en Amérique du Nord ou du Sud, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique ou dans d'autres régions du monde, sont hostiles à la présence de personnes d'une autre culture et d'une autre couleur qui font le chemin inverse : Africains, Asiatiques, Antillais.

386. Les pays occidentaux ont de plus en plus de mal à mener une politique d'ouverture dans d'autres régions du monde en matière de commerce, de technologie et d'investissement, alors même que l'opinion publique les presse chaque jour davantage de fermer leurs frontières aux nouveaux arrivants. Ces pays n'échapperont pas facilement à ce dilemme qui soulèvera, dans les années à venir, un grave problème de droits de l'homme. Il est important d'améliorer les règles régissant la protection des droits de l'homme des travailleurs migrants et des étrangers qui y vivent déjà légalement, mais le problème de l'accès à ces pays va se poser avec une acuité accrue dans les années à venir.

#### 7. La discrimination ethnique et la protection des minorités

387. On a dit plus haut que, par le passé, il n'avait pas toujours été établi de distinction bien nette qui permette des différenciations ou des classifications selon l'appartenance à une religion, à une race, à une minorité ou à un groupe ethnique. Pour expliquer la discrimination visant un seul et même groupe, on a donc invoqué selon les époques l'intolérance religieuse, les préjugés raciaux, les conflits sociaux, l'antagonisme culturel ou encore la xénophobie.

388. L'une des manifestations les plus graves du "racisme" en Europe, à savoir l'antisémitisme, permet d'illustrer ce phénomène. Si l'antagonisme envers le peuple juif existe depuis des siècles, les raisons invoquées pour l'expliquer ont considérablement varié au fil du temps. Pendant des siècles, les Juifs ont surtout été en butte à l'intolérance religieuse des communautés chrétiennes, à quoi s'ajoutaient cependant un conflit culturel, le souci de préserver l'intégrité nationale et, au XIXe siècle et au début du XXe siècle, la peur de la modernisation et l'hostilité contre le capitalisme. Utilisant divers

stéréotypes propagés par des campagnes antijuives, différents groupes, inspirés par des motivations très diverses, ont pris à partie la population juive.

389. Jusqu'aux années 1870 toutefois, la question n'a pas été abordée sous l'angle racial et le concept même d'antisémitisme n'avait pas cours. Ce n'est que vers 1850 que sont apparues au grand jour les théories sur la race qui ont profondément modifié la situation au cours des dernières décennies du XIXe siècle. Les théories raciales du Comte Gobineau qui, pour la première fois, font appel à la notion de race aryenne (voir plus haut, section 2 du présent chapitre) ont été renforcées par le Darwinisme social, et reprises notamment par le Cercle de Bayreuth autour de Richard Wagner; ces thèses, qui ont finalement trouvé leur expression concrète dans les écrits idéologiques de Houston Chamberlain ont contribué à cristalliser des sentiments antijuifs de nature diverse qui, vers 1870, ont été désignés par le terme d'antisémitisme, forgé à partir de vagues hypothèses relatives à un héritage biologique.

390. La grande confusion sémantique et intellectuelle qui entourait la notion d'antisémitisme était dans une large mesure délibérément entretenue. Le terme "sémite" renvoie en effet soit aux personnes de langue ou de culture sémitique, soit aux "descendants de Sem" (voir Genèse, chapitre X). Peu importait aux racistes que ces deux éléments ne coïncident pas. Ils invoquaient pêle-mêle quantités d'éléments disparates à l'appui de leurs théories. Ils prétendaient que, par leur ascendance, leur langue, leur culture, leur situation sociale, et parce qu'ils étaient les fourriers de la modernisation, les Juifs détruisaient la culture nationale, voire la nation elle-même. De petits partis politiques antisémites virent le jour en Allemagne à la fin du XIXe siècle, tandis qu'en France les sentiments antisémites culminaient à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Ces sentiments étaient largement répandus à l'époque de la première guerre mondiale, mais en Allemagne l'impact de la défaite militaire et de la débâcle économique qui l'a suivie allait en susciter la réapparition sous la forme la plus cruelle, celle que les Nazis nommèrent l'"antisémitisme scientifique".

391. Nul n'ignore l'holocauste qui en est résulté, avant et pendant la seconde guerre mondiale, mais il convient de rappeler que c'est en grande partie à cause des atrocités nazies qu'il y a eu unanimité après la guerre pour adopter et appliquer la Charte internationale des droits de l'homme et pour faire de l'élimination de la discrimination raciale un élément clef de ce processus.

392. On a rappelé ces faits pour illustrer la confusion conceptuelle qui fait souvent partie des attitudes et des comportements discriminatoires et qui entrave sérieusement les efforts faits pour lutter contre la discrimination.

393. Dans la plupart des cas, le mot "race" est utilisé par le groupe dominant (généralement les Blancs) pour établir un rapport de supériorité et d'infériorité. Le terme "ethnicité" n'entraîne pas nécessairement l'établissement d'une telle hiérarchie, mais des conflits peuvent éclater entre groupes ethniques pour maintes raisons : possession de la terre, influence politique, prédominance d'une culture, lutte religieuse, liens avec des populations d'autres pays, pour n'en mentionner que quelques-unes. Les migrations attisent ces conflits. Des problèmes surgissent soit lorsque des personnes sont déplacées de force soit lorsque l'établissement de migrants volontaires dans une région se fait contre le gré de ceux qui y vivent déjà.

394. L'Organisation des Nations Unies doit s'acquitter d'une double tâche : empêcher que les membres de groupes ethniques soient victimes de discrimination et protéger le droit qu'ont (les membres de) ces groupes d'exister en tant que groupes distincts à un ou plusieurs égards. Mener de front ces deux activités n'est pas toujours facile, surtout en période de conflits ethniques. Une bonne partie des violations des droits de l'homme communiquées à l'Organisation des Nations Unies sont liées à des conflits ethniques et culturels, qui comportent parfois des éléments religieux.

395. Ces conflits sont parfois dus à la discrimination dont sont, ou croient être victimes, les membres de groupes minoritaires ou aux efforts faits par le groupe dominant pour assimiler la minorité, en permettant à ses membres de jouir, à égalité, des droits individuels tout en les empêchant de conserver ce qui fait leur spécificité : langue, religion, culture, et autonomie locale, le cas échéant.

396. Le génocide est un cas extrême, où le groupe dominant cherche à détruire physiquement un groupe national ou ethnique. Le génocide est manifestement contraire au droit international, non seulement en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, mais aussi en vertu du jus cogens. La supervision internationale dans ce domaine est encore très faible et ne s'est guère améliorée pendant les Décennies.

397. Il n'est malheureusement pas rare que les membres des minorités se voient refuser la protection des droits de l'homme. La Sous-Commission a accordé une attention particulière au problème de la discrimination dans l'administration de la justice et a notamment examiné l'étude de feu le juge Chowdhury sur "Le traitement discriminatoire à l'encontre des membres des groupes raciaux, ethniques, religieux ou linguistiques aux différents stades de l'administration de la procédure pénale" (E/CN.4/Sub.2/1982/7). Voici ce qu'il est dit dans la conclusion de ce rapport :

"L'application d'un traitement discriminatoire aux membres de certains groupes raciaux, ethniques, religieux ou linguistiques, aux différents niveaux de l'administration de la justice, dans bien des pays, est chose banale. Il semble que les groupes minoritaires politiquement et économiquement dominés qui tâchent d'acquérir l'autodétermination et de s'élever dans l'échelle sociale se heurtent sans cesse à l'appareil juridique. Nombreux sont les membres des groupes minoritaires qui ont le sentiment que le régime de la justice pénale est de parti pris orienté contre eux et que la police est pour eux un pouvoir étranger et hostile."  
(par. 160)

398. Il conviendrait d'accorder davantage d'attention à ce problème. Lorsque les membres de minorités ont le sentiment que les fonctionnaires chargés de l'application des lois ne leur offrent pas une protection comparable à celle dont jouit le reste de la population, cela risque d'attiser les conflits ethniques et d'entraîner, de part et d'autre, une escalade de violations. Il est donc essentiel que ces fonctionnaires protègent efficacement et équitablement toutes les catégories de la population. Sinon, on risque d'assister à une dégradation de la situation, à des violations massives et à une flambée de violence en retour.



399. L'équilibre entre la prévention de la discrimination et la protection des minorités est chose délicate. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale donne de cette dernière une définition très large, puisque l'expression vise "toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondées sur ...l'origine nationale ou ethnique, qui a pour but ou pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de l'homme et des libertés fondamentales ...".

400. La Convention dispose que des mesures spéciales peuvent être prises afin d'assurer aux groupes qui sont désavantagés d'une manière ou d'une autre la protection dont ils ont besoin jusqu'à ce que l'égalité soit obtenue dans les faits. Mais la question de l'ethnicité pose d'autres problèmes. Il s'agit de conserver à la minorité, en tant que groupe, une identité distincte. Réaliser l'équilibre entre la non-discrimination et l'égalité d'une part, et le respect et la protection d'une identité distincte, d'autre part, serait probablement plus facile s'il existait des normes internationales relatives aux droits des minorités. Malheureusement, les efforts considérables que la Sous-Commission a déployés dans ce domaine avant et pendant les Décennies n'ont pas encore donné de résultats tangibles.

401. Dans le mandat initial de la Sous-Commission, il était demandé à cette dernière d'élaborer, en vue de leur adoption, des dispositions "relatives à la protection des minorités". Or il s'est avéré que cette tâche était pratiquement impossible. Pour évaluer les résultats assez limités obtenus par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, il est bon de ne pas perdre de vue certains des obstacles rencontrés.

402. Dans la préface de son étude sur "Les droits des personnes appartenant aux minorités ethniques, religieuses et linguistiques" (E/CN.4/Sub.2/384/Rev.1), présentée à la Sous-Commission en 1977, Francesco Capotorti relève quelques-uns des obstacles qui empêchent certains Etats d'adhérer sincèrement à l'idée même d'une protection spéciale des minorités : 1) Un régime international de protection risque d'être perçu comme un prétexte pour intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat; 2) on peut se demander s'il est utile d'appliquer des règles uniformes à des réalités si profondément différentes; 3) la préservation de l'identité des minorités apparaît comme une menace à l'unité et à la stabilité de l'Etat; et 4) la nécessité de prendre des mesures de protection spéciales risque de servir de prétexte à une discrimination à rebours. "Bref", conclut l'auteur, "les gouvernements préféreraient avoir les mains libres en matière de traitement des minorités" (p. iv). Dans son analyse, M. Capotorti résume donc succinctement quelques-unes des raisons pour lesquelles les gouvernements ne se sont pas montrés disposés à laisser la Sous-Commission s'acquitter sérieusement de la deuxième partie de son mandat.

403. Sans doute est-il nécessaire de tenir compte de l'avertissement lancé par M. Capotorti. Etant donné d'une part que l'utilité d'une approche uniforme dans des situations si profondément différentes est contestée et que, d'autre part, la préservation de l'identité des minorités apparaît comme une menace à l'unité et à la stabilité de l'Etat, il semble plus sage d'adopter une démarche pragmatique et de ne considérer que les aspects du problème auxquels il est possible d'apporter une solution. Les efforts faits pour élaborer les normes applicables en général aux minorités se sont heurtés à maintes reprises

à la difficulté de trouver une définition appropriée des minorités. L'expérience de la Sous-Commission et de la Commission avant et pendant les Décennies permettra de le montrer.

404. Le projet de déclaration universelle (E/CN.4/21) rédigé en 1947 par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, contenait, en son article 46, une disposition fondée sur l'expérience relative aux minorités avant la guerre : cette disposition reconnaissait le droit des personnes appartenant à certaines minorités d'entretenir leurs propres écoles et leurs institutions religieuses et culturelles au moyen de fonds publics affectés à cet effet, et d'user de leur langue devant les tribunaux, dans la presse et dans les réunions publiques. Le Comité de rédaction a édulcoré cet article en omettant le droit des minorités d'obtenir des ressources aux fins susmentionnées 150/ et la Commission des droits de l'homme a consulté la Sous-Commission qui a proposé le texte suivant :

"Dans les pays où se trouvent des groupes ethniques, linguistiques ou religieux bien définis qui se distinguent nettement du reste de la population et qui désirent bénéficier d'un traitement différentiel, les individus appartenant à ces groupes ont le droit, dans les limites assignées par l'ordre et la sécurité publics, d'ouvrir et d'entretenir des écoles et des institutions religieuses ou culturelles, et d'user de leur langue et de leur écriture dans la presse et les réunions publiques, ainsi que devant les tribunaux et autres autorités de l'Etat, s'ils jugent bon de le faire" 151/.

405. Au sein de la Commission et de l'Assemblée générale, toutefois, la majorité était opposée à ce qu'il soit fait mention de la protection des minorités dans la Déclaration universelle, laquelle ne comporte donc aucune disposition relative à cette question. A titre de compromis, l'Assemblée générale a adopté, en même temps que la Déclaration universelle, la résolution 217 C (III), dans laquelle elle priait le Conseil d'inviter la Commission et la Sous-Commission "à procéder à un examen approfondi du problème des minorités, afin que l'Organisation des Nations Unies puisse adopter des mesures efficaces de protection des minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques".

406. La résolution de l'Assemblée apparaît donc comme un moyen de masquer les désaccords. Elle n'a cependant pas suffi à décharger la Sous-Commission de la responsabilité qui lui incombait de s'acquitter de son mandat officiel.

407. En 1949, en réponse à la résolution de l'Assemblée, la Sous-Commission a défini trois étapes nécessaires pour mener à bien "l'étude approfondie" qui lui avait été demandée : a) définition des minorités; b) classification selon le type de protection requis; c) collecte de renseignements sur la situation des minorités. La Sous-Commission a également proposé qu'une disposition spéciale soit insérée dans le Pacte relatif aux droits civils et politiques qui était en voie d'élaboration.

408. En 1949, à l'occasion des débats de la Sous-Commission sur l'article à inclure dans le projet de pacte, deux grandes écoles de pensée se sont dégagées, qui influent encore sur les attitudes à l'égard de la protection des minorités : pour la première, c'est le groupe minoritaire lui-même qui est le bénéficiaire de la protection à assurer, tandis que pour la seconde le bénéficiaire est l'individu membre du groupe.

409. Le projet proposé par la Sous-Commission, qui a ensuite été adopté par l'Assemblée générale pour devenir l'article 27 du Pacte, est ainsi conçu :

"Les personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue." (résolution J (III))

410. Ce texte marquait un net recul de la Sous-Commission par rapport à la position qu'elle avait adoptée à sa première session, et ce à deux égards : 1) la protection s'appliquait désormais aux seuls individus et non plus aux groupes; 2) l'article imposait aux Etats une obligation purement passive ("ne peuvent être privés du droit"), les Etats n'étant pas expressément tenus de protéger ou d'aider les minorités.

411. D'autres demandes formulées par la Sous-Commission dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour s'acquitter de ses tâches ont été ignorées ou rejetées. La Commission et le Conseil économique et social ont refusé d'examiner les propositions de la Sous-Commission visant la collecte d'informations sur les minorités et l'adoption de mesures provisoires de protection. Ils ont éludé la question en demandant que les travaux sur la définition des minorités se poursuivent; la Sous-Commission a répondu en 1954 en soulignant qu'elle avait à maintes reprises proposé des définitions au sujet desquelles la Commission et le Conseil économique et social n'avaient pas formulé d'observations.

412. La Sous-Commission ne s'est remise à la tâche qu'après l'adoption du Pacte. En 1971, elle a nommé M. Francesco Capotorti Rapporteur spécial chargé d'entreprendre une étude sur les incidences de l'article 27 du Pacte. Achevée en 1977, cette étude reste le rapport de l'Organisation des Nations Unies le plus approfondi sur cette question. Pour M. Capotorti, les trois principaux domaines d'action future doivent être les suivants :

- a) élaboration de normes visant à compléter l'article 27;
- b) élaboration de nouvelles modalités internationales d'application;
- c) conclusion d'accords bilatéraux ou régionaux.

413. A sa trentième session, tenue en 1977, la Sous-Commission a recommandé à la Commission d'envisager d'élaborer une déclaration sur les droits des membres des minorités, dans le cadre des principes énoncés à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques 152/. En 1978, la Commission a créé un groupe de travail chargé d'examiner cette question sur la base d'un projet rédigé par la Yougoslavie 153/. Le Groupe de travail à composition non limitée de la Commission a poursuivi ses travaux pendant toutes les sessions qui ont suivi et est parvenu à un accord préliminaire sur les trois premiers articles d'une déclaration. Il est hautement improbable qu'un progrès décisif soit accompli dans l'avenir proche.

414. En 1984, par sa résolution 1984/62, la Commission a prié la Sous-Commission de définir, à son intention, le terme "minorité", une tâche qui n'est pas sans rappeler celle qui lui avait été confiée voilà plus de 30 ans.

415. La Sous-Commission a confié à l'un de ses membres, M. Dechênes (Canada) le soin d'établir un cadre pour la discussion de la définition des minorités. Dans une analyse détaillée présentée à la session de 1985 154/, l'auteur a suggéré d'exclure de la définition : a) les populations autochtones; b) les non-ressortissants et c) les majorités opprimées. Selon la définition qu'il propose, une minorité est :

"Un groupe de citoyens d'un Etat, en minorité numérique et en position non dominante dans cet Etat, dotés de caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques différentes de celles de la majorité de la population, solidaires les uns des autres, animés, fût-ce implicitement, d'une volonté collective de survie et visant à l'égalité en fait et en droit avec la majorité".

416. A la session de 1985, les membres de la Sous-Commission ont estimé que l'analyse et la proposition de l'auteur élucidaient bien le problème; cependant, des points de désaccord et des doutes sont apparus au sujet de la plupart des éléments de la proposition. Certains ont estimé que la définition ne pouvait viser les seuls ressortissants. A une exception près, tous ont admis que les peuples autochtones et les minorités devaient être traités séparément. L'idée qu'un groupe doit être à la fois en "minorité numérique" et "en position non dominante a suscité des problèmes, dans la mesure où des groupes peuvent être en majorité dans une région du pays et/ou y être en position dominante, mais peuvent être en minorité numérique et/ou en position non dominante dans l'Etat dans son ensemble. Certains membres ont également estimé que des caractéristiques autres qu'"ethniques, religieuses ou linguistiques" devraient être prises en compte, par exemple les liens culturels ou nationalistes qui contribuent à la cohésion du groupe.

417. L'étude a été transmise à la Commission par une résolution où il était dit clairement qu'il existait des divergences de vues entre les membres de la Sous-Commission et que la définition proposée par M. Dechênes n'avait pas fait l'unanimité. Il semble désormais évident qu'aucune définition générale des minorités qui fasse autorité ne pourra être adoptée par l'Organisation des Nations Unies dans l'avenir proche. Cependant, le problème demeure et est à l'origine de graves violations des droits de l'homme. Des progrès pourraient peut-être être accomplis si l'on dissociait les différents éléments du problème pour les analyser séparément.

418. La Sous-Commission et la Commission ont, dans une certaine mesure, trouvé le moyen d'aller de l'avant en consacrant une étude spéciale à certains aspects des problèmes fondamentaux ou certains groupes. C'est ainsi que la Sous-Commission procède pour les populations autochtones, à propos desquelles des normes particulières sont actuellement établies, comme il est indiqué plus haut.

419. La Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, adoptée par la Commission, puis, en 1981, par l'Assemblée générale, constitue un point de départ pour la protection des minorités religieuses (voir en particulier l'article 6).

420. Une nouvelle étape pourrait consister à élaborer des normes relatives au maintien des droits linguistiques et, le moment venu, au maintien des droits culturels, un concept beaucoup plus vaste englobant les éléments matériels et non matériels.

421. Il conviendrait toutefois de combiner l'élaboration de normes dans le domaine des droits des groupes ethniques et d'autres minorités avec la recherche de moyens par lesquels les conflits ethniques peuvent être résolus d'une manière pacifique et constructive. On pourrait s'inspirer à cet effet de l'ensemble de règles dit droit humanitaire applicable aux conflits armés. Il ne s'agit pas d'appliquer directement ce droit aux conflits ethniques, qui sont pour la plupart internes et ne sont pas dans la plupart des cas, des conflits armés au sens technique du terme. Ce qu'il faut, c'est un système de gestion qui impose des contraintes aux deux (ou à toutes les) parties en conflit. Aux fins d'un tel système, il faut définir ou élaborer des normes, des institutions et des procédures. L'examen par la Sous-Commission, en 1989, du document de travail que doit préparer l'un de ses membres, Mme Claire Palley, sur "les voies et moyens possibles que la Sous-Commission pourrait instituer afin de faciliter le règlement par des moyens pacifiques et constructifs de situations dans lesquelles sont impliquées les minorités raciales, nationales, religieuses et linguistiques" pourrait constituer un premier pas dans cette direction.

#### 8. Le système général d'élimination de la discrimination

422. L'élimination de la discrimination raciale va bien au-delà de la prévention des violations flagrantes. Elle exige, par exemple, que des mesures soient prises pour remédier aux inégalités dues à une discrimination passée. Des revenus plus bas, des niveaux de formation inférieurs, un réseau de relations sociales plus limité accroissent les difficultés que rencontrent les personnes d'une couleur ou d'une origine ethnique différentes pour parvenir à l'égalité.

423. Certains Etats prennent des dispositions ("mesures palliatives") pour corriger les effets d'une discrimination passée, notamment par l'instauration de quotas dans l'enseignement. Mais le processus est loin d'avoir été mené à bien. On sait qu'il existe dans de nombreux pays occidentaux des différences entre les revenus des Blancs et ceux des non-Blancs. Il est parfois difficile d'obtenir des chiffres à ce sujet car, pour de bonnes raisons, le critère racial n'est pas toujours pris en compte dans les statistiques. Peut-être ne serait-il donc pas judicieux de ne mentionner que les quelques pays pour lesquels on dispose de statistiques. Il faut cependant garder présente à l'esprit la grave pauvreté qui, au milieu de la richesse, touche de plus en plus d'habitants des agglomérations tant européennes que nord-américaines. Il s'agit là de conditions propices aux comportements racistes, qu'ils soient le fait de Blancs frappés par la paupérisation ou, bien souvent aussi hélas, de fonctionnaires chargés de l'application des lois.

424. Selon des informations émanant de presque toutes les sociétés multiraciales (Etats-Unis, Canada, plusieurs pays européens et Australie), les violences commises par les fonctionnaires chargés de l'application des lois touchent davantage la population non blanche que les Blancs. En Australie, une Commission royale a enquêté sur le taux très élevé des décès d'aborigènes dans les établissements pénitentiaires du pays. La Commission a brossé un tableau

très sombre de la situation et a souligné une nouvelle fois la nécessité d'accorder une attention particulière aux situations dans lesquelles des membres de la police, le personnel pénitentiaire, le personnel d'établissements psychiatriques et d'autres catégories font un usage excessif de la force à l'encontre des minorités raciales ou ethniques 155/.

425. Il serait donc souhaitable que des enquêtes comparables à celle qui a été menée en Australie, soient conduites dans d'autres sociétés multiraciales, afin de vérifier si les groupes plus vulnérables sont davantage que les autres victimes des violences de la part de fonctionnaires. Ces enquêtes feraient suite à l'étude sur la prévention des actes discriminatoires commis par des fonctionnaires chargés de l'application des lois, établie par feu M. Chowdhury, ancien membre de la Sous-Commission.

426. Un système général a été élaboré dans le cadre du droit international pour remédier à toutes les formes de discrimination, quelle qu'en soit l'origine. Le principal instrument créé à cette fin est la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD), qui a été adoptée par l'Assemblée générale en 1965 et qui, en dépit de son intitulé, porte non seulement sur la discrimination raciale mais également sur la discrimination nationale et ethnique (art. premier).

427. En vertu de la Convention, les Etats sont tenus de prendre un grand nombre de mesures pour lutter contre la discrimination; ils s'engagent notamment :

a) à faire en sorte que les autorités publiques (gouvernement), aux niveaux national ou local, ne se livrent à aucun acte de discrimination (art. 2, par. 1 a), b) et c));

b) à interdire la discrimination raciale pratiquée par des personnes ou des groupes et à favoriser les organisations et mouvements multiraciaux (art. 2, par. 1 d) et e));

c) à prendre des mesures concrètes en faveur de certains groupes raciaux (art. 2, par. 2);

d) à interdire la propagande et les organisations racistes en prévoyant à leur encontre des sanctions pénales (art. 4);

e) à garantir à chacun l'égalité devant la loi en ce qui concerne les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels (art. 5);

f) à assurer des voies de recours effectives aux personnes qui, malgré ces dispositions, sont victimes de la discrimination (art. 6);

g) enfin, septième élément de la stratégie, à combattre les préjugés et à favoriser la compréhension par l'enseignement, l'éducation, la culture et l'information (art. 7). Tous les Etats parties s'engagent en outre à prévenir et à interdire les pratiques d'apartheid sur leur territoire (art. 3).

428. Presque tous les gouvernements se sont engagés à appliquer le principe fondamental énoncé par l'Organisation des Nations Unies, en vertu duquel tous les êtres humains sont égaux en dignité et s'y emploient activement dans le cadre de la coopération internationale. La plupart de ces pays sont également

devenus parties à la Convention sur l'élimination de la discrimination raciale. Le nombre des ratifications a sensiblement augmenté.

Au 1er janvier 1989, 125 Etats étaient parties à cet instrument. Toutefois, parmi les Etats qui ne l'ont pas encore ratifié, plusieurs connaissent de graves problèmes raciaux. Il faut espérer que tous les pays dans lesquels on pense ou dans lesquels on sait que la discrimination raciale existe deviendront bientôt parties à la Convention.

429. Certains des Etats parties à la Convention ont émis des réserves à propos de certaines de ses dispositions, notamment de l'article 4 qui, dans son alinéa a), prévoit que les Etats sont tenus de déclarer délits punissables par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale et toute incitation à la discrimination raciale ..., et qui, dans son alinéa b), dispose que les Etats doivent déclarer illégales et interdire les organisations ainsi que les activités de propagande organisée et tout autre type d'activité de propagande qui incitent à la discrimination raciale et qui l'encouragent. Les rapports entre les obligations susmentionnées et le maintien de la liberté d'expression et d'association ont donné lieu à certaines controverses.

430. Tous les Etats imposent des limites à la liberté d'expression. La liberté illimitée n'a jamais existé et n'existera jamais, ne serait-ce que pour protéger les droits d'autrui. Mais tous les Etats vont plus loin et imposent encore d'autres limites, pour des raisons de sécurité nationale ou pour prévenir la sédition. Il ne s'agit donc pas d'une question de principe bien définie, mais d'un choix politique quant aux droits auxquels accorder la protection la plus étendue. Si la liberté d'expression est un droit très précieux, il faut cependant la limiter pour éviter que des abus ne soient commis en son nom <sup>156/</sup>. Il s'agit donc de trouver le juste équilibre entre l'interdiction de la propagande et des organisations racistes, d'une part, et la liberté d'opinion et d'association énoncée aux articles 19 et 20 de la Déclaration universelle et aux articles 19, 21 et 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques d'autre part.

431. En vertu de ces articles, les Etats ont le droit de limiter la liberté d'expression et d'association pour protéger les droits d'autrui. Il est vrai que les doctrines racistes et les organisations raciales menacent les droits d'autrui et l'adoption de l'article 4 par l'Organisation des Nations Unies, doit être considérée comme indiquant que, de l'avis de la majorité des Etats membres, ces limitations sont compatibles avec la liberté d'expression, d'opinion, d'information et d'association énoncées dans la Charte internationale des droits de l'homme.

432. Le contrôle international de l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui a été confié au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), n'a pas encore donné tous les résultats attendus. De nombreux Etats ne s'acquittent pas de l'obligation qui leur incombe de présenter des rapports. Par ailleurs, le CERD n'a pas pu, faute de ressources, étudier de manière approfondie les rapports qui lui ont été présentés ni dialoguer suffisamment avec les représentants des pays concernés. Plus positif est le fait qu'un nombre suffisant d'Etats (12 en janvier 1989) ont maintenant fait la déclaration reconnaissant la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, en vertu de l'article 14 de la Convention, pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes ou de groupes

de personnes qui se plaignent d'être victimes d'une violation. Des personnes peuvent donc désormais s'adresser directement à un organe international de contrôle pour les questions relatives à la discrimination raciale. Il faut espérer qu'en 1993, c'est-à-dire à la fin de la seconde Décennie, beaucoup d'autres Etats auront fait cette déclaration. Plus importante encore est la question de savoir dans quelle mesure les Etats appliquent, dans les territoires relevant de leur juridiction, la stratégie globale définie dans la Convention. Sur ce point, de nombreux indices encourageants ont été enregistrés.

433. Le Secrétariat de l'ONU prépare actuellement un recueil des lois et règlements nationaux en la matière. Une fois achevé, ce document permettra d'évaluer avec davantage de précision dans quelle mesure la stratégie a été appliquée. Pour procéder à une évaluation complète il faudra attendre que des renseignements soient réunis plus systématiquement sur chacun des éléments de la stratégie définie plus haut. Il est certain toutefois que, durant les Décennies, nombre d'Etats ont développé ou amélioré leurs politiques, leurs institutions et leurs procédures afin de lutter plus efficacement contre la discrimination.

434. On mentionnera deux approches à titre d'exemple, ce qui ne signifie pas que d'autres Etats n'aient pas pris, eux aussi, des mesures efficaces. La première de ces deux démarches est celle de la Nouvelle-Zélande qui, par son histoire, réunit la plupart des éléments examinés dans la présente étude : populations de couleurs différentes; aborigènes; immigrants européens et leurs descendants; travailleurs migrants et immigrants nouveau-venus, originaires de pays non européens.

435. Il semble que la Nouvelle-Zélande ait réussi à gérer cette situation mieux que la plupart des autres pays. Les relations entre la population autochtone (maorie) et les immigrants européens avaient déjà été définies par le Traité de Waitangi en 1840, et en 1975 une loi a été promulguée, portant création du tribunal de Waitangi chargé de recevoir les communications de personnes se plaignant de violations du Traité par la Couronne et de faire des recommandations. D'autres modifications de la loi ont permis d'améliorer la protection dont jouissent les autochtones en vertu du Traité de Waitangi et il semble que d'autres pays où vivent des populations autochtones pourraient s'inspirer des expériences menées par la Nouvelle-Zélande dans ce domaine.

436. D'autres textes importants sont la Race Relations Act de 1971 (Loi sur les relations entre les races), complétée par la Human Rights Commission Act de 1977 (Loi portant création d'une Commission des droits de l'homme). Il faut mentionner aussi le Race Relations Conciliator (médiateur chargé des relations raciales) et l'Equal Opportunities Tribunal (le Tribunal de l'égalité des chances). Ce système offre à la fois un cadre normatif global et un ensemble de mécanismes institutionnels visant à combattre la discrimination raciale. Il convient de citer également les dispositions prévoyant des mesures concrètes spéciales à l'intention des populations autochtones. La State Sector Act de 1988 (Loi sur le secteur public) exige de tous les ministères qu'ils mettent en oeuvre un Equal Opportunities Programme (Programme sur l'égalité des chances), qui est défini comme "un programme visant à repérer et à éliminer tous les aspects ou politiques, procédures et autres barrières



institutionnelles qui entraînent ou perpétuent, ou tendent à entraîner ou perpétuer, les inégalités en ce qui concerne l'emploi d'une personne ou d'un groupe de personnes". La State Sector Act permettra de veiller à ce qu'aucun obstacle ne s'oppose en pratique au recrutement de membres de la population autochtone maorie ou d'autres minorités dans la fonction publique.

437. La seconde démarche qui va être brièvement évoquée est celle de la Suède, où le principal problème est celui des travailleurs migrants et d'autres immigrés. Lorsqu'elle a ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale la Suède, comme de nombreux autres pays, a apporté des modifications à sa législation, et notamment à son Code pénal, afin de l'aligner sur l'article 4 de la Convention.

438. La Suède a cependant ceci de particulier qu'elle a également créé la fonction spéciale d'Ombudsman, pour combattre la discrimination ethnique. L'Ombudsman est habilité à lutter activement contre la discrimination ethnique, tant au niveau individuel que collectif, en coopérant à cet effet avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales. L'Ombudsman peut intervenir dans tous les aspects des relations sociales, mais son action porte avant tout sur la prévention de la discrimination dans le domaine de l'emploi. N'étant pas un procureur, il joue surtout un rôle préventif et constructif.

439. Le fait qu'une personne qui se juge victime d'une violation de ses droits puisse disposer facilement de procédures de recours internes constitue un moyen essentiel de prévenir la discrimination.

Notes

- 1/ Résolution 2919 (XXVII) du 15 novembre 1972.
- 2/ Résolution 616 (VII) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1952.
- 3/ Résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 6 novembre 1962.
- 4/ Résolution 2054 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1965.
- 5/ Résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965.
- 6/ Annexe à la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 2 novembre 1978.
- 7/ Point 12 a) du programme d'action de 1973.
- 8/ Point 13 g) du programme d'action de 1973.
- 9/ Point 4 b) du programme d'action de 1978.
- 10/ Point 14 du programme d'action de 1983.
- 11/ Point 13 j) du programme d'action de 1973.
- 12/ Résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 30 octobre 1973.
- 13/ Point 12 a) i) du programme d'action de 1973.
- 14/ Point 12 a) v) du programme d'action de 1973.
- 15/ Point 17 du programme d'action de 1973.
- 16/ Points 37 à 39 du programme d'action de 1978.
- 17/ Point 2 du programme d'action de 1983.
- 18/ Points 1 x) et 21 du programme d'action de 1978.
- 19/ Points 22 à 28 du programme d'action de 1983.
- 20/ Paragraphe 1 à 15 du programme d'action de la deuxième Conférence mondiale.
- 21/ Point 12 a) du programme d'action de 1973.
- 22/ Point 1 du Programme d'action de 1978.
- 23/ Point 15 de la Déclaration de 1983.

- 24/ Points 16 à 21 du programme d'action de 1983.
- 25/ Points 7 vi), vii), x) du programme d'action de 1978.
- 26/ Points 22 à 28 du programme d'action de 1978.
- 27/ Point 35 du programme d'action de 1978.
- 28/ Points 53 et 54 du programme d'action de 1983.
- 29/ Points 6, 7 et 31 du programme d'action de 1978.
- 30/ Points 29 à 32 du programme d'action de 1983.
- 31/ Point 13 e) et f) du programme d'action de 1973.
- 32/ Points 8 à 11 du programme d'action de 1978.
- 33/ Points 29 à 39 du programme d'action de 1983.
- 34/ Point 12 a) x) du programme d'action de 1973.
- 35/ Points 12 à 14 et 28 du programme d'action de 1978.
- 36/ Point 41 du programme d'action de 1983.
- 37/ Point 13 x) du programme d'action de 1978.
- 38/ Point 41 a) du programme d'action de 1983.
- 39/ Points 13 et 14 du programme d'action de 1978.
- 40/ Voir document A/39/167-E/1984/33 et Add.2.
- 41/ Voir annexe à la résolution 42/47 de l'Assemblée générale, en date du 30 novembre 1987.
- 42/ Résolutions de l'Assemblée générale 42/47, en date du 30 novembre 1987, et 43/50 en date du 5 décembre 1988; résolutions du Conseil économique et social 1987/19, 1986/2, 1987/3 et 1988/8.
- 43/ Commission des droits de l'homme : résolution 1 (XXVIII), en date du 15 mars 1972 : "Suggestions et projet de programme relatifs à une Décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale"; programme à long terme pour une campagne internationale de lutte contre le racisme, l'apartheid et la discrimination raciale. Note du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/325, en date du 31 juillet 1972).
- 44/ Résolution 2785 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1973; voir par exemple E/CN.4/1985/28 (OIT); E/CN.4/1985/29 (UNESCO).
- 45/ Résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 2 novembre 1973, annexe, par. 18 b).

46/ Ibid., par. 18 f).

47/ Rapport de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, Genève 1er-12 août 1983 (A/CONF.119/26, par. 54).

48/ Résolution 39/16 de l'Assemblée générale, en date du 23 novembre 1984, par. 11.

49/ Ibid., par. 5 et 6; le plan d'activités pour la période 1985-1989 figure dans le document A/39/167-E/1984/33 et Add.1 et 2.

50/ A/39/167-E/1984/33, Add. 2, par. 10.

51/ Résolution 38/14 de l'Assemblée générale, en date du 22 novembre 1983.

52/ La résolution de l'Assemblée générale la plus récente à ce sujet est la résolution 43/91, en date du 8 décembre 1988.

53/ L'appel figure dans la résolution 40/22 de l'Assemblée générale et la décision dans les résolutions de l'Assemblée 39/16, 41/94, 42/47 et 43/91.

54/ Résolutions 42/14 et 43/26 de l'Assemblée générale.

55/ Résolutions 42/23 et 43/50 de l'Assemblée générale.

56/ Résolutions de l'Assemblée générale 42/71, 42/74 et 42/75, en date du 4 décembre 1987; et 43/45, 43/46 et 43/47, en date du 22 novembre 1988.

57/ Résolution 42/181 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1987.

58/ Résolution 42/201 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1987.

59/ Résolution 1984/43 du Conseil économique et social.

60/ Résolution 1988/6 du Conseil économique et social.

61/ Conformément à la décision 1985/141 du Conseil économique et social.

62/ Résolution 1987/56 du Conseil économique et social.

63/ Résolutions 1987/63 et 1988/41 du Conseil économique et social.

64/ Résolution 34/24 de l'Assemblée générale, en date du 15 novembre 1979.

65/ George Odarty Lamprey : "Study on specific measures to be taken with a view to ending all forms of commercial, financial and technological assistance to the economy of South Africa".

66/ Résolution 1986/8 du Conseil économique et social.

67/ Résolution 1988/8 de la Commission des droits de l'homme.

- 68/ Résolutions 1988/9 et 1989/5 de la Commission des droits de l'homme.
- 69/ Résolutions 1988/10 et 1989/3 de la Commission des droits de l'homme.
- 70/ Résolutions 1988/12, 1988/13, 1989/6 et 1989/7 de la Commission des droits de l'homme.
- 71/ Résolutions 1988/14 et 1989/8 de la Commission des droits de l'homme.
- 72/ E/CN.4/Sub.2.
- 73/ E/CN.4/Sub.2/425 et Corr.1 à 3 et Add.1 à 7; E/CN.4/Sub.2/469 et Corr.1 et Add.1; E/CN.4/Sub.2/1983/6 et Add.1 et 2; E/CN.4/Sub.2/1984/8 et Add.1 et 2.
- 74/ Résolution 1988/3 de la Sous-Commission.
- 75/ Résolution 1988/4 de la Sous-Commission.
- 76/ Résolution 1988/7 de la Sous-Commission.
- 77/ ST/HR/SER.A/9.
- 78/ ST/HR/SER.A/19.
- 79/ Décision II (XI) adoptée par le Comité à sa 233ème séance, le 7 avril 1975 (E/5636/Add.3, annexe, p. 1). Les décisions figurent dans le rapport annuel du Comité pour 1975 (A/10018).
- 80/ Voir par. 510 et 513 du rapport du Comité à l'Assemblée générale, à la trente-sixième session.
- 81/ A/CONF.119/10 et 11.
- 82/ Résolution 39/21 de l'Assemblée générale, en date du 23 novembre 1984, par. 6.
- 83/ Par. 626 à 631 du rapport du Comité à l'Assemblée générale, à la quarantième session.
- 84/ E/CN.4/1497.
- 85/ E/CN.4/1985/8.
- 86/ E/CN.4/1986/9, E/CN.4/AC.22/1987/1, E/CN.4/1988/8, E/CN.4/A29/8.
- 87/ E/CN.4/1986/3.
- 88/ E/CN.4/1989/8.
- 89/ A/39/22 et Add.1, A/40/22 et Add.1 à 4, A/41/22 et Add.1, A/42/22.
- 90/ Extrait des rapports de l'Assemblée générale mentionnés dans la note précédente.

91/ Extrait des rapports du Conseil à l'Assemblée générale A/39/24, A/40/24.

92/ E/CN.4/1985/27.

93/ E/CN.4/1986/30, E/CN.4/1987/28, E/CN.4/1988/32, E/CN.4/1987/33.

94/ Voir document E/C.10/83.

95/ Voir en général l'étude rédigée par George O. Lamprey pour la deuxième Conférence mondiale (A/CONF.119/13, par. 151 à 156).

96/ Résolution 39/16 de l'Assemblée générale, par. 10.

97/ Sous-Comité sur le racisme, la discrimination raciale, l'apartheid et la décolonisation du Comité des organisations non gouvernementales sur les droits de l'homme, rapport sur les activités entreprises à l'appui de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, 1975-1983, p. A-2.

98/ A/CONF.92/40 (1978), annexe VIII : déclaration des organisations non gouvernementales participant à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. A/CONF.119/26 (1983), annexe IX, participation des organisations non gouvernementales à la Conférence.

99/ Résolution 39/16 du 23 novembre 1984, par. 11 a).

100/ Voir les résolutions suivantes de l'Assemblée générale : 3223(XXIX) du 6 novembre 1974, 3377(XXX) du 10 novembre 1975, 31/77 du 13 décembre 1976, 32/10 du 7 novembre 1977, 33/98 du 16 décembre 1978, 34/24 du 15 novembre 1979 et annexe, 36/8 du 28 octobre 1981 et 37/40 du 3 décembre 1982.

101/ Résolution 41/94 de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1986, par. 15.

102/ Résolution 40/22 de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1985, par. 11.

103/ Résolution 1987/12 de la Commission, par. 3.

104/ Résolution 1987/12 de la Commission, par. 3.

105/ Résolution 8 (XXXII) de la Commission, 1978.

106/ Résolution 3 (XXXVII) de la Commission, 1981.

107/ Résolution 25 (XXXV) de la Commission, 1979.

108/ Etude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, par Charles D. Ammoun, rapporteur spécial (publication des Nations Unies, numéro de vente 1957, XIV.3).

109/ La discrimination raciale, par Hernán Santa Cruz, rapporteur spécial (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.XIV.2).

110/ Exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite et clandestin, par Mme Halima Embarek Warzazi, rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/L.640, 1975).

111/ Etude des droits des personnes appartenant aux minorités ethniques, religieuses et linguistiques, par Francesco Capotorti, rapporteur spécial (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.XIV.1).

112/ Dispositions internationales pour la protection des droits de l'homme des non-ressortissants, par la Baronne Elles, rapporteur spécial (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.80.XIV.2).

113/ Etude sur le traitement discriminatoire à l'encontre des membres des groupes raciaux, ethniques, religieux ou linguistiques aux différents stades de l'administration de la procédure pénale telle que les enquêtes policières, militaires, administratives et judiciaires, l'arrestation, la détention, le déroulement du procès et l'exécution des peines, y compris les idéologies ou les croyances qui contribuent au racisme ou y conduisent dans l'administration de la justice pénale par le Juge Abu Sayeed Chowdhury, rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/1982/7).

114/ Etude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones, par José R. Martinez-Cobo, rapporteur spécial, supplément du rapport final (E/CN.4/Sub.2/1982/2 et Add. 1 à 7 (1983)).

115/ Résolution 1988/6 de la Sous-Commission, par. 8 et 4 respectivement.

116/ Résolution 41/94 de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 1986, par. 9.

117/ A/CONF/92/17.

118/ A/CONF/92/18.

119/ A/CONF/92/24.

120/ ST/TAO/HR/23.

121/ A/CONF/92/17.

122/ ST/HR/SER.A/3; ST/HR/SER.A/7; ST/HR/SER.A/11.

123/ A/CONF/119/5, point 9.

124/ A/CONF/92/29 et 119/5.

125/ A/CONF/119/5, point 50.

126/ A/CONF/119/5, points 51 et 52.

127/ A/CONF/92/4, p. 12 et 13 et A/CONF/119/6.

128/ A/CONF/119/6, point 12.

129/ E/5760, point 33.

130/ A/CONF/119/6, point 11.

131/ A/CONF/119/7.

132/ A/CONF/92/4, paragraphes 104 à 106.

133/ A/CONF/92/4, paragraphes 114 à 123.

A/CONF/119/4, chapitre II.

Rapports du Secrétaire général établis conformément au paragraphe 18 e) du Programme pour la Décennie.

134/ Au 12 août 1988, date de clôture de la trente-sixième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, 125 Etats étaient parties à cet instrument et 12 avaient fait la déclaration prévue à l'article 14.

135/ E/CN.4/1989/22.

136/ UNESCO, Quatre déclarations sur la question raciale, Paris 1969.

137/ UNESCO : Science et racisme. Rapport du colloque organisé à Athènes par l'UNESCO (30 mars-3 avril 1981). Rapport publié sous la direction de Philippe Lefait, UNESCO 1982.

138/ François Bernier : Nouvelle division de la terre, par les différentes espèces ou races d'hommes qui l'habitent (Journal des Scavans 12, 1685, p. 148).

139/ Gottfried Wilhelm Leibniz, Otium Hanoveranum, Leipzig 1628.

140/ Tzetvan Todorov : The Conquest of America, translated by Richard Hower (New York, 1984) p. 147. Citation tirée de Leonard Thomson : The Political Mythology of Apartheid, Yale University Press, New Haven, 1985, p. 5 et 6.

141/ Science et racisme, op. cit., p. 32 et 33.

142/ Science et racisme, op. cit., p. 33.

143/ Joseph Arthur de Gobineau : Essai sur l'inégalité des races humaines, 4 vols., Paris 1852-55.

144/ Hernán Santa Cruz : La discriminatin raciale. Edition revue et mise à jour en 1976. New York : Nations Unies, 1977, par. 40.

145/ Les informations détaillées fournies dans cette section et dans les suivantes au sujet de l'Afrique du Sud proviennent de différentes sources, dont la principale est le Monitor, The Journal of The Human Rights Trust, Port Elizabeth, juin 1988.

146/ M. P.J. Paulus, du syndicat des mineurs, cité dans le Monitor, Journal of the Human Rights Trust, Port Elisabeth, juin 1988, p. 25.



147/ E/CN.4/Sub.2/392.

148/ Parlement européen : Commission d'enquête sur la montée du fascisme et du racisme en Europe, créée le 25 octobre 1984. Président : Dimitrios Evrigenis (Grèce). Le rapport sur les résultats des travaux de la Commission a été présenté en décembre 1985.

149/ New Expressions of Racism. Growing Areas of Conflict in Europe. International Alert in co-operation with SIM (Netherlands Institute of Human Rights, Utrecht). SIM Special No 7, 1988.

150/ Rapport de la deuxième session de la Commission, E/600, p. 19 (annexe A, art. 31).

151/ Op. cit., p. 19.

152/ Résolution 5 (XXX) de la Sous-Commission.

153/ E/CN.4/L.1367/Rev.1.

154/ E/CN.4/Sub.2/1985, par. 403.

155/ Commission royale d'enquête sur les décès d'aborigènes en prison; rapport intérimaire.

156/ Voir également l'étude sur l'application de l'article 4 de la Convention établie par le Rapporteur spécial du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, M. José Ingles, à la demande du Comité. (A/CONF.119/10).